

Yona Friedman

L'architecture de survie

Une philosophie de la pauvreté

L'éclat/poche

« Bien que l'expression "l'architecture de survie" ait un sens à peu près inverse de celui de "la survie de l'architecte", mon but, dans ce livre, est de reconsidérer le rôle de l'architecture dans la simple survie de l'espèce, sans pour autant utiliser des slogans grandiloquents, sans surestimer ce rôle et sans faire de propositions utopiques, donc irréalisables. Il va me falloir, de nouveau, poser certaines questions, les analyser et enfin, et surtout, mentionner quelques solutions que j'ai proposées durant ces cinquante ans. Les questions sont fort simples : à qui revient le droit de décision en matière d'architecture ? Comment assurer ce droit à celui auquel il revient ? Comment le faire dans un monde qui va vers une pauvreté croissante ? Comment survivre dans un tel monde ? Qu'est-ce que ce "monde pauvre" ? Comment agir face à ces perspectives ? »

Yona Friedman (1923) est (aussi) architecte. Il a publié de nombreux ouvrages, parmi lesquels aux Éditions de l'éclat : *Utopies réalisables* (2000), *Vous avez un chien* (2004), *L'ordre compliqué* (2008), *Comment vivre avec les autres sans être chef et sans être esclave ?* (2016), *Comment habiter la terre* (2016) et *Villes imaginaires* (2016).

ISBN : 978-2-84162-384-6

photo de couverture : Patricia Farazzi

L'éclat/poche

14

Ceci est un Lyber

*déposé sur le site des éditions de l'éclat
alors que l'ensemble de la population est confinée chez elle.*

*le livre est vendu 7 €
et est disponible dans « les meilleures librairies »
selon la formule consacrée*

DU MÊME AUTEUR

AUX ÉDITIONS DE L'ÉCLAT

Utopies réalisables (1975), 2000.

L'architecture de survie (1979), 2003.

Vous avez un chien. C'est lui qui vous a choisi(e), 2005.

L'ordre compliqué et autres fragments, 2008.

*Comment vivre entre les autres sans être esclave
et sans être chef* (1974), 2016.

Villes imaginaires, 2016.

L'humain expliqué aux Extraterrestres
(en partenariat avec le CNEAI), 2016.

L'univers erratique (1994), 2017.

CHEZ D'AUTRES ÉDITEURS (SÉLECTION)

Alternatives énergétiques, Dangles, Paris, 1980, 2011.

Théorie et images, IFA, Paris, 2000.

The "Trompe l'œil" universe, CCA Kitakyushu, 2002.

Pro Domo, Actar, Barcelone, 2003.

Manuels, 3 volumes, CNEAI, 2007-2009.

The Dilution of Architecture (avec Manuel Orazi), Park

Books 2015

Catalogue complet sur demande à infos@lyber-eclat.net

ou sur le site www.lyber-eclat.net

YONA FRIEDMAN

L'ARCHITECTURE

D E S U R V I E

U N E P H I L O S O P H I E

D E L A P A U V R E T É

ÉDITIONS DE L'ÉCLAT

La première édition de ce livre a paru aux éditions Casterman en 1978, dans la collection « synthèses contemporaines », avec une préface de Michel Ragon. Le sous-titre en était : « Où s'invente aujourd'hui le monde de demain. ». Il a été réédité, augmenté d'une courte préface de Yona Friedman, en 2003 aux Editions de l'éclat, dans la collection « Premier secours », et a connu plusieurs réimpressions avant cette nouvelle édition dans L'éclat/poche.

© 2003, 2016 — Éditions de l'éclat, Paris.

<http://www.lyber-eclat.net>

Il y a déjà 25 ans que j'ai écrit ce livre*. En le relisant, avec l'intention d'en changer certains passages ou d'en rajouter d'autres, j'ai finalement préféré laisser le texte et les images inchangés.

Durant ces vingt-cinq années, j'ai eu l'occasion, de tester certaines des idées exposées dans le livre : par exemple celle de l'« autoplanification », en l'employant au projet du lycée David d'Angers ; ou bien celle de l'autoconstruction, en réalisant le Musée de la Technologie simple à Madras, en Inde. J'ai fait également l'expérience d'employer les « manuels » en bandes dessinées, en Inde, mais aussi en Amérique latine et même en Europe.

Ces expériences ont confirmé la faisabilité de mes propositions, ainsi que les résultats pratiques à en attendre.

Une partie de ces projets expérimentaux a été réalisée avec l'aide de l'Unesco et de l'Université des Nations Unies. L'Unesco a publié un certain nombre de mes manuels ; une autre partie (une centaine environ) a été diffusée en Inde par des médias privés ou

* Préface à la réédition de 2003.

publics. La réalisation du Musée de la Technologie simple a obtenu le grand prix du Design du Premier Ministre du Japon, ainsi que le Diplôme d'Honneur d'Habitat (des Nations Unies).

Les idées exposées dans ce livre m'ont mené durant ce quart de siècle, à de nouvelles techniques et de nouvelles formes, ainsi qu'à une rupture avec la « géométrie appliquée » en tant qu'architecture, aboutissant à une interprétation réalisable de la « nature habitabilisée ». Je pense que cette idée pourrait conduire vers une nouvelle architecture du XXI^e siècle.

Mais l'idée de base du livre, celle de la « survie », commence à faire les grands titres des journaux : l'importance des réserves d'eau, la stabilité du climat, les réserves de nourriture et, surtout, la résistance de la pauvreté aux remèdes classiques, sont redevenues d'actualité.

J'ai pensé, au départ, écrire un deuxième volume, examinant ces développements, mais j'y ai finalement renoncé ; je sens le poids de mes quatre-vingts ans. Le monde est ce qu'il est, et un livre de plus n'y changera pas grand-chose. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas rééditer ce volume écrit il y a vingt-cinq ans.

Paris 1^{er} SEPTEMBRE 2002

Yona Friedman

L'ARCHITECTURE DE SURVIE

INTRODUCTION DESTINÉE À ÊTRE LUE

Bien que l'expression « l'architecture de survie » ait un sens à peu près inverse de celui de « la survie de l'architecte », le but que je poursuis en écrivant ce livre n'est, en aucun cas, celui de lancer une attaque (encore une) contre la profession d'architecte. Mon but est de reconsidérer le rôle de l'architecture dans la simple survie de l'espèce sans, pour autant, utiliser des slogans grandiloquents, sans surestimer ce rôle et sans faire de propositions utopiques, donc irréalisables.

Il va me falloir, de nouveau, poser certaines questions (sur lesquelles je travaille depuis plus de quarante ans), les analyser et enfin et surtout mentionner, à titre d'exemples, quelques solutions que j'ai proposées durant ces quarante ans. Je donne ces exemples après chaque chapitre. Ces questions nous conduiront, pas à pas, vers une conclusion – temporaire comme toutes les conclusions – et non vers une réponse définitive.

Les questions sont fort simples :

- À qui revient le droit de décision en matière d'architecture ?
- Comment assurer ce droit à celui auquel il revient ?
- Comment le faire dans un monde qui va vers une pauvreté croissante ?

- Comment survivre dans un tel monde ?
- Qu'est-ce que ce « monde pauvre » ?
- Comment agir face à ces perspectives ?

J'ai essayé d'exprimer cette problématique en un langage simple, aussi peu technique que possible et surtout sur un ton qui ne soit pas didactique. Ce livre est écrit pour l'homme de la rue que j'espère, non pas choquer (ce n'est pas mon but), mais faire réfléchir.

Commençons donc.

« L'acte social » est, par excellence, un rationnement de « choses » et de « droits », rationnement qui tiendra compte des forces, des nombres, mais qui devra surtout tenir compte du « stock » des choses, ou des droits, à rationner. (L'acte gouvernemental, à plus forte raison, est similaire.) Quand on examine de plus près et sous cet angle, n'importe quel acte social, on s'aperçoit vite qu'il s'agit, en fait, de la distribution d'un butin : l'origine du stock lui-même (stock de choses ou stock de droits) laisse sous-entendre que ces choses ou ces droits ont été accumulés après avoir été enlevés à quelqu'un ou de quelque part. (N'oublions pas qu'un droit a toujours, d'une façon ou d'une autre, recours à des choses matérielles : un droit est un « droit de disposer de certaines choses » et l'accumulation des choses est alors, en même temps, une accumulation des droits.)

On a donc prélevé telles quantités de ressources ou telles quantités de biens et, maintenant, comment va-t-on les distribuer et à qui ? Il est évident qu'à l'origine de tout rationnement, il y a toujours intention égalitaire, mais il est non moins évident que cette égalité devient vite illusoire. Quand on analyse un acte

de rationnement quelconque, deux critères principaux sont donc évidents : tout d'abord le *stock* (c'est-à-dire l'ensemble des choses à rationner), puis la *liste des bénéficiaires* de la répartition (en tenant compte des pressions et des interventions qui peuvent influencer le partage). Au départ, la distribution égalitaire fonctionne toujours très bien, à condition qu'on considère le stock comme inépuisable (et qu'il existe une certaine égalité entre les puissances de pressions des bénéficiaires).

Les bouleversements, révolutions, etc., se produisent non pas à la suite de la découverte soudaine d'une injustice, mais bien plutôt lorsqu'on prend conscience du fait que les stocks sont *épuisables* (et c'est là le moteur de la révolution écologique actuelle), ou encore à la suite d'une rupture de l'équilibre des puissances de pression (moteur de la révolte sociale actuelle). Quand on parle aujourd'hui de « survie », deux interprétations, allant toutes les deux dans le sens des réflexions que nous venons de faire, sont donc possibles. Il s'agit ou bien de *la survie qui doit être assurée malgré la diminution du stock*, ou bien de *la survie qui doit devenir égalitaire*. La diminution des réserves et la tendance croissante à l'égalité conduisent, bien entendu, aux crises.

La solution de ces crises peut être trouvée (puisqu'on en connaît les causes) par deux moyens différents :

- trouver comment augmenter le stock à distribuer,
- trouver comment satisfaire la volonté d'égalité.

(Ces deux solutions possibles ne sont pas indépendantes l'une de l'autre : l'exigence d'un rationnement « juste », égalitaire, est en principe plus forte en cas

de pénurie, c'est-à-dire quand le stock ne peut plus augmenter.)

Est-ce qu'une juste répartition des droits et des biens est plus réalisable dans une société riche que dans une société pauvre ? Personnellement, je penche pour l'hypothèse que l'inégalité (ou l'injustice sociale) est beaucoup plus fréquente dans une société riche (qui accumule du butin) que dans une société pauvre. L'indépendance politique, c'est bien connu, est liée à la non-dépendance économique. Pourtant le pauvre, qui est économiquement non dépendant, l'est en général bien malgré lui ; pour que cette non-dépendance (qui n'est rien d'autre que de l'abandon) lui assure l'indépendance, il va falloir qu'il « improvise », qu'il s'invente seul des moyens de survie.

Une société riche croit dans l'« inépuisabilité » du stock nécessaire à la survie et n'attribue souvent la pauvreté des pauvres qu'à la paresse ou à l'incompétence. Ainsi, les riches tranquilisent leur conscience par la conviction qu'il y a suffisamment de ressources pour tout le monde, que les pauvres ne sont qu'en retard et qu'ils se rattraperont plus tard (personne ne réalise que « plus tard » les stocks seront épuisés). Cette argumentation fallacieuse n'est pas facile à déraciner, sauf en cas de pénurie.

Le credo de ce livre est que la pénurie est la mère de l'innovation sociale ou technique. La société pauvre exige l'égalité et déploie, poussée par la nécessité, une ingéniosité technique exceptionnelle. *C'est la société du monde pauvre qui est en train d'inventer l'architecture de survie.*

On me dira (et on l'a déjà fait) que je n'appartiens pas au monde pauvre, malgré ma pauvreté person-

nelle. C'est vrai. Mais rien ne m'empêche de faire l'analyse que je fais et le reproche n'invalide pas cette analyse. J'ai quand même vécu une fois, directement, le monde pauvre, ce monde où les risques sont réels ; c'était pendant la Deuxième Guerre mondiale et ma propre peau était en jeu. N'oublions pas que beaucoup de nos idéalistes qui déclarent avoir « vécu dans les bidonvilles¹ » trichent (bien qu'ils soient de bonne foi). Pour vivre dans le bidonville, il ne suffit pas de vivre dans une maison du bidonville (avec un billet d'avion dans la poche) ; vivre dans le bidonville, cela se résume au simple fait de *ne pas avoir de billet d'avion*. Quand je parle du bidonville, dans ce livre, je veux qu'il soit clairement établi que j'avais mon billet d'avion dans la poche.

Mon intention n'a pas été d'idéaliser le bidonville, ni le pauvre, ni le peuple. Ce que j'espère, par contre, c'est relancer avec ce livre l'idée d'un rationnement, donc l'idée d'un stock limité, et l'idée d'un rationnement juste, donc l'idée que le rationnement doit être décidé par ceux qui en supporteront les conséquences. Je considère l'architecture de survie, discipline à réinventer, comme un outil primordial pour atteindre ce but. L'architecture de survie est donc essentiellement un outil de survie (dans des conditions

1. J'utilise le terme « bidonville » sans lui donner le sens péjoratif qui lui est souvent attaché (en français). Pour moi, le bidonville est une agglomération nouvelle, édifiée au fur et à mesure des nouveaux arrivages, par ceux qui viennent en ville dans l'espoir d'y trouver leurs moyens de survie ; ils construisent eux-mêmes leurs habitations, sans moyens, suivant leurs capacités, leur savoir-faire, leur ingéniosité, et aussi leurs goûts personnels.

bien particulières) ; toute l'architecture a été autrefois, ne l'oublions pas, une architecture de survie, mais elle a perdu son rôle d'outil en devenant une discipline. Essayons de retrouver ce rôle oublié.

CHAPITRE I

L'ARCHITECTURE DÉCIDÉE PAR L'HABITANT

Architecte et habitant.

Si nous considérons un « objet d'architecture » (un bâtiment, un ensemble bâti, un paysage), nous savons d'avance qu'il implique deux processus : celui de sa réalisation et celui de son utilisation (le terme utilisation étant pris, ici, dans son sens le plus large qui inclut, parmi les utilisateurs, toute personne qui subit, de quelque manière que ce soit, « l'effet » de l'objet en question).

Chacun de ces deux processus, réalisation et utilisation, assure un rôle capital aux deux protagonistes que nous appelons, dans le langage courant : « l'architecte » et « l'habitant ». (Il est évident que, suivant la définition que nous venons de faire de l'objet d'architecture, l'utilisateur n'est pas nécessairement un habitant, mais j'ai préféré, au départ, l'expression « habitant », afin d'éviter l'erreur involontaire qui consisterait à concevoir, comme utilisateur principal, le propriétaire ou l'admirateur de l'objet¹.

1. En effet, le propriétaire utilise l'objet d'architecture en tant que spéculation, et l'admirateur en tant que spectacle (les touristes, par exemple, paient souvent un droit d'entrée pour admirer un bâtiment). Mais ces deux modes d'utilisation sont secondaires par rapport à celui de l'habitant.

L'habitant est, en quelque sorte, l'époux de l'objet d'architecture.)

Voilà beaucoup de subtilités peut-être, mais il me semble préférable de couper les cheveux en quatre dès le début de ce livre, afin d'être clairement compris par la suite. Nous allons pouvoir constater l'avantage de cette attitude dès que les questions suivantes vont se poser :

- a) Quelle est la raison d'être d'un objet d'architecture ?
- b) Quel est celui des deux, architecte ou habitant, qui doit avoir priorité sur l'autre ?
- c) Ces deux rôles ne pourraient-ils pas être assurés par la même personne ?

Les réponses semblent faciles et dictées par le bon sens.

– De toute évidence, la raison d'être d'un objet d'architecture (bâtiment, maison, villa, jardin) est de donner satisfaction à l'habitant et de lui « servir » ;

– il est non moins évident, par conséquent, que l'habitant doit avoir droit à la priorité sur le constructeur de l'objet ;

– il semble donc absolument logique de penser que si la même personne assumait ces deux rôles, celui de l'habitant aussi bien que celui du constructeur, il n'y aurait pas de problème à résoudre ni de cheveux coupés en quatre.

Malheureusement, nous nous trouvons, actuellement, dans une situation tellement absurde (et cela, aucune personne de bon sens ne pourra le contester) que, dans la pratique, c'est exactement le contraire qui se passe : un objet d'architecture ne donne que rarement satisfaction à l'habitant, le constructeur a

priorité sur cet habitant et tout notre système économique et social semble avoir été échafaudé dans le but unique de multiplier les efforts pour éviter que constructeur et habitant soient une seule et même personne. Le bon sens a tout de même une supériorité sur les lois et systèmes économiques et sociaux : il est inexorable ; mais il a aussi un grand désavantage : il est souvent lent – une violation du raisonnement et du bon sens sera donc toujours punie, c'est inévitable, mais avec quel retard ? Notre architecture actuelle viole le bon sens.

La difficulté de la communication.

Ce viol du bon sens ne tient pas uniquement à la stupidité des uns ou à la cupidité des autres ; si c'était le cas, nous pourrions tout de suite abandonner le sujet car stupidité et cupidité sont des phénomènes contre lesquels on ne peut pas lutter. Mais la stupidité et la cupidité ont toujours existé et cependant la crise que connaît actuellement l'architecture ne s'est jamais manifestée dans le passé. L'explication de cette crise doit donc se trouver ailleurs.

Reconsidérons le problème : la satisfaction du futur habitant est la raison d'être de la construction de l'objet architectural et cette satisfaction future, c'est-à-dire la satisfaction des désirs de l'habitant, a en principe priorité. Mais nous vivons dans un système socio-économique fondé sur une telle spécialisation des connaissances que le cas de l'habitant constructeur ou même, simplement, concepteur de l'objet d'architecture devient exceptionnel. L'objet d'architecture doit donc, actuellement, être le résultat de la collaboration

du futur habitant et du constructeur-concepteur (architecte). En fonction de cette idée, l'habitant veut que l'architecte conçoive sa maison (par exemple) suivant ses désirs et l'architecte ne demande pas mieux. Il ne reste plus, alors, à l'habitant qu'à expliquer ses désirs et sa conception à l'architecte.

C'est ici que la « machine diabolique » commence à se mettre en marche. L'habitant est rarement capable d'exprimer ses désirs. Il les connaît bien, mais il n'est pas capable de les expliquer et, encore moins, de pouvoir communiquer à l'architecte l'importance qu'il attache et la priorité qu'il attribue aux différentes choses qu'il souhaite. Comme il y a souvent conflit entre les priorités et que la réalisation d'un désir est souvent fonction de la non-réalisation d'un autre, un arbitrage de ce conflit entre priorités devient nécessaire. Mais l'habitant, qui devrait être l'arbitre naturel de ce conflit, ne parvient pas à s'y retrouver et cède cet arbitrage à l'architecte, lequel ignore l'importance des priorités attribuées – par l'habitant – à certains de ses propres désirs. La situation devient encore plus grave quand nous considérons la formation de l'architecte de l'habitant, telles qu'elles se pratiquent à notre époque.

L'habitant est habitué à l'idée qu'il est incapable de prendre une décision importante en n'utilisant que son propre bon sens : son expérience passée justifie ce sentiment. La situation que nous venons d'examiner, par exemple, lui permet tout juste de se rendre compte qu'il est incapable de s'expliquer. L'architecte, pour sa part, a appris à l'école à faire confiance aux connaissances acquises en étudiant. On lui a appris, à l'école, comment vivait l'habitant (non pas l'habitant

spécifique, particulier, qui utilisera le bâtiment à construire, mais l'habitant moyen) et il a acquis la certitude que c'est lui qui sait, mieux que chaque habitant, un à un, comment ceux-ci désirent vivre. En conséquence de quoi, l'architecte n'essaye pas de communiquer avec l'habitant autrement qu'en s'efforçant de lui expliquer la façon dont il doit vivre. Et c'est, aussi, ce qui se produit quand les architectes nous parlent de « faire participer l'habitant ». Il s'agit, en fait, de séances de consultation où l'architecte-arbitre amène les habitants à dire ce qu'il souhaite les entendre dire, de son point de vue d'architecte. (Ce qui ne veut pas dire que cet architecte paternaliste soit nécessairement indifférent aux problèmes des habitants.)

Nous sommes en face d'un cas de non-communication aiguë : un des interlocuteurs, le futur habitant, sait ce qu'il veut dire mais ne sait pas comment le dire, et l'autre, l'architecte, ignore ce que veut dire son partenaire, mais essaye de le lui suggérer. Si on transposait la scène au théâtre, l'effet de ce dialogue de sourds serait plutôt comique. La crise de l'architecture (comme toutes les crises qui relèvent des activités planificatrices quelles qu'elles soient : de l'économie, de l'organisation ou de l'aménagement, etc.) est donc provoquée par l'impossibilité, ou tout au moins, l'extrême difficulté, de la communication.

Comment peut-on rétablir la communication ?

Nous avons vu qu'il n'existe, actuellement, aucun mode de communication possible entre l'habitant, utilisateur de l'objet architectural, et l'architecte qui

est censé réaliser cet objet. Mais si nous réfléchissons bien, le fait que l'habitant ne sait ni exprimer, ni expliquer ses désirs, signifie, en quelque sorte, qu'il ne sait pas établir la communication entre lui-même et lui-même, c'est-à-dire entre le « Monsieur Rêveur » et le « Monsieur Pratique » qui l'habitent.

Nous allons d'abord voir comment il est possible d'établir cette communication : autrement dit, comment l'habitant peut arriver à « faire les plans » de la maison qu'il souhaiterait habiter et comment il peut contrôler le bon fonctionnement de son projet, c'est-à-dire vérifier si ses désirs ne se contredisent pas entre eux et si son plan peut correspondre à l'une des dispositions réalisables des volumes.

Un plan signifie toujours une tentative, un essai, pour chercher à accorder les objectifs particuliers d'une personne (ou d'un groupe) à la réalité. La méthode la plus simple pour tenter un tel accommodement serait de réaliser l'essai puis, après examen, de le garder ou de le rejeter. Cette méthode présente pourtant bien des difficultés : trop d'efforts (travail et dépense) et trop de temps seraient nécessaires ; si, par exemple, il fallait construire cent maisons différentes pour trouver celle qui convient à quelqu'un, le procédé serait plutôt coûteux. Afin d'économiser cet effort – dépense et temps – il est préférable de substituer aux essais de réalisations, des réalisations simulées qui peuvent être notées sur le papier. Dessiner cent maisons sur le papier afin de déterminer celle que l'on désire est beaucoup moins fatigant (et coûteux) que de bâtir.

Un plan est donc la notation d'une réalité « projetée », une « carte » aisément réalisable et sur laquelle

le futur utilisateur peut se livrer sans risque à tout essai qui l'intéresse. Il faut donc que la notation utilisée pour faire un plan soit « fiable » et que la « carte » exécutée, suivant cette notation, indique certaines propriétés importantes de la réalité représentée. La notation habituellement utilisée par l'architecte est évidemment incompréhensible et difficile à apprendre pour le futur habitant. Il faut pourtant arriver à une notation qui soit compréhensible, si nous voulons qu'elle soit utilisée par le futur habitant pour exprimer ses désirs ; et pour être compréhensible, elle doit être simple.

Quelles sont les propriétés que cette carte simple doit souligner ? D'abord le nombre de pièces. Puis la liaison souhaitée entre ces pièces (une porte entre telle et telle pièce, mais pas de porte entre la première et la troisième pièce, par exemple) sans oublier, aussi, les liaisons avec l'extérieur. D'autre part, et c'est très important encore, la qualité particulière de chaque pièce (c'est-à-dire la forme, la grandeur, l'éclairage, etc.). Peut-être, également, la façon dont on entend utiliser ces pièces et, enfin, à qui chacune de ces pièces sera réservée. Une telle somme de facteurs divers justifie l'appréhension de l'utilisateur, confronté à ce qui lui semble, de prime abord, à peu près insoluble. On doit donc simplifier.

Et nous pouvons simplifier au maximum le problème ; pour ce faire, nous allons prendre, tout d'abord, un bouton pour représenter une pièce ; puis nous allons lier, à l'aide d'une ficelle, chaque paire de boutons (c'est-à-dire deux pièces qui doivent avoir un accès direct entre elles). Nous allons encore ajouter autre chose : une étiquette, qui va avec chaque bouton

et qui indique les particularités souhaitées pour chaque pièce-bouton (par exemple : ronde, carrée, petite, calme, pas trop de soleil, etc.). Nous avons ainsi construit, avec des boutons, de la ficelle et des étiquettes, ce qu'un mathématicien aurait appelé un « graphe connexe et étiqueté ». En essayant de placer au mieux nos boutons et nos ficelles, il nous arrive souvent de constater que certaines de nos ficelles (qu'on appelle encore liaisons et qui sont des portes) se croisent parfois, s'il y a plus de quatre boutons.

Ce croisement indique que ce schéma de liaison (notre dessin de boutons et ficelles) n'est pas réalisable sans un couloir qui desserve ces pièces, ou un escalier permettant la séparation des pièces à un niveau différent (un étage différent).

Mais je ne veux pas ici entrer dans les détails de cette méthode que j'expose seulement pour illustrer la simplicité d'une notation qui permet à l'habitant de construire « son programme » sans qu'il lui soit nécessaire d'expliciter (pour lui-même ou pour l'architecte) le *pourquoi* de son choix (son propre dessin rendant la chose évidente). J'ajouterai encore, et c'est très important, que cette notation simple avertit le futur habitant de certains désavantages possibles quant à la solution pratique choisie : liaisons non souhaitées, nécessité d'un couloir, difficulté d'avoir une fenêtre, orientation non désirée pour une pièce, obligation de dimensions non voulues pour certaines pièces, etc. Autrement dit, la notation à l'aide de boutons et de ficelles avertira le futur habitant des « retombées » (des inconvénients) qui pourraient résulter de son choix éventuel.

L'autoplanification.

Si l'homme de la rue peut apprendre une notation simple qui lui permette d'exprimer son programme, qui lui permette également de connaître et de contrôler les conséquences entraînées par son choix, pourquoi ne pourrait-il pas « agir » de façon à être son propre architecte ? Pour passer du *graphe*, c'est-à-dire des boutons et des ficelles, au *plan architectural* proprement dit, il n'y a qu'un pas et nous allons le franchir.

Pour cela je vais devoir, une fois de plus, ouvrir une parenthèse et insister sur son importance : afin de pouvoir utiliser la méthode des boutons et des ficelles et traduire les figures, ainsi obtenues, en plans de bâtiments, un enseignement – du niveau de l'école primaire – est absolument nécessaire. Un enseignement implique un manuel. Ce manuel de l'autoplanification existe. Je l'ai écrit et dessiné, il y a déjà un certain nombre d'années, et il a été, depuis, maintes fois appliqué et expérimenté. Je vais en donner ici un court extrait (il légitimera ainsi, de lui-même, la nécessité qu'il représente si on veut parler d'autoplanification) ; ce passage est celui qui explique la transition « boutons-ficelles » en « plans ».

L'habitant, lorsqu'il a assimilé cette méthode qui l'aide à concevoir le plan de son habitation, est donc devenu son propre architecte : il est devenu autoplanificateur.

Solutions techniques.

C'est très joli, diront certains, d'arriver à concevoir et réaliser les plans de sa propre habitation (ou de son

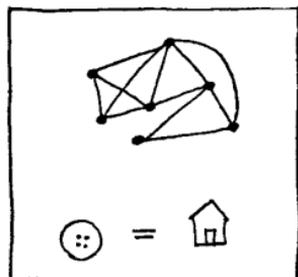
propre quartier), mais le plan conçu par l'autoplanificateur n'est rien d'autre qu'un morceau de papier, au même titre que le serait le plan conçu par l'architecte. Il y a encore un très long chemin à parcourir, à partir de ce papier, jusqu'à ce que l'objet architectural soit réalisé. Qui sera responsable de ce chemin ? Qui garantira que les conflits d'intérêts entre habitants ou entre groupes d'habitants ne s'envenimeront pas ? Qui garantira que les autoplanificateurs ne seront pas déçus par leur propre choix, une fois celui-ci réalisé ? Et finalement, en supposant tous ces conflits aplanis, qui donc établira l'unité entre ces projets hétérogènes, qui pourra les ajuster pour obtenir un environnement agréable ?

On est tenté de répondre, d'abord, par une boutade : personne, bien sûr... car jusqu'à présent, aucun architecte n'a réussi à créer une unité à partir d'objets construits hétérogènes ; quant aux environnements agréables conçus par les architectes, ils ne foisonnent pas. Mais, boutade mise à part, essayons d'examiner plus sérieusement ce problème.

Il existe en effet des environnements agréables qui, à partir d'éléments hétérogènes, forment une unité, mais la boutade est partiellement justifiée : ceux-là, au moins, en majeure partie, ne résultent pas du travail de l'architecte. Il faut bien reconnaître que l'agrément et l'unité des environnements bâtis se rencontrent beaucoup plus fréquemment quand il s'agit d'ensembles construits au hasard, simplement en fonction des buts et des goûts personnels des habitants : combien de fois ne le constatons-nous pas en admirant certains villages et certaines villes anciennes (et cela dans toutes les civilisations quelles qu'elles soient). Cette

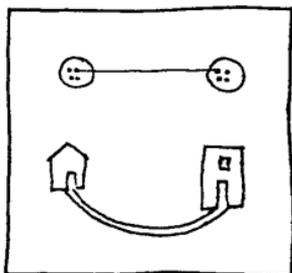
UN "LANGAGE"
QUI SIGNALE CETTE DIFFÉRENCE
S'APPREND.

LE LANGAGE DES "GRAPHES"
EN EST UN EXEMPLE.



LES GRAPHES NE SONT RIEN D'AUTRE
QUE DES FIGURES CONSTRUITES
AVEC DES "BOUTONS ET DES FICELLES".

DANS CES FIGURES
UN BOUTON REPRÉSENTE UNE "CHOSE"
(UNE MAISON, UNE VILLE, UNE CHÈVRE),

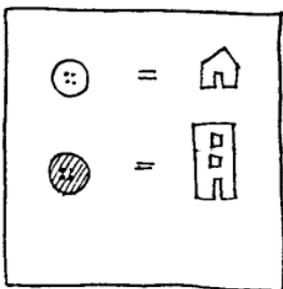


ET UNE FICELLE
SIGNIFIE UNE RELATION
QUI RELIE DEUX BOUTONS (DEUX "CHOSSES"):

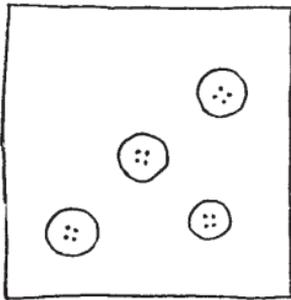
PAR EXEMPLE :

UN CHEMIN ENTRE DEUX MAISONS,
UN ÉCHANGE COMMERCIAL ENTRE DEUX VILLES
UNE PARENTÉ ENTRE DEUX CHÈVRES,

ETC.

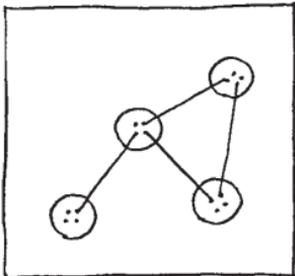


QUANT À LA COULEUR DU BOUTON
ELLE INDIQUE UNE QUALITÉ
(QUI APPARTIENT À LA CHOSE
REPRÉSENTÉE PAR LE BOUTON).

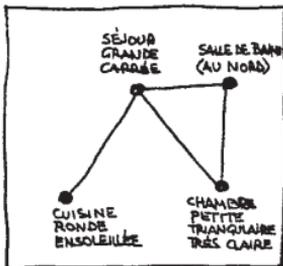


AINSI, PAR EXEMPLE,
UN BOUTON PEUT REPRÉSENTER UNE PIÈCE
D'UN APPARTEMENT

(ICI, C'EST UN APPARTEMENT DE 4 PIÈCES),

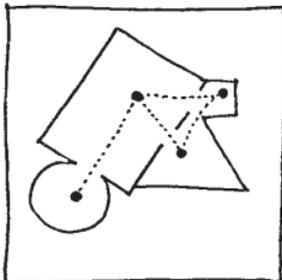


UNE FICELLE REPRÉSENTERA UNE PORTE
QUI RELIE UN COUPLE DE PIÈCES,



ET „L'ÉTIQUETTE" DU BOUTON
(QUE NOUS AVONS APPELÉE "COULEUR" AUPARAVANT)
SIGNALE QUE CETTE PIÈCE EST

RONDE (OU CARRÉE),
QU'ELLE SERVE DE CUISINE (OU DE CHAMBRE À COUCHER),
QU'ELLE EST ENSOLEILLÉE (OU S'OUVRE VERS LE NORD)
ETC.



VOICI L'APPARTEMENT
REPRÉSENTÉ PAR LE GRAPHE CI-DESSUS.

unité et cet agrément sont presque toujours le résultat de la limitation impliquée par la technique de construction utilisée, qui est toujours une technique relativement simple. Cette technologie relativement simple (donc constructible et réalisable par de simples artisans ou même par l'habitant lui-même) est le vrai garant de la liberté de conception du planificateur. Elle produit la diversité (hétérogénéité des objets), tout en donnant le sentiment d'une unicité qui tient à la pauvreté de la technique appliquée.

Retenons, de cette réflexion, la voie qui pourrait conduire à la réalisation de l'autoplanification : une certaine pauvreté des moyens techniques de construction garantit les règles pratiques et esthétiques qui permettent une très grande diversité.

Toute technique de construction est, en fait, basée sur très peu de composants : les *fondations* qui transmettent, au sol, le poids de la construction (celui de la charge utile); l'*ossature* qui supporte le toit et, éventuellement, les planchers; puis les *plaques horizontales* (légères pour le toit, plus résistantes pour les planchers) et les *écrans* qui protègent des intempéries, des regards et du bruit. Il y a de nombreuses techniques, naturellement, où le même élément joue plusieurs de ces rôles : les murs peuvent être à la fois ossature et écrans, les dômes à la fois écrans et toits, etc. Dans une seconde approche, considérons l'ordre d'importance de ces divers éléments de construction. Il est évident que si j'endommage, d'une façon quelconque, soit les fondations, soit l'ossature (par exemple en y creusant un grand trou), la construction entière s'écroulera. Par contre, si je fais un trou dans les écrans, dans les toits ou dans les planchers, l'ossature

reste debout. Mais, d'autre part, les fondations et l'ossature, seules, ne font pas encore la maison : avec les mêmes fondations et la même ossature, on peut exécuter les plans les plus divers.

Résumons donc : les fondations et l'ossature vide sont des éléments techniques irremplaçables de l'objet d'architecture. Elles sont, en fait, des « extensions du sol ». Mais, en elles-mêmes, elles ne font pas plus l'objet architectural que ne le fait le sol tout seul. L'ossature devient habitation quand le toit (parapluie) s'y trouve fixé. Puis les planchers, les murs et autres équipements mobiles. Voilà un mot important lâché : équipement mobile, meuble. En effet, grâce aux techniques de construction, on arrive d'une part à l'ossature (extension du sol), et d'autre part aux enveloppes soutenues par l'ossature (toit, parois-écrans). Ces dernières peuvent être amovibles, comme des meubles. J'appelle les extensions du sol « infrastructure » et les éléments amovibles « remplissages de l'infrastructure ». Une erreur de disposition des meubles n'est pas irréversible pour celui qui essaye de meubler sa maison ; de la même façon, une erreur de l'autoplanificateur ne sera pas catastrophique si elle concerne seulement les éléments amovibles : les remplissages de l'infrastructure.

Donc, après le rétablissement de la communication entre l'habitant et, disons, son futur habitat (cette communication est plus importante que celle que l'habitant aurait pu avoir avec l'architecte et c'est là le véritable but de la méthode que j'ai voulu exposer), l'habitant devient autoplanificateur et nous savons que toutes les techniques qui font la séparation entre

l'infrastructure rigide et les remplissages mobiles peuvent mener à une réalité concrète de l'autoplanification. C'est là l'essentiel de ce que j'ai, jadis, appelé « l'architecture mobile¹ ».

Quelques commentaires en cours de route.

Ces réflexions ne datent donc pas d'aujourd'hui... J'ai travaillé sur cette théorie depuis quarante ans, théorie à laquelle je dois maintenant ajouter quelques commentaires avant de continuer plus loin ce cheminement de pensée. Cette théorie : se libérer de l'expert et se libérer, jusqu'à un certain point, de la technique (réduite ici à un principe simple : celui de l'infrastructure) peut être considérée sous deux angles différents : soit celui de la liberté, soit celui de la pauvreté.

Quand j'ai formulé pour la première fois cette théorie, mon point de départ était de chercher une conception de l'architecture qui puisse assurer aux habitants une liberté plus grande. Traître – dans une certaine mesure – à l'architecture, je me sentais plus solidaire de l'habitant que de mes confrères (tout en étant architecte, je suis moi-même, après tout, un habitant à part entière). La liberté de s'exprimer soi-même valait bien à mon sens, pour les habitants que nous sommes, certains sacrifices. Quant à la pauvreté, dupé comme beaucoup d'autres par les promesses des

1. Cf. Yona Friedman, *L'Architecture mobile*, coll. « M.O. », Casterman, Paris-Tournai, 1970. Nelle édition, L'éclat, 2020.

philosophes et des politiciens, j'ai cru qu'elle pourrait être éliminée, entre autres facteurs, par l'invention technologique.

Aujourd'hui encore, je pense que la pauvreté peut disparaître, mais je le pense pour d'autres raisons. Disparaître ou être éliminée sont deux choses bien différentes. La pauvreté éliminée, cela signifie que tout le monde est riche, la pauvreté disparue, que tout le monde est pauvre de manière égale. Dans cette perspective de l'égalité devant la pauvreté qui pourrait bien être l'image de l'avenir (nous en parlerons plus loin), la théorie exposée dans ce chapitre et conçue, il y a vingt ans, continue d'être valable, mais pour d'autres raisons que la « volonté de la liberté ». Ces autres raisons constituent l'essentiel de ce livre.

Vivre avec les autres.

Ce sous-titre peut avoir un aspect rébarbatif et évoquer la cohabitation forcée ou l'idée de groupes disciplinaires tels que l'armée, le phalanstère, l'usine ou encore certaines communautés utopiques (le plus souvent couronnées d'échecs). Il ne s'agit pas de cela. Ce chapitre traite de la cohabitation, habituelle et coutumière à tous, qui consiste à « avoir des voisins ».

On a des voisins à la maison, dans le train, sur la route ou dans une file d'attente. Avoir des voisins est l'acte social humain fondamental (depuis que le nombre des humains a dépassé une certaine limite) et si je lui donne une telle importance, c'est que je crois que cet aspect du comportement humain est plus ancré en nous que bien des aspects plus communautaires; si on analysait une situation problématique quelconque, je

suis sûr qu'on s'apercevrait à quel point la coutume l'emporte sur l'imagination, l'innovation, etc. La coutume, nos habitudes (automatiques et souvent inconscientes), déterminent notre comportement social et nous ne les modifions que si tout va déjà très mal, quand leur inadaptation à un état de fait est déjà plus que catastrophique et, dans ce cas même, nous ne les abandonnons qu'avec grand regret et quels soupirs !

...

Si le fait d'avoir des voisins a une telle importance, comment vont se régler les problèmes entre voisins dans une communauté qui pratique l'auto-planification ? Dans notre organisation actuelle, ce sont l'architecte (ou l'urbaniste) et les autorités publiques (villes, états, etc.) qui, soit s'en tiennent aux normes conventionnellement acceptées pour régler les cas de litiges, soit ont recours aux bons offices de certaines « autorités compétentes » en tant qu'arbitres. Dans les deux cas, les parties adverses n'ont, de toute façon, que le droit d'exposer leur point de vue et d'attendre que l'arbitre, fonctionnaire ou savant expert, leur fasse part de sa décision. Cette décision a automatiquement force de loi et, en cas de contestation, est supposée être irrévocable.

C'est une situation déplorable (bien que nous y soyons habitués) et sans issue car cette injuste procédure ne peut pas être révisée ; comment en supprimer le caractère d'injustice ? Si l'on me rétorque que la neutralité de l'arbitre est, malgré tout, la garantie d'une certaine justice, je prétendrai, au contraire, que c'est justement cette neutralité qui produit l'injustice. Pour expliquer l'absurdité du processus, nous allons prendre un exemple (qui ne relève pas du sujet de ce

livre), celui du juge qui étudie soigneusement une affaire et qui, en toute neutralité, condamne quelqu'un à dix ans de prison, puis rentre chez lui pour dîner. Il mange en toute neutralité et sa victime est écrouée pour dix ans : est-ce que ce juge sait ce que c'est que d'être enfermé pour dix ans ?

La même situation se produit quant aux litiges entre voisins. Les normes déterminant l'arbitrage sont abstraites et les « parties en litige » sont des habitants, en chair et en os, qui ne savent pas exprimer tout ce qui est en jeu, pour eux, par l'intermédiaire de la « raison du litige ». L'autre décidera donc suivant les normes et en toute ignorance de l'enjeu réel ; sa décision ne peut être qu'injuste. On me dira que la décision d'un arbitre est pourtant nécessaire si les parties en litige n'ont pas su régler les différends qui les séparent, ou si la coutume n'a pas automatiquement fonctionné (auquel cas l'affaire se serait résolue d'elle-même) ; il n'y a que deux solutions : ou bien les habitants n'enfreignent pas les normes ou bien le fonctionnaire arbitre est nécessaire. C'est vrai, mais il est vrai aussi que la plupart des conflits, litiges ou infractions aux lois sont la conséquence, avant toute chose, de l'ignorance des plaignants – tout au moins dans le domaine de l'architecture.

La situation serait évidemment bien différente si les règles de voisinage étaient assez clairement formulées pour permettre le règlement des conflits sans autre nécessité que celle d'appliquer les simples lois du bon sens (connues et acceptées par tous les habitants). Il suffirait, pour ce faire, de mettre au point une méthode descriptive assez élémentaire qui permette à chaque habitant de *comprendre* sa position personnelle, face aux

décisions concernant l'ensemble des voisins. Je pense, pour avoir fait de nombreuses expériences, que cela est possible. Tout d'abord, les critères de satisfaction d'un « ensemble de voisins » sont loin d'être uniformes : ce qui est désirable ou acceptable pour l'un ne l'est pas nécessairement pour l'autre. Le conflit ne se produit que si tous les habitants ont exactement le même objectif (si tous voulaient, par exemple, habiter au rez-de-chaussée ou encore aux Champs-Élysées), il deviendrait alors impossible d'assurer cet objectif à chacun. Par contre, si les objectifs sont différents (et c'est ce qui se passe en réalité), il est assez facile de trouver des solutions proches des objectifs particuliers de chacun. N'oublions pas que tout le monde improvise quotidiennement un mini-urbanisme : soit à la terrasse d'un café, soit sur une place publique, sur la plage, etc., avec de très bons résultats (sauf si l'endroit en question, la plage par exemple, est sursaturé).

Quant à donner une information sur les décisions qui peuvent être envisagées entre voisins, ce n'est pas impossible mais cela implique de développer l'étude de l'autoplanification (jusqu'alors elle n'avait pas dépassé la planification concernant le seul habitant et son habitat personnel), de développer cette étude, dis-je, jusqu'aux règles qui concernent les « voisinages », les proximités. Du voisinage à la ville, il n'y a qu'un pas...

Le village urbain.

Mais est-ce vrai ? Il est certain que les voisinages ont toujours bien fonctionné autrefois alors que les grandes villes d'aujourd'hui, par contre, ne satisfont pas la majorité de leurs habitants. Peut-être, alors, y

a-t-il plus qu'un simple pas à franchir pour passer des règles concernant les voisinages à celles qui sont à découvrir pour l'autoplanification des villes ?

Nous touchons peut-être là au problème le plus fondamental de notre époque et qui ne se limite pas au seul aspect de la crise urbaine. Ce problème pourrait se formuler ainsi : « l'animal humain », du point de vue purement biologique, ne peut s'organiser socialement qu'en groupes de dimension limitée (j'ai exposé dans plusieurs de mes livres la notion du « groupe critique » dont la dimension varie avec la structure sociale de l'organisation¹) ; pourtant, l'homme qui vit en société peut appartenir à *la fois* à plusieurs groupes sociaux (il peut, par exemple, être supporteur d'une équipe de football, être parent d'enfants d'un certain âge, avoir un métier qui le mette en contact avec différentes catégories d'individus, etc.), il semblerait donc logique que la ville, du point de vue de l'habitant ait une dimension suffisante pour contenir tous ces groupements. Contre cette limitation de la grandeur du groupe, il existe une autre caractéristique de l'animal humain, c'est qu'il est facilement envahi par l'ennui. Traditionnellement (et c'est aussi une routine), pour l'homme de la campagne, l'image de la ville a toujours été le miroir aux alouettes : la ville est belle et intéressante et tout ce qui s'y passe est inattendu et excitant ; cette propagande pro-urbaine est une des raisons les plus importantes de l'attrait des villes (j'ai déjà écrit sur ce sujet, dans ma première

1. Cf. *Utopies réalisables* (1975), nouvelle édition, Paris, L'éclat 2000 et *Comment vivre entre les autres sans être chef et sans être esclave*, J.-J. Pauvert, Paris 1974 (réédition L'éclat, 2016).

thèse sur l'architecture mobile, en 1958), et c'est ce qui nous a conduits aux villes gigantesques d'aujourd'hui, particulièrement dans le Tiers-Monde.

Nous voici donc confrontés au dilemme suivant : nous ne pouvons vivre, socialement parlant, qu'en groupes relativement petits, mais nous sommes attirés par l'aventure que nous promettent les foules. Comment en sortir ? L'homme le plus simple, celui qui est rempli de bon sens, savait autrefois résoudre ce problème : il savait comment vivre en tant que membre à part entière de tout un voisinage et ne sortait de celui-ci qu'en des occasions exceptionnelles.

J'ai appelé ailleurs (*Utopies réalisables* et *Votre ville est à vous, sachez comment la conserver*¹), la nouvelle organisation qui peut répondre à ce problème et le solutionner : les « villages urbains ». Les villages urbains supposent une ville formée par la juxtaposition de plusieurs villages – un peu comme des banlieues – mais dont l'organisation (et nous verrons pourquoi) est très différente de celle des banlieues. Chaque village urbain possède, en effet, un vrai centre où la vie du village s'organise, les habitants du village urbain accomplissant la majeure partie de leurs activités au sein de leur village. Et ces villages urbains sont reliés entre eux par un réseau de circulation qui leur assure une égale importance. Le village urbain – contrairement à la banlieue – vit en autarcie à peu près complète, produisant la majeure partie de la nourriture et des produits artisanaux qui lui sont nécessaires. À l'inverse des banlieues, les villages urbains ont donc, cha-

1. Cf. *Votre ville est à vous, sachez comment la conserver*, manuel écrit sur commande du Conseil de l'Europe, 1975.

cun, un centre et il n'y a aucun centre privilégié : les villages urbains ne sont pas les dépendances d'une ville ; ce sont eux, au contraire, qui la composent.

Il est évident que cette organisation d'une continuité de petites cités est un des terrains les plus propices à l'autoplanification ; c'est la raison pour laquelle déjà et, instinctivement, ce style d'organisation sociale (le groupement en villages urbains) commence à s'organiser dans les pays industrialisés comme dans les pays du Tiers-Monde. (Mais nous reparlerons dans un autre chapitre et beaucoup plus longuement, de ces villages urbains.)

On pourrait se poser la question : pourquoi cette organisation urbaine n'a-t-elle pas déjà existé ? Pourquoi ce problème est-il nouveau ? La réponse est simple : l'organisation essentielle, autoplanification, village et fédération de villages, a existé depuis toujours. Le phénomène nouveau est, en réalité, celui de la très grande ville, celle qui actuellement commence à « dégénérer » en villages urbains. La désagrégation des très grandes villes est une situation nouvelle car jamais, autrefois, des villes d'une grandeur comparable n'ont existé. Même les – relativement – grandes villes d'autrefois n'avaient pas d'existence propre en tant que villes. Dans le Paris du XVIII^e siècle, dans la Rome Ancienne, etc., les habitants d'un quartier n'en sortaient que très rarement et la présence de gens d'un autre quartier, à l'occasion de fêtes ou de foires, était rare et soulevait l'étonnement. La routine est très puissante et l'animal humain essaie toujours de préserver une grande partie de ses habitudes ; c'est pourquoi il tente de réadapter la très grande ville à son mode de vie habituel en la réorganisant. Appartenant

à notre génération, les premiers habitants des très grandes agglomérations sont comme des émigrés dans la ville, alors que la génération suivante commence déjà à la refaçonner.

Nous avons vu tout au long de ce chapitre que, techniquement et moralement, l'architecture de l'environnement individuel, aussi bien que l'architecture relevant de l'ensemble de la communauté, doivent être l'œuvre des futurs utilisateurs, c'est-à-dire des habitants eux-mêmes. Nous avons vu aussi que cette nouvelle distribution des tâches va de pair avec un changement d'attitude sociale. Dans le chapitre suivant, et avant d'arriver aux réflexions concernant l'architecture de la survie, nous examinerons d'abord comment peuvent se réaliser, concrètement, les transformations préconisées dans ce premier chapitre.

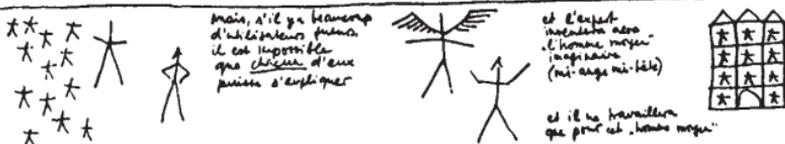
IMAGES POUR ILLUSTRER LE CHAPITRE I

Cette bande dessinée a été faite spécialement pour mon exposition « une utopie réalisée », au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, en 1975. Elle a été exposée à Rio de Janeiro, São Paulo et Brasilia, semant la contestation contre « l'acte architectural » si dictatorial au Brésil (entre autres actes dictatoriaux). La bande dessinée raconte le pourquoi de l'autoplanification, ainsi que son application, telle qu'elle a été faite pour mon projet CDC à Ivry, exemple même d'un ensemble, planifié par ses futurs utilisateurs (300 employés). Une utopie m'a-t-on dit, et j'ai répondu une *utopie réalisée* (d'où le nom de l'exposition). C'est d'autant plus vrai que, si l'opération n'a pas été jusqu'à sa réalisation finale, mais seulement jusqu'au permis de construire, et cela après que le processus de l'autoplanification eut été réalisé avec un total succès, c'est parce que la CDC a été absorbée par une autre compagnie.

La bande dessinée comprend sept séquences*.

* *N.d.é.* Pour une meilleure lisibilité nous avons retranscrit en bas de page les légendes des illustrations.

1) L'impossibilité de la communication ne permet pas à l'expert de pouvoir planifier.



et, indépendamment des utilisateurs futurs, cela sera insuffisant



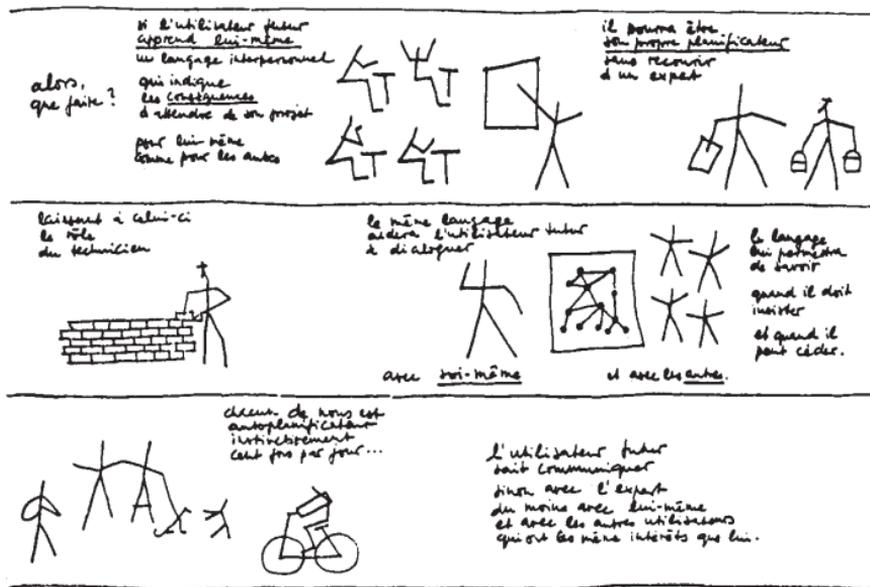
car "l'homme moyen" ça n'existe pas

la crise actuelle de la planification

est la résulte de l'impossibilité de la communication entre l'utilisateur et l'expert

1) La planification suppose l'existence d'un utilisateur futur qui imagine un projet. Si c'est l'utilisateur futur qui fait ses propres plans, il accepte le risque de ses propres erreurs. Il découvrira les conséquences de ses erreurs quand il commencera à utiliser l'objet qu'il a fait. S'il confie la réalisation de son projet à un expert, celui-ci interprétera (peut-être) mal les désirs du futur utilisateur, et lui aussi fera des erreurs. Les conséquences des erreurs seront supportées par le futur utilisateur et point par l'expert. Les erreurs de l'expert peuvent être évitées s'il dispose des temps nécessaires pour écouter le futur utilisateur. Mais s'il y a beaucoup d'utilisateurs futurs, il est impossible que chacun d'eux puisse s'expliquer et l'expert inventera alors l'homme moyen imaginaire (mi-ange, mi-bête) et il ne travaillera que

2) L'utilisateur futur est capable de faire ses propres plans.



pour cet homme moyen et évidemment les utilisateurs futurs réels seront insatisfaits, car l'homme moyen n'existe pas. La crise actuelle de la planification est le résultat de l'impossibilité de la communication entre l'utilisateur et l'expert.

2) Alors que faire ? Si l'utilisateur futur *apprend lui-même* un langage interpersonnel qui indique les *conséquences* à attendre de son projet pour lui-même comme pour les autres il pourra être *son propre planificateur* sans recourir à un expert, laissant à celui-ci le rôle de technicien. Le même langage aidera l'utilisateur futur à dialoguer avec *soi-même* et avec les *autres*. Le langage qui permettra de savoir quand il doit insister et quand il peut céder. Chacun de nous est autoplanificateur instinctivement cent fois par jour... L'utilisateur futur sait communiquer sinon avec l'expert, du moins avec lui-même et avec les autres utilisateurs qui ont les mêmes intérêts que lui.

3) Comment l'autoplanification peut-elle se faire ?

Comment la faire ?

L'autoplanification commence d'abord avec une option d'ordre technique :

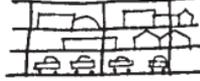


par exemple :

1) utiliser une ossature existante en tant qu'infrastructure

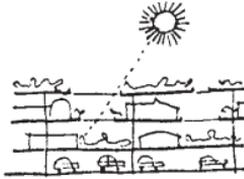


2) établir sur cette infrastructure des groupements libres de pièces individuelles (« villages »)

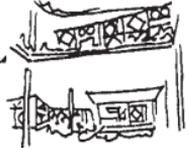


et laisser le sol aux voitures

3) pratiquer des ouvertures dans les dalles de l'ossature afin d'obtenir pour chaque pièce l'ensoleillement approprié



4) et utiliser les surfaces libres entre les groupements de pièces comme jardins-terrasses

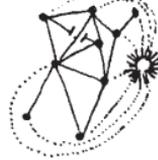


Une fois l'option technique prise, commence pour le futur utilisateur l'apprentissage du langage par :



NB. j'ai fait dans ce but un « manuel de l'autoplanification » qui sera publié par les Editions J.-J. Pauvert

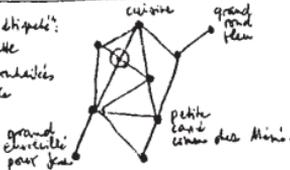
On dessine d'abord les schémas des liaisons souhaitées entre les pièces



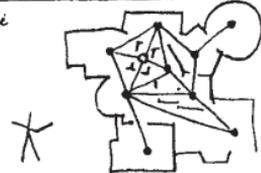
pour regarder le schéma :

- 1) nécessite des couloirs
- 2) assure à chaque pièce un accès sur le dehors
- 3) quelle sont les pièces qui doivent avoir du double accès

le schéma sera unifié «hipérisé» : chaque étiquette mesure en proportions standardisées par une pièce



Enfin, le schéma à l'échelle est traduit en plan :



3) Comment la faire ? L'autoplanification commence d'abord avec une option d'ordre technique. Par exemple : 1) utiliser une ossature existante en tant qu'infrastructure ; 2) établir sur cette infrastructure des groupements libres de pièces individuelles (« villages ») et laisser le sol aux voitures. 3) Pratiquer des ouvertures dans les dalles de l'ossature afin d'obtenir pour chaque pièce l'ensoleillement approprié ; 4) utiliser les surfaces libres entre les groupements de pièces comme jardins-terrasses. Une fois l'option technique prise, commence pour le futur utilisateur l'apprentissage du langage : NB. J'ai fait dans ce but un « manuel de l'autoplanification » qui sera [devait être] publié par les éditions J.-J. Pauvert. On dessine d'abord les schémas des liaisons souhaitées entre les pièces, puis on regarde si le schéma : 1) nécessite des couloirs ; 2)

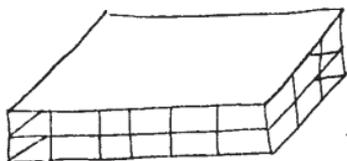
4) L'infrastructure peut être l'ossature de bâtiments déjà existants.

Ça nous mènera où ?



Voici un bâtiment existant

Ce bâtiment peut être dépouillé jusqu'à ce que son ossature soit mise à nu.



Les étages de cette ossature sont des terrains artificiels sur lesquels



Les futurs utilisateurs pourront projeter eux-mêmes les groupements de pièces qu'ils souhaitent.

Ces pièces et ces groupements de pièces sont comme les maisons d'un village et le village.

Elles peuvent être séparées par des terrasses-jardins, car les ouvertures pratiquées dans les dalles donnent assez de lumière pour les plantes.



assure à chaque pièce une fenêtre sur le dehors ; 3) quelles sont les pièces qui doivent avoir des dimensions réduites. Ce schéma sera ensuite « étiqueté » : chaque étiquette montre les propriétés souhaitées pour une pièce. Grand ensoleillé pour Jean. Cuisine. Grand rond bleu. Petit carré. Enfin le schéma étiqueté est traduit en plan.

4) Ça nous mènera où ? Voici un bâtiment existant. Ce bâtiment peut être dépouillé jusqu'à ce que son ossature soit mise à nu. Les étages de cette ossature sont des terrains artificiels sur lesquels les futurs utilisateurs pourront projeter eux-mêmes les groupements de pièces qu'ils souhaitent. Ces pièces et ces groupements de pièces sont comme les maisons d'un village et le village. Elles peuvent être séparées par des terrasses-jardins, car les ouvertures pratiquées dans les dalles donnent assez de lumière pour les plantes.

5) Déroulement du processus de l'autoplanification.

Et qui fera cette "autoplanification" ?

vous même!



et vous le ferez
sans
planificateurs
paternalistes
qui veulent
vous "éduquer"
pour faire de vous
quelqu'un d'autre



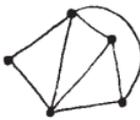
ICI AUTOPLANIFICATION
ENTRÉE INTERDITE
AUX
EXPERTS



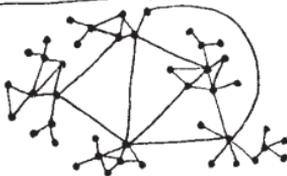
nous l'avons fait
pour le bâtiment
de C. D. C.
que vous voyez
dans cette exposition !



le travail a commencé
par le schéma de liaisons
entre les "villages";
il a été dessiné
par les futurs utilisateurs
seuls.



puis, un à un,
les schémas de liaisons
entre les "maisons
des villages"
(villes individuelles)
ont été dessinés
par les futurs
utilisateurs,
un à un.



ainsi, nous avons
obtenu
un schéma de
liaisons
définitif

qui nous a servi
à dessiner
les plans exposés.

5) Et qui fera cette autoplanification? *Vous-même!* et vous la ferez sans planificateurs paternalistes qui veulent vous « éduquer » pour faire de vous quelqu'un d'autre. ICI AUTOPLANIFICATION. ENTRÉE INTERDITE AUX EXPERTS. Nous l'avons fait dans le bâtiment de C.D.C. que vous voyez dans cette exposition! Le travail a commencé par le schéma de liaisons entre les « villages »; il a été dessiné par les futurs utilisateurs seuls. Puis un à un, les schémas de liaison entre les maisons des villages (villes individuelles) ont été dessinés par les futurs utilisateurs un à un. Ainsi nous avons obtenu un schéma de liaisons définitif qui nous a servi à dessiner les plans exposés.

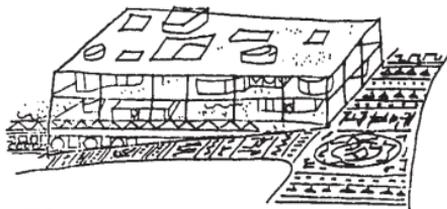
6) Le décor éphémère.

Est-ce que
ce sera beau ?

Un « beau » d'un bâtiment
(ce que voit un étranger
qui n'utilise pas ce bâtiment)

peut recevoir une
« décoration éphémère »
qu'on renouvelle
quand on le désire
et comme on le désire.

Les murs aveugles
et les chaussées autour
du bâtiment
peuvent aussi être décorés
à la peinture (par exemple).



tout cela
dépendra donc de vous :
si vous n'aimez pas
la décoration

vous pouvez l'effacer.

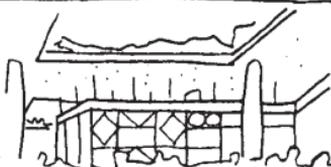
6) Est-ce que ce sera beau ? Le « beau » d'un bâtiment (ce que voit un étranger qui n'utilise pas le bâtiment) peut recevoir une « décoration éphémère » qu'on renouvelle quand on le désire et comme on le désire. Les murs aveugles et les chaussées autour du bâtiment peuvent aussi être décorés à la peinture (par exemple). Tout cela dépendra donc de vous : si vous n'aimez pas la décoration, vous pouvez l'effacer.

7) L'architecture peut être mobile.

Peut-on transformer
l'aménagement réalisé,
si les utilisateurs
changent d'opinion
plus tard ?

Les « villages »
sont réalisés
à l'aide de parois
amovibles

(dans le genre
de celles des terrasses
des cafés,
qui protègent les terrasses
à l'hiver et qui disparaissent
l'été).



Les dalles de
l'ossature
(« infrastructure »)
servent de terrain
et
servent de parapluie

Les « maisons » et les « villages »
sont construits
sur le terrain
et sous le parapluie



Les plafonds
des « maisons »
sont suspendus
aux dalles
(parapluies)

et les parois
des « maisons »
sont amovibles
sans affecter le plafond
(qui est suspendu).

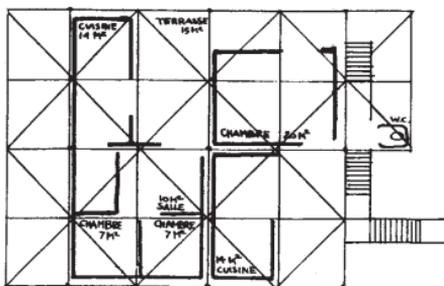
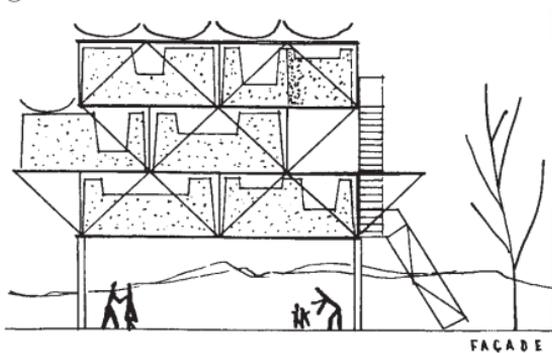
Tous les projets de cette exposition
relèvent de ce que j'ai appelé
l'architecture mobile

ils peuvent être aménagés
et ré-aménagés
par l'utilisateur futur lui-même

Les plafonds et les parois
de l'architecture mobile
ne sont que des « meubles »
dans l'infrastructure.

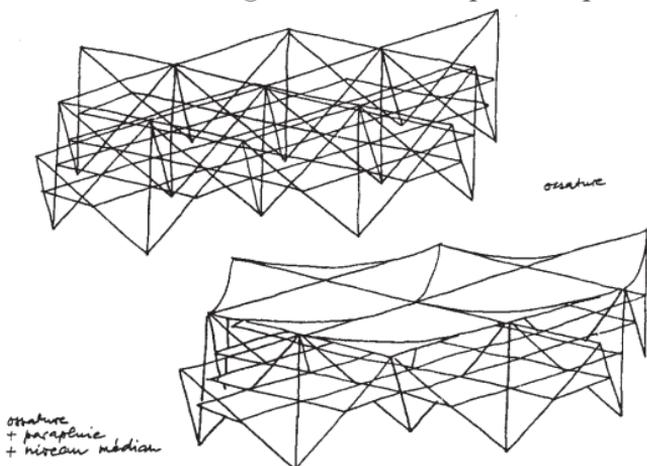
7) Peut-on transformer l'aménagement réalisé, si les utilisateurs changent d'opinion plus tard? Les « villages » sont réalisés à l'aide de parois amovibles (dans le genre de celles des terrasses de cafés, qui protègent les terrasses l'hiver et qui disparaissent l'été). Les dalles de l'ossature (« infrastructure ») servent de terrain et servent de parapluie, les « maisons » et les « villages » sont construits sur le terrain et sous le parapluie, les plafonds des « maisons » sont suspendus aux dalles (parapluies) et les parois des maisons sont amovibles sans affecter le plafond (qui est suspendu). Tous les projets de cette exposition relèvent de ce que j'ai appelé l'architecture mobile. Ils peuvent être aménagés et réaménagés par l'utilisateur lui-même. Les plafonds et les parois de l'architecture mobile ne sont que des « meubles » dans l'infrastructure.

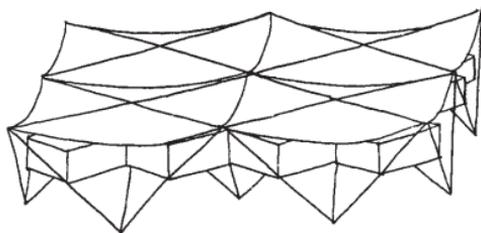
Dans une ossature, on peut « inscrire » tous les volumes possibles et utiliser tout matériau de remplissage souhaité.



PLAN (A)

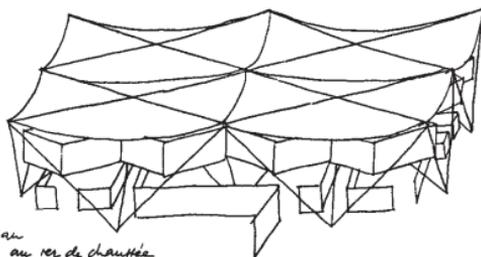
Une ossature peut soutenir un toit (un parapluie) et sous ce toit, toute organisation de l'espace est possible.





a

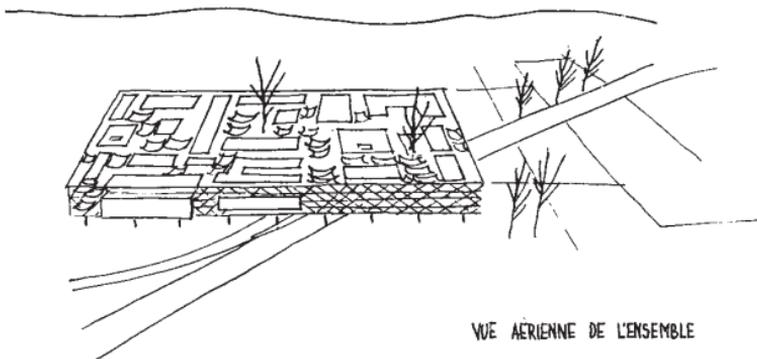
*habituels
autoconstruits
sur le niveau médian*



*habituels
au niveau médian
enclos de groupes au rez de chaussée*

d

Une ossature soutient les volumes utilisés, les volumes non utilisés restant vides. Les volumes utilisés dans l'infrastructure sont les enclos habitables; les volumes vides, des cours et des patios.

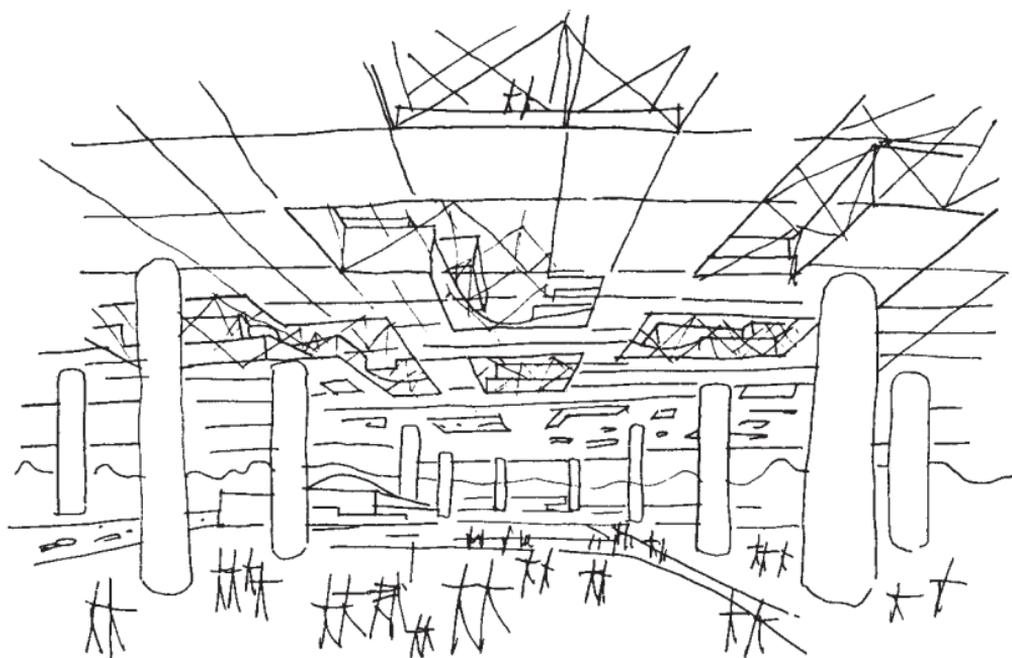


Vue Aérienne de l'ensemble

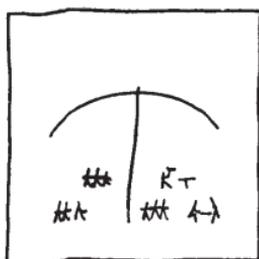
a) ossature. b) ossature +parapluie+niveau médian. c) habitacles autoconstruits sur le niveau médian. d) habitacles au niveau médian enclos de groupes au rez-de-chaussée.

Sous l'infrastructure (donc sous la structure tridimensionnelle qui admet, relativement, de grandes portées) des espaces très divers sont réservés pour les usages « à poids lourd » : assemblées, circulation, stockage.

Ici l'infrastructure sert, en fait, de couverture (très ajourée), pour des places publiques, un peu comme les galeries en Italie (à Milan par exemple).



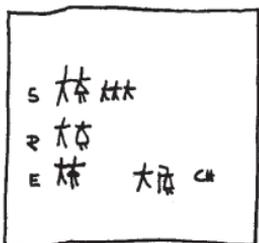
Les images qui suivent font partie d'un manuel réalisé pour un pays du Tiers-Monde. Vivre avec les autres signifie, dans les pays industrialisés, vivre avec sa propre famille, ou vivre en contact avec ses voisins. Dans le Tiers-Monde, vivre avec les autres signifie cohabiter, de façon plus ou moins tribale, avec d'autres familles. Il s'agit d'une mini-ville dans la ville. Le secret du bon fonctionnement de cette sorte de mini-ville c'est que cette organisation permet d'arbitrer les conflits par arrangement à l'amiable, sans force de pression. C'est difficile, mais c'est faisable, à l'aide d'outils tels que la méthode pour laquelle ces pages de dessins servent d'introduction.



SI, SOUS LE MÊME TOIT EN COMMUN VOISINENT DE NOMBREUX ENCLOS

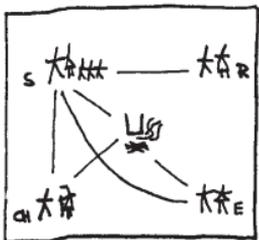
(SOIT APPARTENANT À DES FAMILLES DIFFÉRENTES, SOIT SERVANT À DES USAGES TRÈS PARTICULIERS BOUTIQUES, ATELIERS, CUISINES, ETC.)

ALORS... LA PLANIFICATION COMMENCE AVEC UN PROGRAMME QUI INDIQUE LES SOUHAITS DE CHACUN.



PRENONS L'EXEMPLE DE 4 FAMILLES :

LES SIMON ET LEURS 3 ENFANTS
RAFAEL ET SA FEMME
ÉTIENNE ET SON AMIE
CHRISTIAN ET SA MÈRE.



LES SIMON SONT EN BONS TERMES AVEC TOUT LE MONDE.

RAFAEL ET SA FEMME N'AIMENT PAS CHRISTIAN ET NE FRÉQUENTENT PAS BEAUCOUP ÉTIENNE.

LA CUISINE EST UTILISÉE PAR LES SIMON, PAR L'AMIE D'ÉTIENNE ET LA MÈRE DE CHRISTIAN
RAFAEL ET SA FEMME NE MANGENT PAS À LA MAISON.

LES GENS ONT TOUJOURS LEURS IDÉES PERSONNELLES...

Ces quelques illustrations ont fait partie de publications ou d'articles divers : pour le Conseil de l'Europe, pour la conférence de Vancouver, pour le Japon, etc. Elles visualisent le problème de la survie de la ville qui doit se fragmenter.



*Les 'villages urbains' apparaissent :
ce sont des parties de la ville,
complètement autonomes.*

*En cas de pénurie
les communautés essayent d'assurer,
elles mêmes, les services publics
que les grandes organisations
ne savent plus comment faire marcher.*

Les « villages urbains » apparaissent : ce sont des parties de la ville, complètement autonomes.

En cas de pénurie les communautés essayent d'assurer elles-mêmes les services publics que les grandes organisations ne savent plus comment faire marcher.



La grande ville
ne peut plus garantir
la sécurité personnelle
de ses habitants;
le village urbain peut le faire,
à condition
de s'enfermer dans ses remparts.

La grande ville ne peut plus garantir la sécurité personnelle de ses habitants; le village urbain peut le faire, à condition de s'enfermer dans ses remparts.

CHAPITRE II

LES RÔLES NOUVEAUX : CELUI DE L'HABITANT ET CELUI DE L'ARCHITECTE

L'enseignement d'un langage.

Nous avons vu dans le chapitre précédent que la relation entre architecte et habitant est en train de changer complètement, cela à cause de la quasi-impossibilité de la communication. L'habitant, « abandonné » qu'il est par l'architecte qui le traite – à cause précisément de ce manque de communication – comme un client anonyme, l'habitant donc, poussé par le sentiment de l'importance qu'il s'attribue à lui-même, et à juste titre, devient autoplanificateur. Il découvre ainsi qu'il peut acquérir les connaissances simples, nécessaires pour agir lui-même en architecte et en urbaniste. Mais qu'advient-il, dans ce cas, de l'architecte ? Le rôle nouveau joué par l'habitant ne justifiera plus le rôle actuel de l'architecte. Cependant, il reste pour ce dernier la possibilité de jouer lui aussi un rôle nouveau, que je vais maintenant tenter d'esquisser.

L'autoplanification se fonde, nous l'avons vu, sur la connaissance d'un langage. Ce langage permet au futur utilisateur du bâtiment de dégager les propriétés *inhérentes* à la conception de son plan et, surtout, de mettre en évidence ces propriétés par rapport à son projet de vie, à la manière de vivre qu'il envisage. Ce langage est donc la base d'un dialogue « entre l'habi-

tant et la maison » (qui n'existe, à ce stade, qu'à l'état d'idée dans l'imagination de l'habitant); il s'agit bien sûr, dans ce rapport, d'un habitant particulier (ou groupe d'habitants) et d'une maison particulière. La même maison « répond » d'une certaine façon à Monsieur A et d'une façon différente à Monsieur B : c'est pour cette raison qu'il est si important de donner à l'habitant, non pas des recettes ou des exemples, mais la connaissance d'un langage. Une fois cette connaissance acquise, c'est à lui, l'habitant, de mener le dialogue.

Je ne veux pas ici entrer dans les détails de ce langage, mais seulement examiner comment on apprend un langage. Un langage, avant tout, se parle : un langage n'existe, dans la pratique, que si un certain nombre de personnes le parlent. À partir du moment où un langage est parlé, on parvient tôt ou tard à en répertorier et analyser le vocabulaire et la grammaire. Un langage, dont on connaît le vocabulaire et la grammaire, peut être enseigné (à condition qu'il se trouve des gens prêts à dispenser cet enseignement).

Revenons donc au langage nécessaire à l'autoplanification : c'est un langage qui « se parle » (il y a longtemps que les humains qui font des plans, les traduisent en bâtiments), mais le vocabulaire et la grammaire sont utilisés de façon empirique ; ils n'ont pas encore été étudiés méthodiquement. N'oublions pas que, dans l'évolution des langues, qu'elles soient orales ou écrites, la poésie et la littérature précèdent chronologiquement la grammaire ; poésie et littérature de l'architecture existent depuis longtemps ; ce qui n'existe pas encore (à part quelques tentatives), c'est le livre de grammaire de l'architecture. (J'ai moi-

même écrit un livre de ce genre, qui s'est révélé très utile dans la pratique, mais le sujet est encore loin d'être épuisé¹.)

La première des nouvelles fonctions de l'architecte est, à mon avis, d'écrire cette grammaire et de commencer à l'enseigner. Examinons donc comment peut s'exercer cet enseignement.

Je tiens à signaler, d'abord, qu'il ne saurait être question, pour moi, de la « participation de l'habitant » tant vantée par les irréfléchis. Je cherche plutôt si la « participation de l'architecte » pourrait être utile quelque part. La participation de l'habitant n'est actuellement qu'une façade : les planificateurs font des enquêtes, puis ils déclarent que l'habitant, en répondant de telle ou telle manière à leurs questions, a démontré telle ou telle volonté, telle ou telle préférence. Avec cette soi-disant participation, l'habitant ne décide rien, mais il aide les planificateurs à décider pour lui.

Avec l'autoplanification, nous sommes en présence d'une attitude bien différente : l'habitant prend ses décisions lui-même, après avoir appris le langage. La grammaire ni le professeur n'ont de part dans sa décision, de même qu'un professeur de langue n'est pas présent quand son ancien élève fait un usage pratique de ses connaissances. L'architecte « grammairien enseignant » équivaut donc à un professeur de langues, alors que l'architecte qui applique la participation de l'habitant n'équivaut à rien d'autre qu'à un interprète.

1. Cf. *Pour l'architecture scientifique*, Belfond, Paris, 1971.

Conseiller sur rendez-vous.

En plus de sa fonction de « grammairien-professeur de langues », il existe un autre volet au rôle nouveau de l'architecte : celui de conseiller sur rendez-vous. Conseiller sur rendez-vous est le rôle habituel d'une partie importante de nos professions libérales : médecins, avocats, etc. La caractéristique principale de ce rôle est son aspect facultatif : le client peut consulter, ou non, autant de conseillers qu'il le souhaite, sans suivre forcément leurs conseils, sans démissionner de son droit à la décision. Le conseiller n'agit pas à la place du client. Imaginons donc des architectes qui reçoivent sur rendez-vous les autoplanificateurs, pour une consultation, disons d'une demi-heure, au même tarif que celui d'un médecin, pour une consultation de la même durée. L'autoplanificateur suit ou ne suit pas les conseils de l'architecte, exactement comme le patient suit ou ne suit pas les conseils du médecin.

Évidemment, c'est la fin de l'architecte créateur, du maître. Tant pis ! Après tout, la qualité des bâtiments construits par ces créateurs est, la plupart du temps, si médiocre que leur disparition ne représenterait pas une trop grande perte. Par ailleurs (ne soyons pas méchants), l'architecte conseiller sur rendez-vous pourrait survivre très confortablement. Il représenterait un luxe accessible à l'habitant et il vivrait de ses honoraires. Tout bien considéré, les médecins, les avocats ne sont pas trop à plaindre !

L'architecte devient donc un consultant qui reçoit dans son cabinet les clients particuliers, les utilisateurs futurs qui, eux, pratiquent l'autoplanification : ils ébauchent eux-mêmes les plans de leurs maisons, contrôlent la qualité de ces plans, les améliorent si c'est nécessaire, et ils négocient avec leurs voisins (ou avec ceux avec qui ils cohabitent) les divergences d'intérêts et les conflits potentiels.

Tout au long de cette récapitulation de programme, programme qui correspond aux recommandations des pages précédentes, nous n'avons parlé de l'utilisateur futur, de l'habitant, qu'en tant qu'individu. Les préférences, les intérêts étaient ceux d'individus ; les conflits : ceux entre individus. Mais que va-t-il se passer si l'individu fait partie d'une communauté ? Comment une communauté peut-elle réaliser l'autoplanification ?

On me dira qu'il y a des solutions démocratiques : la communauté délègue ses pouvoirs à une commission « démocratiquement élue » et cette commission, déléguée et élue, effectuera la planification. Oui mais, sincèrement, je ne vois aucune différence entre cette commission et un tyran (ou un expert) qui planifie à la place de la communauté. Dans l'un et l'autre cas, ceux qui décident (commission ou tyran) ne partagent pas les risques avec l'habitant ; les risques de conséquences néfastes de la mauvaise planification qu'ils « risquent » de faire, c'est l'habitant seul qui les assumera.

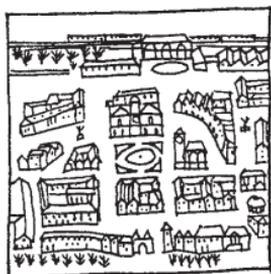
La situation n'est pas meilleure si les habitants, membres de la communauté, au lieu d'élire un

comité, doivent choisir un plan conçu à l'avance par des experts. Élire un comité ou voter un plan c'est se laisser séduire (et duper) par de trop belles paroles et, par la publicité bien orchestrée des agents électoraux qui ne signalent jamais les désavantages des projets ou des programmes. (En effet, dans nos campagnes électorales, on n'entend jamais les candidats, qu'ils soient de gauche ou de droite, vanter leur incapacité : ils ne parlent que de ce qui leur est favorable.)

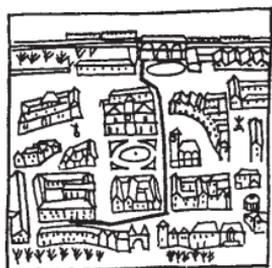
Bien, me dira-t-on, tout le monde sait que la décision par délégation présente des inconvénients, mais connaissez-vous une meilleure méthode ? Oui j'en connais une et je vais essayer de l'expliquer. Quand nous avons parlé de l'autoplanification, une des constatations fondamentales que nous avons faites était celle-ci : l'autoplanification n'est pas possible tant que l'autoplanificateur ne possède pas assez de connaissances pour être capable de lire sur une carte (le plan) les propriétés qui seront celles de l'objet, une fois réalisé. Pour l'habitant individuel, l'acte de l'autoplanification ne réside pas dans le simple fait de pouvoir faire le plan de sa maison, mais dans celui de *comprendre* ce qu'il fait, en faisant le plan de sa maison.

Ce qui est vrai pour l'autoplanificateur individuel l'est aussi pour l'individu qui contribue à l'autoplanification communautaire : il devient autoplanificateur quand il distingue quel est son intérêt personnel et comment le défendre sans faire de tort aux autres. Il doit donc maîtriser une méthode qui lui permette de lire, très clairement, les conséquences à attendre de chaque intervention urbaine. Pour expliquer cette méthode, j'ai préféré donner ici un extrait d'un livre

que j'ai écrit pour le Conseil de l'Europe, à savoir,
l'exemple de Machinbourg, ville européenne.

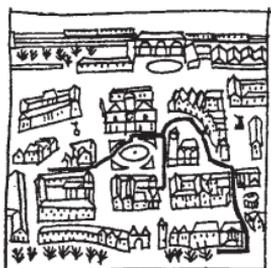


VOICI UNE VILLE
QUI S'APPELLE MACHINBOURG.



MONSIEUR DENIS HABITE
DANS L'ÎLOT PETITECOUR.
IL VA TOUS LES JOURS À LA GARE
OÙ IL TRAVAILLE.
LE SOIR IL SE REND AU CAFÉ PERROQUET.

VOICI LES ITINÉRAIRES DE MONSIEUR DENIS.



MADemoiselle DENISE HABITE
RUE DES CARMÉLITES.
ELLE TRAVAILLE TOUS LES MATINS À L'ÉCOLE
OÙ ELLE EST INSTITUTRICE.
LES APRÈS MIDI DE BEAU TEMPS
ELLE VA AU JARDIN PUBLIC.
LE SOIR, ELLE VA SOUVENT AU CINÉMA LE PROLÉTAIRE.

VOICI SON ITINÉRAIRE.



CHAQUE HABITANT DE LA VILLE
A AINSI SON PROPRE ITINÉRAIRE.

VOICI UNE VUE D'ENSEMBLE DE QUELQUES-UNS
DES ITINÉRAIRES DES HABITANTS DE MACHINBOURG.

Il est évident que, si tous les habitants qui utilisent la ville l'utilisent chacun à sa façon, alors la ville est utilisée, dans son ensemble, d'une façon tout à fait aléatoire et il ne sera pas facile de pouvoir en décrire le fonctionnement avec exactitude. Quant aux habitants, pris un à un, le comportement de tous les « autres » impose à chacun d'eux des contraintes que les autres ne réalisent d'ailleurs même pas. Il est donc nécessaire, avant tout, de trouver une méthode qui permette à chaque habitant de voir, exprimées d'une façon très lisible, les conséquences qu'entraîne pour lui le comportement des autres.

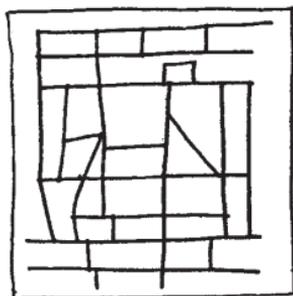
Nous avons vu que le comportement des autres s'exprime, pour chaque habitant, sous forme d'itinéraires, et que ce sont les itinéraires des autres qui créent les contraintes. Quand je rencontre quelqu'un qui bloque mon chemin, je ne suis pas curieux de savoir pourquoi il s'y trouve (pour aller travailler, par exemple, ou pour aller rendre visite à sa petite amie, etc.); ce qui me touche personnellement, ce ne sont pas les motifs de son comportement, mais les *conséquences* qui en résultent, à savoir qu'on fait obstacle à mon chemin.

Pour être informé du comportement de chacun des habitants d'une ville, il suffit d'une carte qui indique les itinéraires (et les « buts » géographiques de ces itinéraires, buts qui sont les centres d'attraction). Évidemment, ces itinéraires (et les centres d'attraction) varient périodiquement : une ville est différente, le jour, de la même ville observée la nuit et les itinéraires empruntés en août sont différents de ceux empruntés en décembre : ce sont là des faits que nous connaissons tous.

Ainsi, toute « intervention urbaine » qui change, soit les itinéraires, soit les attirances, c'est-à-dire toute intervention urbaine quelle qu'elle soit (un nouveau bâtiment, but d'un certain nombre de nouveaux déplacements, une nouvelle rue qui influence un certain nombre d'itinéraires, un nouvel établissement qui attire un certain nombre de clients, etc.) entraîne nécessairement de nombreuses modifications dans les itinéraires (et, par conséquent, dans les contraintes produites par les autres); ces modifications peuvent être visualisées sur une carte qui indique avec quelle facilité on peut aller d'un point quelconque de la ville à tous les centres d'attraction (proximité d'un point aux centres d'attraction de la ville). Cette carte permet de détecter les perturbations des « facilités d'approche » (indiquées par les « zones de proximité »), perturbations produites par toute nouvelle intervention urbaine.

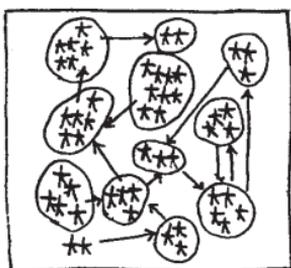
EN EFFET
CE QUE NOUS AVONS OBSERVÉ
A MACHIN.BOURG

C'EST LE MÉCANISME DE LA VILLE.



UNE PARTIE DE CE MÉCANISME
RELÈVE
DU RÉSEAU DE LA VILLE.

LES DISTANCES QUE NOUS AVONS EXAMINÉES
DÉPENDENT
DU RÉSEAU DE LA VILLE.



L'AUTRE PARTIE DE CE MÉCANISME RÉSULTE
DU COMPORTEMENT HABITUEL DES HABITANTS.

LE NOMBRE DE VISITES RENDUES
AUX FOYERS D'ATTRACTION
SONT LES EXPRESSIONS
DE CE COMPORTEMENT.

SI ON TRANSFORME

SOIT LE RÉSEAU DE LA VILLE
SOIT LE COMPORTEMENT DES HABITANTS

L'ÉTAT DU MÉCANISME DE LA VILLE
CHANGE EN MÊME TEMPS
ET TOUS LES HABITANTS PEUVENT
EN SENTIR LES RETOMBÉES.

L'espace dont je dispose ici ne me permet pas de présenter l'explication détaillée du dessin et de l'utilisation de ces cartes: cette explication, dans le *Manuel*, prend treize pages.

La météo urbaine.

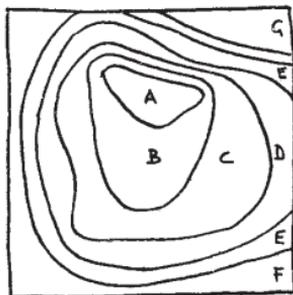
Dans le chapitre précédent j'ai essayé d'expliquer la méthode dont la connaissance est la base même de l'autoplanification urbaine (sans trop de détails: pour ceux que le sujet intéresse, ils trouveront les explications nécessaires dans mes livres¹). Examinons maintenant comment on peut *mettre en pratique* l'autoplanification urbaine.

Avec des cartes très simples et les tables qui y correspondent (elles semblent peut-être compliquées mais j'ai pourtant réussi à les faire comprendre et utiliser par des communautés analphabètes, qui repré-

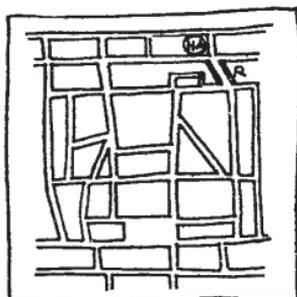
1. Cf. *Pour l'architecture scientifique* et *Votre ville est à vous, sachez comment la conserver*, cit.

sentaient les tables avec des cailloux et qui ont trouvé la méthode plus simple que leurs propres jeux de cartes), chaque membre d'une communauté peut discerner où se situe son intérêt, quels sont les autres membres ayant les mêmes intérêts que lui, et quelles opérations peuvent servir ces intérêts, sans trop léser ceux des autres. Mais cela signifie que, dans une ville, les groupes de pression et les groupes d'intérêt ne sauraient être des associations stables puisque les alliés de chaque habitant de la ville varient suivant que l'alliance se fait contre telle ou telle intervention, tel ou tel projet. Les actuelles associations de quartier sont absurdes, car il est impossible de mener une action qui serve, en même temps, les intérêts des commerçants, des familles, des vieux et des jeunes d'un même quartier. Il vaut mieux que chaque groupe d'individus mus par les mêmes intérêts, se forme spontanément; mais comment savoir où sont ceux qui ont les mêmes intérêts que nous? La carte des « zones de proximité » de notre ville nous montrera où se trouvent (peut-être dans un quartier éloigné, ou dans un groupe professionnel différent) ceux qui sont nos alliés contre un projet bien déterminé, par exemple la percée d'une nouvelle artère, ou la transformation de l'usage d'un bâtiment, etc.

Ce n'est pas à nous d'établir la carte et les tableaux des zones de proximité. Il suffit que nous comprenions *comment* ils sont faits. Les informations qui signalent « l'état de la ville », état qui change de jour en jour avec les divers projets qui naissent (projets de construction, de lignes d'autobus, de désaffectation ou d'ouverture d'établissements) nous indiquent en même temps les retombées de ces projets sur notre vie



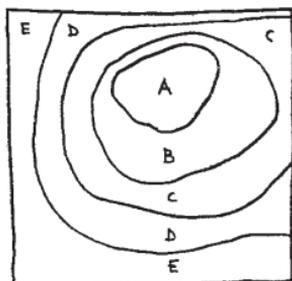
NOUS VOYONS MAINTENANT ICI
LA CARTE DES ZONES DE PROXIMITÉ
DE MACHINBOURG
AU MOIS DE DÉCEMBRE 1970.



EN 1972
LA MUNICIPALITÉ
A OUVERT UNE NOUVELLE RUE (R)
ET A CONSTRUIT
UNE ANNEXE À L'HÔTEL DE VILLE (HA)

LA NOUVELLE RUE
RÉDUIT LES DISTANCES QUI SÉPARENT
UN CERTAIN NOMBRE DE CARREFOURS
DES FoyERS D'ATTRACTION.

LA NOUVELLE ANNEXE
ATTIRE 300 VISITES PAR JOUR.



EN CONSÉQUENCE DE QUOI

LA CARTE DES ZONES DE PROXIMITÉ DE MACHINBOURG
A CHANGÉ.

privée ou professionnelle. Exactement comme les cartes météorologiques indiquent les retombées atmosphériques, en fonction de quoi nous choisissons de nous habiller chaudement plutôt que légèrement, d'aller nous promener plutôt que de rester à la maison ou bien encore d'emporter un parapluie pour aller travailler.

Les cartes des zones de proximité sont les cartes météorologiques de notre ville (d'où le titre de ce paragraphe, « La météo urbaine »). Elles nous montrent quelle est la stratégie à employer pour combattre tel ou tel projet : par exemple, en empruntant une rue plutôt qu'une autre, on peut parfois forcer les auteurs d'un projet à céder : un supermarché que l'on évite devra tôt ou tard fermer ses portes, etc. Les cartes de la météo-urbaine devront être publiées dans la presse et diffusées par la télévision, tout comme c'est le cas pour les cartes météorologiques ordinaires ; de même que la météo a un retentissement certain, ne serait-ce que sur les départs en week-end, la météo urbaine aura un retentissement évident sur les dirigeants de la ville. C'est ce qui explique pourquoi, de toutes mes propositions, c'est celle-là qui a rencontré la plus grande résistance, malgré les efforts de quelques-uns en sa faveur.

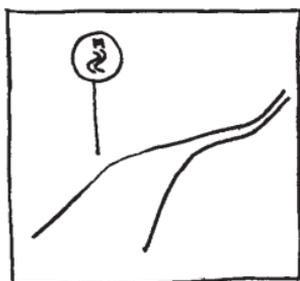
IMAGES POUR ILLUSTRER LE CHAPITRE II

Le pourquoi et le comment de l'enseignement d'un langage peuvent être expliqués en quelques pages ultra-simplifiées, conçues pour ceux que nos intellectuels considèrent comme des gens simples. Les simples ne sont pas plus simples que ceux dont le langage est académique. Par contre, ce sont eux qui font les choses.

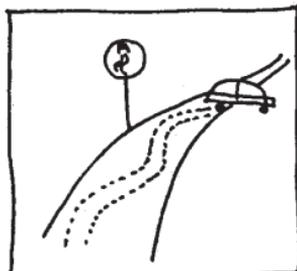
Les images qui suivent sont extraites de *Comment habiter la terre*, écrit et dessiné pour la conférence des Nations-Unies sur les Établissements humains, à Vancouver, en 1976 [rééd. L'éclat, 2016]. Ce manuel a été réalisé avec le concours du Ministère de la qualité de la vie.

ON PEUT TROUVER
D'AUTRES "LANGAGES" ENCORE.

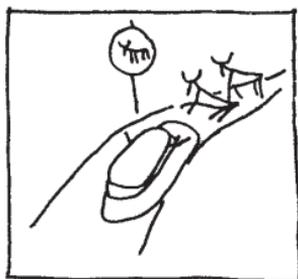
POUR POUVOIR REMPLIR LEUR RÔLE
ILS DEVRONT TOUJOURS DEVOIR RÉPONDRE
AUX CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES:



- 1) ÊTRE SIMPLES:
N'IMPORTE QUI DOIT POUVOIR
LES COMPRENDRE
ET LES UTILISER
(SANS AVOIR BESOIN D'UN EXPERT
INTERMÉDIAIRE);

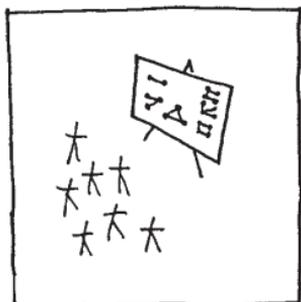


- 2) ÊTRE SIGNIFICATIFS:
INDIQUER CLAIEMENT
LES CONSÉQUENCES ENTRAÎNÉES
PAR UNE DÉCISION PRISE
EN FONCTION DU PLAN
QUE LE LANGAGE SERT À DÉCRIRE;

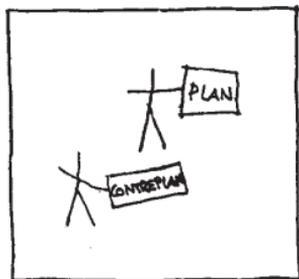


3) ÊTRE INTERPERSONNELS :

C'EST À DIRE
NE PAS DÉPENDRE D'EXPRESSIONS
QUI RISQUENT DE REPRÉSENTER
UNE CHOSE POUR QUELQU'UN
ET UNE AUTRE CHOSE
POUR QUELQU'UN D'AUTRE.



QUAND LES USAGERS DISPOSENT
D'UN LANGAGE DE CETTE SORTIE,

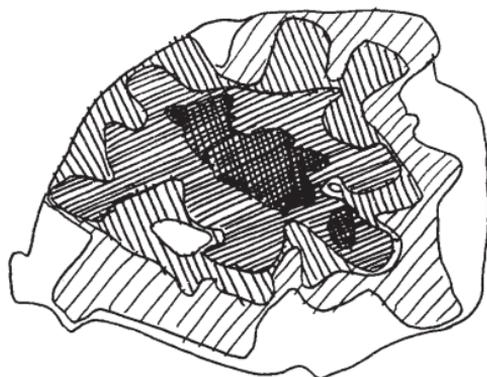


L'AUTOPLANIFICATION DEVIENT POSSIBLE
ET LES ERREURS DU PLANIFICATEUR
PEUVENT ÊTRE ÉVITÉES.

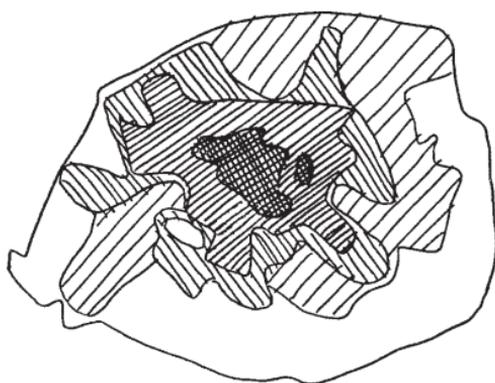
MAIS LES PROBLÈMES
QUE POSE LA PLANIFICATION,
SONT ENCORE LOIN D'ÊTRE RÉSOUS.

CAR IL RESTE ENCORE
UN FACTEUR PRIMORDIAL
DONT NOUS N'AVONS ENCORE PARLÉ.

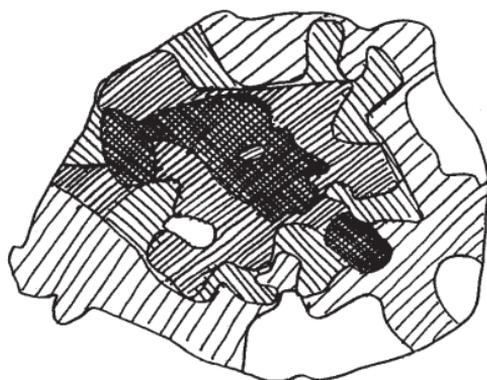
Ces quelques cartes de Paris sont les cartes de météo-urbaine de la ville (dans ces cartes, la densité de la trame indique la « zone de proximité »; les surfaces les plus sombres indiquent les zones les plus avantageuses),



a) avant la construction de la Défense, du RER et de Rungis.



b) après la construction de la Défense et de Rungis, les « zones de proximité » désavantageuses s'étendent.



c) après la construction de la Défense, de Rungis et du RER.

Nous pouvons constater que la construction de la Défense et celle de Rungis ont fortement détérioré la situation relative de certaines parties de la ville. Cette détérioration est rééquilibrée par la mise en fonctionnement du RER, mais la situation finale n'apporte aucune amélioration par rapport à la situation initiale.

La carte des votes parisiens exprimant la satisfaction ou l'insatisfaction locale lors des élections, ressemble de façon plutôt frappante à ces « cartes de situations relatives ».

CHAPITRE III

LA DÉCOUVERTE DE LA PAUVRETÉ

La nouvelle pauvreté.

Il peut paraître étrange d'intituler un chapitre « La découverte de la pauvreté », car il est évident que la pauvreté est une des choses les plus anciennes au monde et qu'on la rencontre encore assez fréquemment pour penser qu'on n'a pas à la « découvrir ». Tout le monde, me dira-t-on, connaît la pauvreté. Cela n'est pas entièrement vrai. Marie-Antoinette, par exemple, connaissait parfaitement l'existence de la pauvreté, mais c'était pour elle quelque chose de mythique, puisque cette connaissance ne l'a pas empêchée de proposer à ceux qui manquaient de pain de « manger de la brioche ». La pauvreté doit donc être découverte concrètement et re-découverte de façon périodique, car elle ne se manifeste pas de la même façon d'une époque à l'autre. Voilà pourquoi nous parlerons de la « nouvelle pauvreté ».

Il nous faut maintenant donner quelques explications, pour permettre au lecteur de comprendre ce phénomène de la nouvelle pauvreté et de saisir ses rapports avec les chapitres précédents. Il y a eu une époque où avoir une maison – dans les campagnes – ne représentait pas un problème insurmontable (et

c'est encore le cas dans beaucoup de pays pauvres aujourd'hui). Le paysan, avec l'aide de sa famille (et éventuellement avec celle de ses voisins), pouvait construire les murs et le toit de sa maison à partir de matériaux dont il disposait relativement librement (terre battue, pierre, chaume, etc.). Les ouvertures étant déjà plus difficiles à réaliser, les maisons pauvres en comportaient un minimum (souvent uniquement une porte) et les fenêtres constituaient un luxe¹. En tout cas, même les plus pauvres pouvaient avoir un toit. C'était plus facile que d'avoir à manger.

À l'époque de l'industrialisation, la situation dans les villes était différente : le terrain avait une valeur élevée qui interdisait la possibilité des constructions simples, habituelles à la campagne. Les maisons, mal bâties mais plus modernes, représentaient évidemment des biens sur lesquels on pouvait spéculer. Et le prix de location de l'abri le plus méprisable représentait une part importante des gains d'un travailleur. La pauvreté se traduisait donc de manière différente : il était plus facile d'avoir à manger que d'avoir un logis.

Avec l'industrialisation arriva, pensait-on, l'ère de la prospérité : les gens commencèrent à gagner de l'argent. Mais très vite on se rendit compte que l'argent valait de moins en moins et qu'il était de plus en plus difficile de se procurer un toit et de la nourriture. En réalité, la situation n'est pas aussi simple que cela. L'homme moderne, dans les pays industrialisés, « fait surtout de l'argent ». (5% seulement de la population

1. Je corrige ce chapitre au cours d'un voyage que je fais dans un pays où cette situation existe encore. Les habitants de ce pays ne sont pauvres qu'aux yeux du visiteur des pays industrialisés.

active produisent de la nourriture, et 15 % seulement des objets manufacturés.) S'il s'était contenté, avec cet argent, de se procurer les mêmes denrées que ses ancêtres (le pain, par exemple) et un logement semblable à celui du paysan d'autrefois, peut-être l'argent qu'il gagne lui aurait-il suffi; mais il est, en fait, obligé de rémunérer tous ceux qui, comme lui, ne font que de l'argent. C'est ainsi qu'il vit en pauvre, tout en étant riche en argent.

Nous appellerons « nouveau pauvre », cet homme qui ne possède que de l'argent et qui n'en a pas assez pour se procurer les choses (logement, nourriture, etc.) de manière satisfaisante selon les normes et conventions admises par l'époque¹. La pauvreté du nouveau pauvre des pays industrialisés (nous parlerons plus loin de la nouvelle pauvreté des pays non-industrialisés) vient – entre autres causes – du fait qu'il dépense la plus grande partie de son salaire pour rémunérer des services dont le paysan d'autrefois disposait gratuitement ou dont il se passait la plupart du temps (garderie d'enfants, services de réparations, lavage, nettoyage, etc.).

Pour ré-équilibrer sa situation, le nouveau pauvre a le choix entre deux solutions : soit il renonce à une partie de ces services, soit il décide de les assurer lui-même : on n'est jamais servi « aussi bon marché » que par soi-même. C'est à ce stade que l'autoplanification dont nous avons parlé dans les chapitres précédents

1. Les habitants de nombreux pays du Tiers-Monde envient pourtant nos nouveaux pauvres parce qu'ils les voient, soit en tant que touristes, descendant d'avion et bardés de caméras, soit à travers des films de style hollywoodien, avec piscines privées et voitures rutilantes.

devient nécessaire, non seulement à cause des difficultés de la communication, mais aussi pour des raisons économiques.

La situation est nettement différente dans les pays non industrialisés. Dans beaucoup de ces pays, les paysans quittent la campagne. Ils la quittent, parce que la surpopulation et l'appauvrissement du sol, dû à la surproduction qui l'accompagne, rendent la survie de plus en plus difficile. Ils la quittent aussi parce qu'ils ont entendu dire que c'est dans les villes qu'ils trouveront un travail permettant de relever leur niveau de vie. Ainsi se forment, autour des grandes villes du Tiers-Monde, les bidonvilles. Ces bidonvilles (sur lesquels nous reviendrons longuement dans un autre chapitre) engendrent un autre type de nouveau pauvre inconnu jusqu'alors : un homme de la campagne qui ne connaît que la routine agricole et qui vit dans la ville où la routine urbaine lui est fermée ; une sorte de tiers ordre de notre époque.

Nos deux nouveaux pauvres, celui des pays industrialisés (qui ne gagne rien d'autre que de l'argent) et celui des bidonvilles (qui ne gagne même pas d'argent) ont un problème en commun (car l'argent devient très vite du papier) : comment assurer leur survie ? Nous n'aborderons pas encore ici le sujet de ce que nous avons appelé l'architecture de survie. Le but de ces réflexions simplifiées, et donc nécessairement superficielles, était seulement de faire comprendre ce qu'est la découverte de la pauvreté et de définir le nouveau pauvre.

Cette redécouverte de la pauvreté signifie que, contrairement à ce que l'on croyait il n'y a pas si longtemps, le problème de la pauvreté ne peut être

résolu par le progrès technique et scientifique et même que nous n'avons pas la moindre idée (tant pis pour les futurologues) de la manière dont il pourra l'être. L'apparition du nouveau pauvre est bien la preuve que la pauvreté continue à exister et qu'il n'est pas suffisant de remplacer le mot « pauvre » par le mot « citoyen » pour la faire disparaître.

L'industrialisation ne peut tenir ses promesses.

Lorsqu'on parle de la nouvelle pauvreté, il se trouve toujours un contradicteur qui tente de nous rassurer en affirmant que tôt, ou tard, la pauvreté sera éliminée grâce au développement de notre technologie (technologie de l'industrialisation). Cette foi dans notre potentiel technologique paraît inébranlable, aussi bien dans la partie déjà industrialisée du monde que dans celle qui ne l'est pas encore. (La première se considère comme « développée », la seconde comme « en voie de développement ».) Cette croyance est si bien établie, si ancrée dans nos habitudes, qu'elle mérite d'être examinée sur le plan pratique, et aussi sur celui de son impact dans le domaine de l'architecture (qui est quand même le sujet officiel de ce livre).

La théorie industrielle du XIX^e siècle était relativement simple : il existe dans le monde une quantité limitée (mais pas trop limitée dans l'immédiat) de matières nécessaires à la survie de l'humanité : l'air, l'eau, la nourriture et les matières premières de l'industrie. Ces matières (air, eau) ne coûtent rien ou bien ne coûtent que le travail indispensable pour les extraire ou les récolter et pour les transformer en produits directement utilisables. Leur prix est donc moins

lié à leur rareté qu'à la quantité de travail nécessaire. Cela admis, dès que ce travail peut être effectué par des machines qui le font plus vite, en plus grandes quantités et qui font baisser son prix de revient, la disparition de la pauvreté ne peut que se produire rapidement.

Notre siècle a connu quelques surprises qui ont ébranlé l'hypothèse selon laquelle l'industrialisation amènerait la fin de la pauvreté. Nous avons peu à peu découvert que cette hypothèse, qui paraissait valable au-dessous d'une certaine limite quantitative, ne pouvait plus l'être au-dessus de cette limite. En effet, aujourd'hui, des limites nous sont imposées, qui semblent infranchissables. Chacun sait désormais que les matières nécessaires à notre survie, surtout les ressources non renouvelables, existent en quantité insuffisante par rapport aux besoins d'une humanité dont le nombre s'accroît sans cesse. Par ailleurs, cette consommation en grande quantité ne fait pas qu'épuiser les ressources; elle produit en outre de plus en plus de déchets dont une grande partie n'est pas recyclable. Enfin, on sait aussi que l'invention et la mise en œuvre d'une nouvelle technologie qui utiliserait moins de ressources non renouvelables et qui produirait moins de déchets, ne sont envisageables qu'à longue échéance et que, d'ici là, l'épuisement de certaines ressources indispensables et la pollution due à notre surproduction de déchets, auront pris une confortable avance.

La foi dans la technologie ébranlée, c'est une nouvelle foi qui apparaît: c'est la confiance en la possibilité d'une organisation – politique ou économique – qui pourrait nous aider à traverser les années maigres

à venir. Autrement dit, puisque la technologie industrielle n'a pas suffi pour faire disparaître la pauvreté, l'organisation politico-industrielle le fera. C'est très beau mais, malheureusement, c'est complètement faux. Une organisation, quelle qu'elle soit, repose avant tout sur la communication. Un système composé d'éléments aux fonctions spécialisées (organes) ne peut fonctionner correctement que si la communication (à double sens) entre les différents organes est assurée. Tout organisme vivant, tout système matériel, dépend pour son fonctionnement de « messagers ». Or, la transmission effectuée par les messagers ne peut l'être que dans certaines limites. (Seule une quantité limitée de messages peut être transmise dans un temps donné : ainsi le temps, entre autres facteurs, impose des limites au fonctionnement des messagers.) Cette limitation, inhérente à la communication, entraîne donc une limitation, inhérente à l'organisation dont elle doit assurer le fonctionnement.

On ne peut remédier à cette limitation de la capacité du messager par la mise en service d'un grand nombre de messagers, car cela produirait inévitablement des « embouteillages » monstres. On ne peut, non plus, se contenter de se faire à l'idée que les messagers travaillent lentement, puisque nous ne sommes pas en mesure d'imposer les dates-limites (de l'épuisement de certaines ressources, ou de la pollution, par exemple). Ces dates limites nous sont imposées par un mécanisme inexorable. Les organisations : gouvernements, conseils de sages, etc., sont impuissantes en face de cette évolution ; elles ne peuvent que freiner le processus d'industrialisation, reconnaissant, de ce fait, qu'elles ne sont pas en mesure de faire disparaître la

pauvreté, ou continuer dans la ligne actuelle et se retrouver, à brève échéance, face à un nouvel appauvrissement.

D'une façon ou de l'autre, l'organisation et la technologie ne peuvent en finir avec la pauvreté et les promesses de gouvernements, d'idéologies ou de systèmes économiques, qui prétendent généraliser le mode de vie et le niveau des pays industrialisés à toute l'humanité, sont irréalisables dans les délais qu'ils se sont fixés et leur réalisation paraît improbable, même à longue échéance. En effet, il est évident que personne n'a aujourd'hui la moindre idée de la manière dont on pourra assurer, à quatre milliards d'êtres humains, une maison à l'occidentale (même rudimentaire), une voiture (ou même une bicyclette), la quantité de nourriture habituelle dans les pays industrialisés, le tout grâce aux méthodes industrielles. Sachant que dans tout le cours de l'histoire, on n'a pas encore atteint une production d'un milliard de pièces habitables, ni d'un milliard de bicyclettes, on peut se demander si toute l'infrastructure industrielle existant dans le monde serait en mesure de le faire maintenant sans interrompre toute autre production pour un demi-siècle. En outre, en supposant que cela soit possible pour quatre milliards d'habitants, il ne faut pas oublier que dans un demi-siècle l'humanité comptera un nombre d'individus bien plus important.

Les promesses de l'industrialisation ne peuvent donc être tenues, surtout dans les deux domaines vitaux que sont le toit et la nourriture.

Le toit et la nourriture.

En 1976, j'ai été chargé de rédiger, pour la conférence des Nations Unies, un manifeste auquel j'ai donné la forme d'un manuel : *Comment habiter la terre* [réédité aux Éditions de l'éclat en 2016]. Ce manuel, composé, comme mes autres manuels, de textes très simples, placés en face de bandes dessinées, traitait de quelques solutions possibles pour l'habitat humain. En dehors des chapitres d'information générale sur l'environnement et des solutions proposées à titre d'exemples, j'ai surtout cherché à mettre l'accent sur le fait que « la nourriture est le centre de l'habitat ».

Vivre, cela signifie : avoir de l'eau et de la nourriture. Tout le reste est très important, mais il est possible de s'en passer un certain temps sans dommages très sensibles. Si nous essayons de classer les choses indispensables à notre existence, en fonction du temps pendant lequel nous pouvons vivre sans elles, nous obtiendrons l'ordre suivant : air, protection climatique, eau, nourriture. Tous les autres besoins viennent loin derrière.

En ce qui concerne l'air, nous pouvons raisonnablement présumer qu'il y en a partout en quantité suffisante. Les trois autres besoins vitaux sont inclus dans le problème du toit et de la nourriture : la protection climatique commence par le toit, qui est souvent aussi un capteur d'eau. L'eau et la nourriture sont étroitement liées et l'implantation du toit doit respecter les règles de la production de nourriture. Or, à notre époque de prétendu progrès, ce sont précisément le toit et la nourriture qui font le plus sou-

vent défaut. La moitié de l'humanité vit dans des villes où la plus grande partie de cette moitié n'a pas de toit suffisant et où elle dépend, pour sa nourriture, de la production des autres.

La crise de l'habitat d'aujourd'hui vient en grande partie du fait qu'on a dissocié le toit et la nourriture. Dans la *Charte d'Athènes* du CIAM (Congrès internationaux d'Architecture moderne), il est question « d'habiter, travailler, circuler et se cultiver ». (Ce qui peut se résumer à peu près par « dodo, boulot, métro et Beaubourg ».) Par contre, dans la première Charte d'Athènes, celle, non écrite, qui a vu le jour (peut-être pas à Athènes, d'ailleurs) il y a plus de 10.000 ans, il s'agissait de « manger, dormir, se protéger, et de communiquer avec les autres ».

La crise économique et la nouvelle pauvreté (aussi bien dans le monde industrialisé que dans le monde pauvre) nous ramènent à cette « proto-chartre ». La charte du CIAM constituait l'idéal d'une génération qui croyait à l'expansion économique. (Même en cas de crise économique localisée dans une région, on pensait que la crise n'était que passagère et due simplement à une mauvaise gestion locale.)

Depuis, la situation a changé et toute cette génération qui croyait au droit à l'aisance (et à sa possibilité) est devenue une génération de chômeurs. En effet, le chômage s'est installé comme une donnée stable et non plus comme un phénomène passager. (Aucun économiste au monde ne croit plus à la possibilité de revenir au plein-emploi.) Parallèlement, les chômeurs (dans les bidonvilles ou ailleurs) ont commencé à vivre d'une manière plus proche de ce que j'ai appelé la proto-chartre : leur souci n'est plus tant de travailler,

habiter et se cultiver que de manger, dormir, se protéger et coexister avec les autres.

Autrement dit, la *Charte d'Athènes* est peu à peu remplacée par une charte de survie et l'architecture de survie, qui constitue l'idée centrale de ce livre, est précisément l'objet de cette charte. Le toit et la nourriture constituent les deux éléments de base de cette architecture de la survie.

De quelques solutions possibles.

Il ne suffit pas de définir l'habitat par le toit et la nourriture (plus exactement par la protection climatique et la nourriture), il nous faut encore examiner ce qui est impliqué par une telle définition et ce qu'on peut envisager – et de quelle façon – pour assurer cet habitat dans le cadre de la nouvelle pauvreté.

L'habitat, tel qu'il est conçu actuellement dans les pays industrialisés, ne saurait constituer une solution applicable dans ce cadre : nous avons vu, en effet, qu'il n'est pas réalisable pour tous et nous devons repousser une solution qui ne serait à la portée que d'une minorité aisée. Cette forme d'habitat consiste en un partage de la surface de la terre en zones à forte densité de population, qui ne produisent que des objets et des services, et en zones peu peuplées, chargées de produire toute la nourriture des autres zones. Or l'importation, dans les régions fortement peuplées, de la nourriture produite ailleurs, nécessite un système de transports très perfectionné, un système de stockage et de distribution très coûteux et, finalement, un taux d'échange non équitable entre les produits des deux types de régions. Des inégalités inaccepta-

bles – et de moins en moins acceptées – sont donc la conséquence inévitable de ce type d’habitat, qui nécessite un système de production extrêmement complexe et fragile, qu’il n’est actuellement pas possible d’étendre aux pays pauvres.

En outre, lorsque, par suite de la non-acceptation de ces inégalités, un processus d’égalisation est entamé dans l’habitat actuel, la ville commence alors à envahir la campagne qui produit sa nourriture et la « routine industrielle » (urbaine) apparaît chez les agriculteurs (grandes exploitations, mécanisation, fertilisation chimique pour une rentabilité maximum, etc.). Cette urbanisation et cette conquête de la campagne par la routine industrielle sont une des sources de la désertification : l’habitat des pays industrialisés d’aujourd’hui détruit les possibilités de production de nourriture pour les années à venir. (Par l’occupation croissante du sol : un sol trop irrigué, trop fertilisé, trop exploité se détériore ; en effet, l’excès de culture est un facteur très important de l’érosion, donc un agent de la désertification.)

L’habitat des pays industrialisés, qui entraîne leur désertification progressive, ne peut constituer un modèle universalisable dans un monde où la moitié des habitants est moins bien nourrie que l’autre.

Nous allons donc maintenant examiner d’autres solutions envisageables, à titre d’exemples, sans oublier qu’il s’agit simplement d’ébauches destinées à aider le lecteur à raisonner d’une manière différente de celle à laquelle il est habitué. Nous verrons ces exemples assez superficiellement car, relevant de l’environnement, ils sortent quelque peu des limites de ce livre, et j’en parlerai de manière plus appro-

fondie, tenant compte des facteurs socio-économiques, dans un autre ouvrage. Voici quelques-uns de ces exemples.

a) *L'agriculture urbaine.*

L'agriculture urbaine permettrait d'assurer la production de la nourriture dans la ville même, c'est-à-dire de réunir le toit et la nourriture. De toutes les solutions, c'est la plus facile à réaliser – et elle se réalise effectivement dans les bidonvilles des pays pauvres. Je vais maintenant donner des précisions à ce sujet.

La vie actuelle ne comporte que des logements et des lieux de travail pour l'industrie ou pour les services et, comme nous l'avons vu, toute la nourriture y vient de l'extérieur. Or dans toutes les villes (ou presque) il existe des surfaces suffisamment étendues pour assurer, si elles étaient traitées de manière appropriée, la production d'une partie non négligeable de la nourriture nécessaire aux habitants. Autrefois, la production de nourriture au sein des remparts permettait aux cités de se suffire à elles-mêmes pendant les longues périodes où elles y étaient contraintes (sièges, épidémies, inondations, etc.). Plus près de nous, les grandes villes industrielles du XIX^e siècle produisaient encore les légumes, les fruits ou le lait dont elles avaient besoin, ces denrées ne pouvant être transportées ni stockées de façon satisfaisante. À Amsterdam, Londres, Berlin, dans la première moitié du XIX^e siècle, la culture maraîchère est encore une industrie urbaine. Seule la production des céréales (faciles à stocker et à transporter) se fait dans les campagnes.

La surface cultivable dans une ville industrielle (cours, jardins, toits) pourrait suffire, aujourd'hui aussi, à assurer la survie. (La ville de Tokyo, pendant la Deuxième Guerre mondiale, s'est ainsi nourrie, en partie, de plantes cultivées dans chaque mètre carré de la ville qui pouvait être adapté à cet usage.) Actuellement, l'agriculture urbaine n'intéresse naturellement pas les villes des pays riches, qui peuvent importer les primeurs par avion. Mais une panne dans les transports ou un autre facteur de pénurie pourrait éventuellement les contraindre à revenir à cette source d'approvisionnement.

Dans un monde pauvre (tel que nous l'avons défini), c'est-à-dire dans un monde de pannes et de pénuries incessantes, il peut devenir primordial que chacun produise sa propre nourriture. Ainsi, dans un bidonville, les gens n'ont pas d'emploi (5 à 10% environ des habitants gagnent de l'argent) : ceux qui sont en état de travailler peuvent alors produire une partie des denrées qu'ils achèteraient s'ils avaient un salaire. (J'ai mangé dans un bidonville de Bombay un plat préparé à partir des herbes qui poussaient au bord de la route et j'ai vu – en Afrique seulement – d'autres bidonvilles où chacun faisait pousser diverses plantes sur les quelques mètres carrés dont il disposait.)

En liaison étroite avec l'agriculture urbaine, il nous faut étudier le problème de l'eau, qui est aussi un élément de l'habitat. L'eau ne provient pas nécessairement des aqueducs ou d'autres réseaux d'alimentation (qui sont extrêmement fragiles et qui ne fonctionnent pas toujours : j'ai vu en Amérique du Sud des bidonvilles pourvus de magnifiques réseaux d'alimentation ; conduits, installations techniques,

tout y était, sauf l'eau, qu'on apportait par camions chaque jour et ce, dans une ville où les pluies diluviennes provoquent souvent des glissements de terrain et des inondations). Or, depuis des temps immémoriaux, il existe d'autres capteurs d'eau, qui sont le toit des maisons et les rues des villes. Dans beaucoup de civilisations, la ville constituait un écosystème artificiel, qui assurait son approvisionnement en eau par le stockage dans des cavités (citernes), qui produisait ses propres cultures et élevait son propre bétail (les porcs, par exemple, qui sont encore utilisés aujourd'hui dans de nombreux pays pour le nettoyage des rues).

Une architecture et une vie urbaines qui permettraient l'agriculture urbaine doivent être considérées comme une solution possible pour nos nouveaux problèmes. Personnellement, j'ai travaillé sur cette idée dès 1959, recherchant d'abord des solutions de haute technicité, appropriées à la technologie des pays industrialisés. Puis, lors de ma première visite en Inde, en 1970, mon intérêt s'est plutôt tourné vers l'agriculture urbaine pauvre à laquelle les actions entreprises dans les bidonvilles donnent une importance accrue.

b) *La modification du régime alimentaire.*

L'agriculture urbaine est un moyen d'assurer dans la ville (qui est un écosystème artificiel) la production de nourriture, ainsi réunie au toit (n'oublions pas que j'utilise le mot « toit » pour désigner la maison, l'habitation tout entière). Une autre attitude, tout à fait possible (et les exemples n'en manquent pas) consisterait à inventer une nouvelle façon de se

nourrir. Nous ne consommons en fait que 5% de la biomasse végétale potentiellement comestible et, dans chaque pays, on considère comme non comestible, des plantes ou d'autres nourritures qui sont, ailleurs, considérées comme de la nourriture fort appétissante (escargots, nids d'hirondelle, pissenlits, orties, etc.). Trouver des moyens de changer ce mode de consommation peut donc être une solution au problème de la nourriture.

Une grande partie des plantes et des matières organiques ne sont actuellement comestibles que par l'intermédiaire de « transformateurs », les animaux domestiqués par exemple. Ainsi un bœuf transforme (avec une certaine proportion de perte) l'herbe indigeste pour l'homme en un steak succulent et nourrissant ; les micro-organismes qui provoquent la fermentation de certaines matières organiques les enrichissent, produisant des aliments agréables à manger ; la cuisson et les autres traitements à la chaleur, les assaisonnements etc., servent eux aussi à des transformations qui sont, en un sens, une prédigestion. Apprendre à préparer de la nourriture comestible, à partir des matières organiques qui sont autour de nous, permettrait de sortir de l'alternative entre la recherche, au loin, de la nourriture (chasseurs, cueilleurs, nomades) et la transformation de l'environnement pour l'adapter à la production de nourriture¹.

1. Une autre illustration, relevant de ce problème : la préparation des plats chauffés au feu et l'emploi, comme combustible pour la cuisine, soit de la bouse de vache (en Inde), soit de brindilles (au Soudan, au Sahel), détruisent la fertilité du sol,

Une des recherches les plus importantes, entreprise pour résoudre le problème de l'habitat, est peut-être celle qui envisage la préparation des aliments à partir de choses faciles à trouver. Ainsi, l'usage du feu pour la cuisine a non seulement transformé l'animal en homme, comme on le dit souvent, mais a été aussi le commencement d'un monde nouveau. Et si d'autres méthodes remplaçaient le feu ? Par exemple, si la pré-digestion microbienne pouvait être réalisée (telle qu'elle se produit dans l'estomac d'un ruminant) ? Je ne connais pas assez ce sujet pour le traiter à fond, mais suffisamment pour illustrer, par cet exemple, le fait que les solutions au problème que nous avons posé peuvent venir de directions assez éloignées de l'architecture proprement dite.

c) Quelles sont les régions habitables dans un monde appauvri ?

Ce chapitre semble être celui des provocations : déjà les deux exemples précédents étaient plutôt différents de ce qu'on pouvait attendre, bien que l'agriculture urbaine ne soit pas seulement une proposition, mais une tendance qui émerge réellement. La solution que je vais proposer maintenant risque aussi de paraître étrange. Pour bien la comprendre, il faut partir de l'hypothèse que nous allons manquer de carbu-

les arbres qui protègent contre l'érosion, etc. La cuisine chauffée est probablement le facteur le plus destructeur des écosystèmes fragiles. Il ne s'agirait naturellement pas de renoncer au feu mais de trouver d'autres combustibles.

rant¹ (nous recevons là-dessus des avertissements de temps en temps). Or si, faute de carburant, le contrôle climatique sous les toits n'est plus réalisable à Paris, par exemple, les habitants de la région n'auront le choix qu'entre deux solutions pour survivre : émigrer vers le sud, ou bien apprendre à supporter le froid (peut-être en hibernant). Il est évident que la solution qui consiste à émigrer vers le sud est plus aisément réalisable que celle qui consiste à apprendre à vivre avec le froid. (Beaucoup d'animaux pratiquent ce type de migration pour fuir un climat ingrat.) Une grande partie de l'humanité vit sous des climats au moins temporairement ingrats. Comme nous avons vu que le toit n'est rien d'autre qu'un moyen de contrôle climatique (le climat est différent sous le toit de ce qu'il est à l'extérieur), le problème du toit devient d'autant plus important et complexe que le climat est plus rigoureux. Par ailleurs, si les gens d'une région sont obligés de vivre à l'abri du toit une grande partie de l'année, ils auront besoin d'une surface protégée beaucoup plus étendue. Si nous considérons le chauffage comme faisant partie du toit, nous arrivons à la conclusion que, sous un climat ingrat, on doit chercher à avoir une grande surface abritée et si possible chauffée, ce qui constitue une solution très coûteuse au problème du toit.

Par contre, si le climat est tel que le corps humain puisse s'y adapter toute l'année sans grand effort, les habitants n'auront plus besoin d'une grande surface

1. Le combustible domestique représente, un peu partout, un pourcentage aussi grand de consommation d'énergie que l'industrie ou la circulation.

abritée et chauffée et il leur sera beaucoup plus facile de se construire un abri. La survie est donc beaucoup plus aisée à assurer, dans un monde qui connaît la pénurie, dans certaines conditions naturelles.

Il me paraît logique, à partir de cette constatation, d'émettre l'hypothèse que les bidonvilles s'étendront plus rapidement dans les régions où le climat n'exige pas des abris compliqués que dans les régions à climat rigoureux. Les agglomérations pauvres, l'architecture de survie, etc., concernent donc surtout les régions où le climat permet une habitation sans abri et la production, sur place, de la nourriture de base : cela pourrait alors nous amener à une nouvelle distribution géographique des êtres humains, avec une très forte densité de population sous certaines latitudes et une densité décroissante ailleurs. L'exemple de l'Égypte montre qu'une région pauvre (dans le sens où les pays industrialisés emploient ce mot) pourrait être autosuffisante (pour le toit et la nourriture) avec une grande densité de population (1.200 h/km² en Égypte ; ce qui correspondrait en France, proportionnellement, à une population de 500 millions d'habitants).

Les trois solutions que nous venons d'examiner : l'agriculture urbaine, la modification du régime alimentaire et la concentration de l'habitat dans les régions aisément habitables (en réservant les autres régions à la production extensive de la nourriture) sont des illustrations d'un fait souvent négligé dans les traités d'architecture et d'urbanisme et qui est que : *le toit et la nourriture ne sont pas dissociables*. Ces trois exemples ne diffèrent d'ailleurs, entre eux, que par un déroulement variable du même processus. L'agricul-

ture urbaine est liée à une pénurie temporaire, qui ne suffit pas à décourager les gens de vivre entassés dans la métropole. La modification du régime alimentaire et la densité croissante de population dans les régions à climat favorable sont, par contre, des réponses auto-régulatrices de l'humanité à une pénurie définitive, entraînée par la destruction de l'équilibre écologique de la planète.

Il semblera peut-être au lecteur que ce chapitre n'a rien à voir avec l'architecture. Mais, selon moi, la situation catastrophique que nous connaissons dans de nombreux pays est due en partie à une telle mentalité consistant à fermer les yeux dès qu'il s'agit d'un domaine où l'on n'est pas impliqué. Le comportement de l'animal humain vis-à-vis de sa nourriture est, en fait, beaucoup plus important que son comportement politique ou social (qui est d'ailleurs étroitement lié au problème de la nourriture, dans un monde où la politique signifie pour la plupart des hommes la politique de l'emploi). Il me paraît donc évident, dans ce contexte, que les solutions que je mets en avant peuvent apporter, dans le domaine architectural, le bouleversement le plus important que celui-ci ait connu. Il devient nécessaire *d'inventer une nouvelle conception architecturale* (dont nous reparlerons plus loin).

Solutions d'en-haut et solutions d'en-bas.

Je me dois ici de donner quelques précisions : les solutions exposées dans la section précédente afin de montrer que la crise de l'architecture ne pouvait être résolue que par des apports étrangers à cette disci-

plaine (la nourriture influençant le toit) ne sont en réalité que des potentialités. Une solution n'en est une que si elle résout vraiment un problème. Tant que le problème subsiste, les solutions ne sont que potentielles ou partielles.

Les deux premiers chapitres tournaient autour d'un leitmotiv : l'autoplanification, la planification (donc la recherche de solutions) par l'utilisateur, celui qui a réellement des problèmes à résoudre. Et j'ai insisté sur la nécessité d'avoir un « outil » pour l'autoplanification et sur la difficulté de trouver cet outil. De même, les solutions proposées comme exemple, ci-dessus, ne deviendront des solutions que si c'est l'utilisateur qui les applique et il ne le fera que s'il possède un outil approprié au but poursuivi.

Imaginons un instant que j'aie exposé ces exemples à titre de propositions. « Cultivez un jardin sur votre balcon, mangez les feuilles des platanes, partez dans le midi si vous ne pouvez vous chauffer à Paris. » On m'aurait sans doute ri au nez. Imaginons maintenant qu'il y ait un hiver froid, que les transports soient paralysés, que les paysans soient en grève, etc. On commencerait peut-être alors à essayer de faire une soupe de feuilles de platanes, de cultiver des oignons ou des carottes dans les boîtes à conserves vides sur les balcons et, quand il ferait vraiment trop froid, on envisagerait de se transporter dans le midi par n'importe quel moyen. Il y a beaucoup de gens qui ont essayé de le faire, il n'y a pas si longtemps, durant la guerre.

La différence entre les deux suppositions est énorme : dans le premier cas, c'est un expert qui fait une recommandation et, si intelligent et bienveillant

soit-il, peu de gens seraient disposés à suivre son plan. Dans le second cas, c'est simplement la nécessité qui pousse les gens à agir comme ils le font. La décision est difficile à prendre, mais l'estomac et le désir de survivre l'emporteront. Et une fois en route, on s'apercevra qu'on n'est pas seul, mais que tout le monde agit de la même façon.

Imaginons maintenant ce que peut faire celui qui souhaite aider les gens. Il peut les aider par des conseils, mais comment les transmettre ? Peut-être à l'aide d'un manuel, qui expliquerait à tous (maçon, comptable, garçon de café ou professeur de philosophie) comment cultiver un jardin sur un balcon, comment accommoder en potage le vert du radis, ou quelle route prendre pour Nice avec votre bicyclette. Évidemment l'auteur du manuel ne saura pas comment vous suivez ses recettes, si vous les suivez, ni comment vous les améliorerez (en faisant de la confiture de vert de radis ou en choisissant un autre itinéraire pour Nice par exemple). Un manuel bien fait se doit de ne donner que les quelques éléments essentiels et de vous laisser décider par vous-mêmes quelle solution vous adopterez. Dans ce cas, le manuel devient réellement un outil et votre solution devient réellement une solution. Les solutions venues d'« en-haut » sont inefficaces ; seules les solutions venues d'« en-bas » sont de vraies solutions. Et les gens des bidonvilles, qui vivent dans la situation décrite dans mon scénario, le savent bien.

Le monde pauvre.

J'entends déjà les réponses : « Mais pourquoi s'at-

tendre au pire ? Même si une telle situation est possible et imaginable, pourquoi vivre comme si nous y étions déjà ? Nous ne sommes pas encore en temps de guerre. » Pour moi ce scénario n'est pas lié à une guerre éventuelle, mais à la pauvreté. D'abord à la pauvreté existante. En effet, dans de nombreuses parties du monde, dans beaucoup de bidonvilles, il est impossible de chauffer les abris, les transports en commun ne sont pas accessibles aux pauvres et les producteurs de nourriture sont en grève pour ceux qui n'ont pas d'argent. Aussi les habitants des bidonvilles commencent-ils à agir comme chacun le ferait si le scénario que j'ai décrit se réalisait.

« C'est vrai, me dira-t-on, mais pourquoi être défaitiste et croire que cela va se généraliser ? Au contraire, les habitants des bidonvilles accéderont lentement, mais sûrement à un niveau de vie plus élevé, s'ils ne sont pas paresseux et s'ils ne préfèrent pas conserver leur mode de vie actuel... Mais nous, dans les pays industrialisés, nous n'en sommes pas là, et nous n'en arriverons jamais là. » Ces affirmations sont entièrement fausses et ce type de raisonnement est non seulement immoral, mais surtout erroné. Ni les habitants des pays industrialisés, ni les groupes d'élite dans les pays pauvres ne sont en mesure d'enrayer l'appauvrissement, c'est-à-dire la dévaluation de leurs valeurs, de leurs revenus¹. Que nous le voulions

1. Cet appauvrissement est même plus rapide dans une économie fondée sur l'argent: échanger des «choses» (objets, services, etc.) contre de l'argent, cela veut dire que celui qui fabrique ou fournit ces choses est spolié (puisque son travail n'est rémunéré que par du papier) et que celui qui ne produit que de l'argent et non pas des choses (comme c'est le cas, par

ou non, nous tendons de plus en plus vers le monde pauvre des bidonvilles. Et, en ce qui me concerne, mon instinct me pousse, non pas à essayer d'éviter cette situation, mais plutôt à préparer les esprits à y faire face.

Je dois avant tout exposer le raisonnement qui m'a conduit à cette hypothèse. Dans le processus de l'appauvrissement, il y a deux facteurs essentiels : le premier, incontestable et généralement reconnu, est le fait que nos principales ressources : eau, nourriture, matières premières, espace vital, etc. n'existent qu'en quantités strictement limitées. Ce sont des quantités relativement importantes, mais ces ressources ne sont pas renouvelables pour la plupart et seront donc, tôt ou tard, épuisées.

Il serait donc nécessaire d'entreprendre, dès maintenant, une économie raisonnable de ces ressources : réduire l'utilisation des ressources non renouvelables, limiter l'utilisation des ressources renouvelables en fonction du rythme de leur renouvellement, rechercher des technologies qui respectent ces deux principes et distribuer tout ce qui est nécessaire à la survie dans les mêmes conditions (ce qui impliquerait une limitation volontaire des naissances, de l'exploitation, de la production et de la consommation). Tout cela paraît évident à beaucoup de gens.

Mais c'est alors qu'entre en jeu le deuxième facteur, auquel nous avons déjà fait allusion au début de ce livre : l'impossibilité de la communication au exemple, de 50% de la population active en France), en recevant de l'argent en échange de son travail perd chaque jour un peu plus de son pouvoir d'achat puisque l'argent perd chaque jour un peu plus de sa valeur.

niveau de la planète. Cette communication planétaire est rendue impossible par un fait trop souvent oublié : c'est que le mécanisme de la communication ne peut fonctionner, dans un groupe humain, qu'à l'intérieur d'un nombre strictement limité de membres de ce groupe. Ce nombre limite, que j'appelle le « groupe critique », dépend de diverses caractéristiques, telles que la *structure* du groupe, les paramètres biologiques que j'ai appelés la *valence* (le plus grand nombre de communications qu'un être humain peut recevoir en un temps de référence donné) et la *capacité de transmission* (le plus grand nombre de transmissions de messages effectués en un temps donné par des intermédiaires humains, sans altérer le sens du message). Deux autres caractéristiques viennent s'y ajouter : le *temps* de réaction de chaque groupe ou organisation (le temps qui s'écoule entre la transmission du message et la mise en marche de l'action consécutive au message) et le *code* utilisé pour l'expression même du message.

Tout cela peut paraître abstrait, mais je crois possible de le faire comprendre de manière simple : la structure du groupe peut être égalitaire (chacun ayant la même influence sur les autres) ou hiérarchisée (la faculté de donner des ordres, par exemple, variant selon la situation de chacun dans le groupe). La valence peut exprimer le nombre de personnes auxquelles un membre du groupe est capable de donner des instructions en contrôlant leur exécution pendant le temps qui est à sa disposition. La capacité de transmission peut être illustrée par le petit jeu qui consiste à transmettre un message à l'oreille d'une personne, qui le retransmet à l'oreille d'une autre, et ainsi de

suite, jusqu'à ce que le message devienne impossible à reconnaître.

Il n'est pas nécessaire d'entrer dans le détail ici, car mon but est simplement de mettre en évidence la conséquence directe de cette loi du groupe critique : un groupe ou une organisation qui dépasse la grandeur critique correspondant à sa structure se divise, ou bien son fonctionnement se ralentit. Si le contexte extérieur au groupe exige une vitesse de réaction accrue (qui se produit en période de crise), le groupe, ralenti par ses dimensions, devient alors vulnérable. Pour prendre un exemple, les grandes armées, pendant les dernières décades, ont été battues par les armées de « guérilla » : ce fait s'explique simplement par un dépassement de la grandeur critique pour ces armées, qui a rendu impossible leur communication interne.

Toute stratégie qui demande une grande vitesse d'exécution est donc inapplicable dans une organisation qui a dépassé sa grandeur critique. Comment peut-on espérer, dans ces conditions, qu'une stratégie mondiale contre l'appauvrissement soit mise en œuvre, alors que la vitesse d'exécution d'un plan, au niveau planétaire, est nettement inférieure à la vitesse d'épuisement de certaines ressources indispensables ?

En effet, ce ne sont pas les « conseils des sages » qui nous manquent, ni les propositions pour endiguer l'appauvrissement (réduire et limiter l'utilisation des ressources, inventer de nouvelles technologies, distribuer les biens de manière équitable) ; inventer un « nouvel ordre des choses » est le passe-temps favori de tous les groupes d'élite, intellectuels ou autres. Mais comment transmettre ces louables recomman-

dations à quatre milliards de bipèdes ? Et surtout, comment les transmettre rapidement, en étant sûrs qu'il n'y ait pas de malentendu sur la manière d'appliquer ces recommandations ?

J'ai assisté à une conférence des Nations Unies à Vancouver, sur l'Habitat humain. C'est le Premier ministre du Canada qui a ouvert la conférence, sur le thème : « C'est l'amour du prochain qui est urgent et indispensable. » Mais cela, il y en a bien d'autres qui l'ont déjà dit, il y a fort longtemps. Et si le message de Jésus-Christ n'est pas encore parvenu aux hommes en près de 2.000 ans, comment croire que le message de Monsieur Trudeau produira un miracle ? Ce ne sont pas les plans de lutte contre l'appauvrissement qui empêcheront l'avènement du monde pauvre ; par contre, il est à peu près évident que l'impossibilité de la communication finira par nous y précipiter.

Mais la pénurie est un bon pédagogue : là où la persuasion des sages ne peut faire appliquer les mesures qu'ils proposent, la pénurie apprendra bien vite aux habitants de la terre comment mettre ces mesures en œuvre dès que la nécessité s'en fera pressante. Or, la nécessité presse déjà dans bien des régions du monde et les gens qui vivent dans ces conditions de pauvreté sont ceux qui inventent les nouvelles techniques de survie. Nous autres, au contraire, qui sommes riches par rapport à eux (selon les valeurs artificielles que nous avons inventées et dont nous cherchons à étourdir les autres), nous avons une probabilité de survie qui se réduit de jour en jour en regard de celle des bidonvilles, à moins d'avoir recours au génocide (les riches se débarrassant des pauvres), génocide qui ne serait pas moins catastro-

phique pour les pays riches que ne l'aurait été le génocide des privilégiés riches par les masses pauvres¹. Alors, la seule manière de survivre dans l'avenir pourrait bien être d'apprendre à être pauvres, mais ce n'est pas facile.

1. Cette sorte de génocide, s'il n'est pas probable, n'est pourtant pas unimaginable : soit que les riches se débarrassent des pauvres par crainte d'une révolte d'esclaves généralisée (et les riches ont en leur possession les armes nécessaires pour le faire), soit qu'une révolte générale des pauvres, s'organisant pour la guérilla contre les riches, arrive à les exterminer (nous avons déjà eu quelques exemples...). Mais l'extermination des pauvres, comme je le dis plus haut, serait catastrophique pour l'économie des riches, économie fondée sur la disponibilité d'une force de travail très bon marché sans laquelle elle ne pourrait exister.

CHAPITRE IV

L'ARCHITECTURE DE SURVIE

Qu'est-ce que l'architecture de survie ?

L'architecture, aux yeux d'un Occidental, n'a rien à voir avec la survie, sauf, à la rigueur, avec celle des architectes. Nous allons essayer ici de partir d'un point de vue plutôt différent : il s'agit de chercher en quoi la partie architecturale de l'habitat peut constituer un outil pour la survie des habitants et principalement pour les habitants pauvres (qui représentent dès maintenant, nous l'avons vu, et représenteront encore plus à l'avenir, la majorité des habitants de la terre).

Le thème de recherche de l'architecture de survie est donc l'habitat, mais l'habitat pris dans le sens le plus large du terme. Une architecture peut être considérée comme une architecture de survie si elle ne rend pas difficile (ou plutôt si elle favorise) la production de nourriture, la collecte de l'eau, la protection climatique, la protection des biens privés et collectifs, l'organisation des rapports sociaux et la satisfaction esthétique de chacun.

Il n'y a pas d'architecture traditionnelle de longue durée qui ne respecte pas ces critères : le village méditerranéen, la ville médiévale, l'île océanienne (car l'ar-

chitecture est moins la création de l'homme que l'habile utilisation de ressources naturelles) protègent leurs habitants, les nourrissent, assurent leurs réserves d'eau, facilitent la satisfaction esthétique et l'organisation sociale. Ces exemples, non seulement répondent aux critères que nous avons esquissés, mais ont en outre une autre caractéristique commune qui est d'exiger peu d'efforts pour leur maintien en état de fonctionnement. D'autres architectures traditionnelles avaient un aspect différent : c'est le cas, par exemple, des villes mésopotamiennes qui assuraient leur production de nourriture et la collecte des eaux par un système d'irrigation très élaboré mais – précisément à cause de sa complexité – très fragile. Par suite de cette fragilité du système d'irrigation (et de détérioration du sol qui allait de pair avec celle-ci) les villes mésopotamiennes ont purement et simplement disparu.

Cependant cette idée de durée sort en grande partie du cadre de l'architecture de survie : en effet, survivre est un verbe qui se conjugue surtout au présent ; on essaie de survivre aujourd'hui et si possible demain, mais cent ans cela paraît loin. Nous allons donc examiner le problème de l'architecture de survie en nous plaçant plutôt « ici et maintenant », ce qui ne nous empêchera pas de voir ce qui peut se passer demain.

Quelques remarques concernant l'habitant.

Il nous faut au préalable rappeler quelques remarques fondamentales qui ont souvent été oubliées, par exemple dans les universités ou les congrès de spécialistes (entre autres la conférence des

Nations Unies à Vancouver sur le thème de l'habitat). L'ingénieur, l'architecte, l'expert du transport et le politicien ne comprennent pas le mot « habitat » de la même façon que l'agronome, par exemple, et l'habitant lui-même a tendance à refléter l'opinion de ces experts, c'est-à-dire à comprendre dans l'idée d'habitat uniquement la maison ou la ville, en y incluant parfois les transports, considérant qu'une grande partie des nécessités de la survie se satisfont automatiquement et sans problème.

Il semble pourtant que la réalité soit quelque peu différente. Je préfère donc définir l'habitat comme l'ensemble des fonctions de l'environnement qui sont directement ou indirectement nécessaires à la survie d'une espèce animale particulière (dans le cas présent, il s'agit de l'homme). L'habitat humain implique ainsi, dans un ordre qui n'est pas strictement hiérarchique, la présence d'une atmosphère contenant de l'oxygène, la gravitation, un support solide, une certaine pression atmosphérique, de l'eau potable, de la nourriture (plantes, animaux ou autres), une température déterminée, de la lumière, des radiations solaires ou cosmiques ne dépassant pas un seuil précis, l'existence de campagnes, et un certain nombre d'autres facteurs encore peu connus. Une partie de ces éléments (l'atmosphère, la gravitation, le support solide et la lumière) semble être distribuée assez uniformément à la surface de la terre. D'autres, comme le climat, la présence de l'eau, la nourriture et la campagne sont géographiquement répartis de manière très inégale. Nous devons réexaminer le problème de l'habitat à la lumière de cette simple réflexion : *il y a, à la surface de la terre, des zones différentes dans lesquelles*

l'animal humain peut aménager son habitat par des moyens différents.

Il y a ainsi des zones géographiques où l'environnement naturel est habitable sans intervention humaine et de grandes zones où les efforts à faire pour aménager l'habitat sont assez réduits. Dans d'autres zones, l'effort à faire pour aménager l'habitat est énorme, mais on peut encore le réaliser ; enfin, il reste une immense zone dont l'aménagement en habitat dépasse nos forces.

Le problème de la pauvreté prend un sens différent si on l'examine sous l'angle de l'« habitabilisation » (seul ce néologisme permet de rendre compte de cette idée). En effet, elle devient, sous cet angle, une sorte de mesure de l'« habitabilité » d'une région donnée. On peut survivre plus aisément, quand on est pauvre, dans une région chaude et pourvue de végétation que dans un désert, ou bien dans un pays fertile et tempéré plutôt que sur un sol rocailleux ou dans une région froide. (Ainsi, nous l'avons vu, l'extension des bidonvilles et la densification de la population se produisent surtout dans les régions ayant une habitabilité élevée : Inde, Chine, Égypte, Indonésie, Japon¹.)

Si nous définissons l'architecture de survie comme

1. Au Japon, il n'y a que très peu de bidonvilles proprement dits, mais la maison traditionnelle japonaise, exiguë et ingénieusement utilisable, faite de matériaux locaux et simples, peut être considérée comme plus semblable aux maisons des bidonvilles qu'aux maisons occidentales. C'est leur netteté et la richesse nationale du pays qui empêchent de réaliser cette ressemblance, pour l'observateur occidental, qui associe automatiquement bidonville et malpropreté.

la discipline qui a pour objet l'habilitation de la terre, nous retombons trop facilement dans le domaine de la planification régionale (*regional planning*), qui a pour dénomination le développement d'une région géographique. On me trouvera peut-être trop méticuleux mais, pour moi, ce n'est pas là l'architecture de survie. En fait, je ne cherche pas à établir une nouvelle discipline avec l'architecture de survie (de même que je n'ai jamais considéré l'architecture mobile, en son temps, comme une science). Il s'agirait plutôt d'une méthode qui se proposerait de réfléchir sur le rôle de l'architecture et de le réviser.

Pour moi, l'« habitabilisabilité¹ » d'une région n'est rien d'autre qu'une ressource naturelle, dont la présence ou l'absence doit nous permettre de reconsidérer le problème de la pauvreté, et qui ne peut être utilisée que dans le cadre de l'autoplanification. Les grands systèmes d'irrigation qui fonctionnent dans certains pays (Égypte, Chine, etc.) et qui permettent la survie dans des zones inhabitables sans eux, ne peuvent être considérés comme le résultat d'une planification centralisée. Ces systèmes ne fonctionnent que grâce aux efforts d'innombrables paysans qui ont des connaissances « paratechniques », si l'on peut dire, et qui savent tous, individuellement, comment construire, réparer et faire marcher le système.

L'architecture de survie a toujours été fondée sur l'action des architectes et ingénieurs « aux pieds nus », qui existaient bien avant l'apparition des experts. Seulement, aujourd'hui, nous le verrons plus

1. Ce mot barbare veut dire : quelque chose qui peut devenir habitable mais qui ne l'est pas encore.

loin, ils se trouvent dans la nécessité de réapprendre une partie de leur métier.

La nature habitable : un écosystème amélioré.

Si l'architecture classique se définissait comme une discipline qui permet la production de certains objets ou constructions, l'architecture de survie peut être définie comme une discipline qui cherche à produire des écosystèmes artificiels ou bien, tout au moins, à améliorer et rendre habitables les écosystèmes existants.

Il y a beaucoup d'écosystèmes existants qui sont d'ores et déjà habitables, et beaucoup de civilisations qui les utilisent. L'image même du jardin d'Eden n'est rien d'autre qu'un écosystème habité sans effort d'adaptation. Le Paradis se présente en effet comme une illustration de l'habitation humaine parfaite. La protection climatique n'y est pas nécessaire, donc pas de constructions, pas de travail pour produire la nourriture, aucune nécessité de se défendre. C'est une image qui continue à avoir un grand succès, des jardins impériaux de l'Orient au Club Méditerranée.

Mais le Jardin d'Eden est une institution fragile : il suffit d'y introduire un objet nouveau, une connaissance nouvelle, ou une utilisation nouvelle des objets existants (par exemple de la feuille de figuier) et le processus de détérioration est entamé ; il n'est pas non plus question d'envisager une expansion : l'explosion démographique, dans le jardin d'Eden, ne peut conduire qu'à l'expulsion. Le jardin d'Eden est donc un écosystème habitable, avant le péché originel.

Après l'intervention humaine, il devient un écosystème amélioré mais, en même temps, cette amélioration est la première étape d'un processus de déchéance. On n'améliore pas un système (sur le plan de l'habitabilisation) sans payer un prix qui est l'accélération du processus de destruction de ce système.

Nous avons beaucoup d'exemples de cette destruction des écosystèmes par la civilisation, destruction que nous désignons sous le nom de désertification. La plupart des systèmes d'irrigation à grande échelle, des régions agraires à exploitation intensive, des civilisations hautement urbanisées mènent directement à la désertification du sol. Ainsi la Mésopotamie, le « Dust Bowl » américain, les îles grecques sont-ils devenus, chacun à son tour, de moins en moins facilement habitables.

Alors comment peut-on habiter un écosystème sans le détruire ? Comment le faire au prix d'un effort moindre ? Comment une collectivité peut-elle atteindre ce but ? Quel est l'écosystème qui demande la plus petite intervention ? Examinons quelques réponses possibles. Habiter un écosystème sans le détruire, cela signifie limiter les interventions dans ce système : ne pas construire, ne pas défricher, ne pas substituer des plantations nouvelles à la végétation existante.

Mais comment habiter sans construire ? Comment produire la nourriture si on ne fait pas d'agriculture ? Comment vivre dans un endroit sans y canaliser l'eau et sans organiser l'évacuation des déchets ? Sur le plan individuel, dans une région à faible densité de population, on peut trouver assez aisément des solutions. Mais comment généraliser un type de solution pour

des milliards d'habitants ? Examinons chacun de ces problèmes un à un.

L'importance de l'abri, qui est essentiellement une protection contre les rigueurs du climat, se réduit, nous l'avons vu, dès que ce climat devient clément. Dans de nombreuses parties de la terre, il suffit d'être abrité contre la pluie et le soleil. L'abri n'est alors qu'un simple parapluie (ou parasol), un toit. Ce parapluie, ce toit, doit être soutenu au-dessus de notre tête, par exemple, par des poteaux. Un arbre, du point de vue de la protection climatique, joue un rôle de parasol : dans bon nombre de régions, les gens vivent la majeure partie de leur temps à l'abri des arbres. Même si l'on utilise un toit, une membrane imperméable artificielle, celle-ci peut être soutenue par des arbres : les troncs d'arbres sont des poteaux de support parfait, une infrastructure vivante.

Les toits-parapluies suffisent (toujours dans les climats favorisés) pour la partie protection climatique de l'habitation. En effet, sous ces climats, les murs (cloisons) n'ont que deux fonctions : protéger un enclos contre les attaques (des voleurs en particulier) et garder le secret des activités des habitants à l'abri de l'indiscrétion des autres. Il est facile d'assurer des écrans contre les indiscrets par un effort minimum : des nattes, des clôtures légères suffiront ; contre les voleurs, on peut construire sans trop d'effort une cave, une pièce aux murs épais, ou simplement un coffre.

En ce qui concerne le problème de l'eau, les membranes des toits-parapluies peuvent jouer le rôle de collecteurs d'eau de pluie, assurant, sinon une réserve d'eau potable, du moins de l'eau à usages ménagers en quantité suffisante. Une première image de la

nature habitabilisée peut donc être celle d'une forêt aménagée : toits-membranes collecteurs d'eau fixés aux arbres, écrans séparant les enclos privés, chambres fortes pour protéger les biens de valeur. Et la nourriture ?

Sous les tropiques, l'agriculture la moins destructrice est la sylviculture : la production de nourriture dans les sous-bois des forêts (non pas défrichées, mais simplement élaguées) et le remplacement partiel de certaines espèces par d'autres, qui sont comestibles. La sylviculture ne « transforme » pas la forêt, mais la « domestique ». La forêt habitable, c'est-à-dire celle qui assure le toit et la nourriture, est, sous les climats favorisés, une des solutions pour l'habitabilisation de la nature.

Parmi les autres solutions intéressantes, je mentionnerai uniquement celle que j'appelle la « maison labyrinthe ». Le plan de la maison labyrinthe (comme son nom l'indique) a la forme d'un couloir – ce couloir tourne dans tous les sens, délimitant ainsi de nombreux coins et impasses. Ces recoins et impasses constituent des enclos, qui auront des usages privés (exclusifs), qu'ils soient réservés à une seule personne (la chambre d'Antoine), une fonction bien particulière (la cuisine) ou au rangement d'un objet ou d'un équipement très spécialisé (garage, salle de bains) – l'usage du couloir, par contre (il fait fonction de rue), est public, « tribal », dirons-nous (s'il ne dessert qu'un seul petit groupe d'habitants, il est alors semi-public).

Cette maison labyrinthe peut être construite en intervenant très peu sur l'environnement ; il suffit de creuser une tranchée de 1,20 m. de profondeur (en forme de serpent) et de la border d'un remblai de 1

m. de hauteur, ce qui donne 2,20 m. de hauteur sous plafond pour les espaces utilisés. La terre accumulée entre les méandres du labyrinthe, très simplement aménagée, délimite, à la surface du sol, des surfaces cultivables, champs, jardins et cours. La maison labyrinthe, c'est le « champ habitable » par excellence mais, contrairement à la « forêt habitable », adaptée aux seuls climats chauds, la maison labyrinthe est adaptée aux climats les plus variés grâce à ses parois de terre qui maintiennent une température égale malgré les fluctuations de température – bien entendu, il ne faut pas oublier le drainage.

Ces deux solutions : forêt habitable et champ habitable, de même que les maisons traditionnelles de l'Asie du Sud-est, de l'Afrique et du Grand Nord peuvent servir d'exemple pour une certaine architecture : celle qui enlève le moins de surface possible à la production de la nourriture, celle où abris et surfaces agraires voisinent et se complètent même dans les grandes agglomérations, celle qui, autre avantage capital, une fois abris ou remblais disparus, ne laisse que très peu de traces dans le paysage.

Par ailleurs, ce type de maison, avantage supplémentaire, outre ses autres fonctions, est encore une machine à collecter et à distribuer l'eau. L'eau est un élément très important de l'architecture de survie : nécessaire à la vie, elle oblige à la solidarité collective (autour des mares où les animaux supérieurs viennent s'abreuver, une sorte de trêve est souvent respectée).

Pour obtenir l'eau amie (pour boire, pour laver, pour irriguer), une organisation technique – donc sociale – est nécessaire. Tous les peuples qui utilisent un système de canaux pour l'irrigation de leurs terres

ont toujours eu une organisation sociale complexe, parce que toute négligence ou tout acte inconscient risque d'entraver le fonctionnement du système d'irrigation : l'entretien de chaque canal ou de chaque écluse a donc toujours été confié, au village, à un petit groupe de gens unis par la solidarité (groupe qui correspond ce que nous avons appelé le « groupe critique »). Les systèmes d'irrigation ont donc toujours été conçus – quant à leur dimension et à leur organisation – plutôt suivant les règles du groupe critique que suivant les lois de l'hydrodynamique et cela parce que la maintenance de ces systèmes dépend, avant tout, de l'organisation (donc de « l'organisabilité ») du travail humain. Les systèmes d'irrigation de l'Égypte et de l'ancienne Mésopotamie en sont l'exemple même.

Ces remarques sont également valables pour la défense des communautés contre l'eau ennemie, défense assurée grâce aux digues protégeant des inondations. L'énorme système de digues nécessaire pour préserver un très grand territoire exige, pour sa maintenance, une coordination difficile à assurer, même avec les moyens techniques modernes, dont on peut (éventuellement) disposer. Par contre, surveiller et entretenir de petites digues enserrant quelques enclos (ou des tertres) n'est pas un problème. Le maintien de ces digues-remparts implique, tout naturellement, l'organisation morcelée, chaque digue-enclos étant habitée et surveillée par un groupe dont la grandeur est soumise à la loi du groupe critique.

La digue-enclos, en dehors de la nécessité technique et de la solidarité par la nécessité, joue encore un rôle social plutôt salutaire : elle crée la comparti-

mentation, Le groupe d'habitants qui vit à l'intérieur d'une digue-enclos, se sent protégé et isolé des autres groupes : il est alors moins entraîné à la compétition, si souvent source de conflits et de rixes. En effet, rien de ce qui se déroule derrière le rideau de ces digues (ou même derrière un rideau d'arbres), le comportement des gens, les événements quotidiens, ne peut être vu par les autres ; aucune comparaison ne peut donc être faite entre des attitudes qui peuvent être radicalement différentes sans que l'occasion soit donnée de juger que l'une est meilleure ou l'autre pire. La compétition, grâce à la compartimentation, peut être évitée. C'est là un autre « effet social » des digues et cet effet n'a aucun rapport avec le but premier de ces digues, celui de la protection contre les inondations. Le cloisonnement des grandes agglomérations a toujours été source de stabilité sociale.

Nous venons ici de découvrir une des lois les plus fondamentales de l'habitat humain et de l'architecture de survie : les solutions à envisager doivent obéir, d'abord aux lois de la communication entre humains et seulement, ensuite, aux lois de la nature. L'autoconservation de la nature ou sa détérioration ne sont pas autre chose que la *réponse* de l'écosystème à nos actions qui, elles, suivent les lois de l'organisation sociale. Le dialogue homme-nature commence donc par l'homme. Imaginons, par exemple, un système d'irrigation dont le maintien nécessite une organisation sociale trop complexe, donc impossible à mettre au point (à cause de certaines lois sociologiques). Ce système d'irrigation, faute de la maintenance appropriée, sera détérioré et détériorera lui-même l'environnement (en provoquant, par exemple, la salinité

du sol comme en Mésopotamie). La nature est habitable à condition qu'on sache comment l'habiter et qu'on soit capable de se comporter suivant ses exigences.

Transformer les choses ou transformer la manière de s'en servir.

Nous pourrions caractériser ce qui sépare l'architecture de survie de l'architecture classique en observant ce que l'une et l'autre essayent de transformer. Une technique, quelle qu'elle soit, se réfère toujours à une transformation quelconque à apporter à quelque chose : matière, objet, connaissance, aspect, etc. Il est bien évident que les techniques diffèrent suivant les moyens employés pour obtenir ces transformations, mais elles diffèrent encore plus suivant le choix de l'objet qu'elles soumettent à la transformation. Par exemple, le pressage peut transformer le raisin en vin, le lait en fromage blanc, mais aussi le bois en aggloméré et les plaques de métal en carrosseries de voitures.

Quant au choix de l'architecture classique, c'est de *transformer le monde* afin de le rendre favorable à l'homme, alors que celui de l'architecture de survie, c'est d'essayer de trouver comment limiter les transformations en ne conservant que les plus nécessaires pour que l'homme soit capable de survivre dans des conditions suffisamment favorables (ces transformations permettent l'adaptation de l'homme et de son environnement en une « coexistence pacifique »). Autrement dit, l'architecture classique transforme les choses pour les adapter à l'usage de l'homme, alors

que l'architecture de survie essaie de *transformer la manière* dont l'homme utilise les choses existantes (ce qui pourrait changer la mentalité et le comportement de l'homme).

L'exemple de Robinson Crusoé est intéressant, dans ce contexte, à comparer à celui des soldats japonais qui ont survécu après la guerre (dans la jungle) en Robinsons. Robinson Crusoé est un colonisateur qui transforme son île (plantes, animaux et produits divers) pour qu'elle ressemble le plus possible à son pays d'origine ; il est vêtu de lourdes fourrures (comme il est de coutume en Angleterre), il mange du pain et pour cela cultive le blé, le moud pour en faire de la farine, au lieu de se nourrir des produits comestibles naturels de son île. Pour sauvegarder ses habitudes et les routines de son comportement, et cela au prix de grands efforts, il détruit son île. Robinson Crusoé est, sans le savoir, un architecte.

Les soldats japonais qui se sont cachés dans la jungle, après la guerre, durant des dizaines d'années, n'étaient pas des héros de littérature. Ils ne cherchaient qu'à survivre sans vouloir, pour autant, préserver leurs habitudes (à moins que les habitudes japonaises puissent être sauvegardées sans violation de l'environnement). Ils se sont nourris de la jungle, ils ont habité la jungle, ils se sont transformés, eux-mêmes, pour pouvoir vivre dans la jungle. Ces soldats japonais perdus étaient, sans le savoir, des architectes de la survie.

La question essentielle est donc : que faut-il transformer ? l'environnement pour l'adapter à l'homme, ou l'homme pour l'adapter à l'environnement ? Faut-il donner à l'homme des moyens artificiels et sophisti-

qués qui l'aideront à survivre ou adapter son organisme aux conditions de survie offertes par l'environnement ?

Pour donner un exemple qui paraîtra peut-être outrancier (mais qui ne l'est pas), on peut se demander si la réponse à apporter au manque de nourriture doit être l'augmentation de la production agricole ou bien la modification, à la fois du choix, de la préparation et de la consommation des aliments. Nous ne produisons pas assez de nourriture, mais nous ne consommons qu'environ 5% de la biomasse végétale qui existe sur la terre. Alors faut-il détruire la flore de la planète pour pouvoir augmenter temporairement la *quantité* que représentent ces 5% (du blé à la place de forêts) ou bien ne serait-il pas plus logique d'augmenter la masse comestible en consommant (simplement) des végétaux – jusque-là dédaignés (sans changer la *qualité* de la végétation), en utilisant, par exemple, certains microorganismes qui prédigèrent la cellulose (tels ceux de la panse des ruminants) ?

N'oublions pas que ce que nous appelons l'art de la cuisine a toujours été, avant tout, un procédé de « comestibilisation » des produits de l'environnement avant d'être un moyen de satisfaire l'hédonisme. La comestibilisation, dont le premier rôle a été de nous maintenir en vie, est en même temps la source d'un art parmi les plus grands, qui mêle le plaisir biologique au plaisir esthétique : l'art culinaire (qui n'a son égal que dans l'art d'aimer).

La fermentation du vin, des fromages, pour ne citer que ceux-là, est une très grande invention ; la cuisson en est une autre, capitale. Ces méthodes de préparation ont permis l'augmentation des réserves

de nourriture (puisqu'elles se conservent) dans des proportions énormes, compte tenu d'une intervention plutôt minime sur l'écosystème. Tout le concept de l'habitat humain (le foyer, les greniers), soulignons-le aussi, a été modelé par ces méthodes de préparation de la nourriture dont il est la résultante.

Si nous acceptons de reconsidérer la production, la conservation et la consommation de la nourriture dans un monde qui s'appauvrit (tout au moins en ressources), nous devons savoir à l'avance que l'impact de ce changement sur l'architecture, sur la conception même de l'architecture sera énorme. Nous pouvons voir cela, d'ores et déjà, avec les tentatives faites pour arriver à la « maison solaire » qui n'est, après tout, rien d'autre qu'une maison ordinaire dotée d'un équipement ordinaire (la cuisine par exemple), équipement alimenté par l'énergie solaire. Mais comment imaginer alors la maison où la préparation de la nourriture sera fondée sur les micro-organismes (agents de fermentation par exemple), opération qui nécessitera peut-être une série de préparations lentes et encombrantes? Comment imaginer la maison où il n'est plus question de stocker les aliments dans un réfrigérateur, ni de se ravitailler chez l'épicier du coin? (Nous avons déjà vécu les répétitions générales de situations semblables, lors de certaines grèves, guerres ou pannes.)

Je voudrais souligner, pour que ce soit clair, que je ne cherche pas à « écologiser », quand je parle des problèmes de la survie simple et de leur impact sur l'architecture. L'écologie implique un échange (de matériaux, d'énergie et aussi d'information) entre des systèmes vivants ou non vivants (organismes et

milieux). Cet échange mène toujours à des réajustements : un équilibre écologique a toujours lieu, mais reste la question : pour quelles espèces un équilibre déterminé est-il favorable ?

Il est bien évident que les espèces qui parviendront à maintenir un certain équilibre écologique avec moins de nécessité d'ajustement (ayant recours au moins d'échanges possibles) peuvent espérer une existence plus prolongée. Le principe de l'architecture de survie tient compte de ce fait : c'est l'architecte (ou l'autoplanificateur), en tant que concepteur des maisons, qui doit s'adapter aux techniques de survie de l'homme, ces techniques impliquant plutôt certains réajustements du comportement humain que l'accumulation d'une panoplie d'outils sophistiqués.

Être moins dépendant.

« Il vaut mieux être pauvre et indépendant que riche et dépendant des autres. » Voilà un proverbe qui pourrait être patagonien aussi bien que très à la mode à Saint-Germain-des-Prés (on peut facilement le plagier pour le transplanter d'un contexte à un autre). « Il vaut mieux être riche et indépendant que pauvre et dépendant des autres. » Celui-là pourrait être un proverbe américain. Il nous semble être une vérité première et sa transplantation d'un contexte à un autre se ferait, aussi, sans dommage.

« Celui qui veut être indépendant doit accepter d'être pauvre. » Voilà une excellente maxime politique qu'adopteraient probablement volontiers quelques grands leaders de n'importe quel pays du Tiers-Monde ou d'ailleurs. Comme toutes les

maximes politiques, celle-là ouvre la porte à tous les abus, dans un contexte ou dans un autre. Pauvreté, richesse, dépendance et indépendance sont donc des notions fortement liées entre elles et il est peut-être prudent de réexaminer un peu la question.

J'ai visité, dans les années soixante-dix, un pays du Tiers-Monde où une très petite minorité d'habitants vit dans quelques villes quasi occidentales, tandis que les autres, les « Indios », chez qui j'ai été reçu, sont, suivant les statistiques des Nations Unies, parmi les gens les plus pauvres du monde (il me semble qu'ils gagnent environ 10 dollars par mois). Mais ces Indios, suivant leurs critères personnels, ne se considèrent pas comme pauvres : ils ont des maisons confortables (selon leurs critères), ils mangent à leur goût et ils sont bien vêtus. Simplement, ils ne gagnent pas d'argent. Mais que feraient-ils avec de l'argent ? Avec de l'argent, ils achètent des transistors et ils apprennent comment vivent les habitants des pays industrialisés, ils reçoivent une image améliorée de style hollywoodien (grandes maisons, domestiques, voitures, piscines privées, etc.). C'est alors que l'Indien commence à se sentir pauvre, bien qu'il habite toujours la même maison, qu'il se nourrisse des mêmes aliments et qu'il soit vêtu des mêmes vêtements. Mais l'échelle des valeurs a changé pour lui.

Cet exemple est instructif : l'Indien vit dans un environnement où l'architecture de survie est très habituelle. Il est pauvre, mais il se sent complètement à l'aise tant que de *nouveaux objets* ne sont pas introduits dans son monde. L'architecture de survie signifie donc une organisation en équilibre parfait, elle forme un ensemble dans lequel on ne saurait introduire

n'importe quel objet nouveau, pas plus qu'accroître ou diminuer impunément l'importance des objets.

L'architecture de survie des Indios est parfaite. Les toits de leurs maisons collectent l'eau. Avec leurs cultures en terrasses, elles forment un ensemble qui garantit leur nourriture. La défense des villages est facilement assurée, etc. Le village indio est donc un bon exemple d'architecture de survie. Mais, comme tout exemple de l'architecture de survie, il est fragile.

Nous avons vu que l'architecture de survie (selon le sens que nous avons donné à cette expression dans ce livre) est fondée au moins autant sur le comportement que sur les moyens. Le village indio n'est donc pas intéressant uniquement en tant qu'architecture, mais aussi en tant qu'architecture utilisée d'une certaine manière. Il continue à fonctionner parfaitement jour où (nous venons de le voir) on y introduit des objets inconnus auparavant ; mais ce n'est pas l'objet (le transistor par exemple) qui détruit le village, ce sont les effets de l'objet, c'est-à-dire la transformation du comportement de l'individu qu'a produit cet objet¹.

1. J'ai vu le même phénomène dans un autre pays. L'agriculture, l'artisanat autant qu'une admirable architecture y sont abandonnés sous l'influence de l'argent gagné par les travailleurs émigrés. À cause de l'abandon, les terrassements fantastiques qui assuraient la prospérité agraire disparaissent sous les intempéries et l'érosion commence. Le boom à l'étranger, qui fait gagner de grosses sommes d'argent aux paysans qui ont temporairement quitté leur pays, cessera très prochainement. Alors ces paysans rentreront chez eux et verront que leurs terres sont perdues. Ces terrassements, qui représentent le travail de plusieurs siècles, sont détruits en quinze ans et avec eux est détruite, définitivement, toute l'économie du pays; cela

L'Indio acquiert tout à coup l'impression qu'il existe des « objets magiques » qui imposent un autre comportement que celui qu'il a toujours connu. Au lieu de s'en tenir à l'équilibre établi de la routine villageoise, il croit devoir accumuler des objets, beaucoup d'objets, afin d'être riche. L'outil nécessaire à l'acquisition de cette accumulation d'objets, est l'argent. Il faut qu'il travaille pour gagner cet argent (auparavant il travaillait pour produire les objets nécessaires à sa survie : nourriture, abri, vêtements, etc.), il croit maintenant que l'argent lui permettra de se procurer tout ce qu'il veut et que les objets nécessaires à sa subsistance lui arriveront plus facilement, venant d'ailleurs, de très loin, d'autres villes ou villages, en échange de son argent.

L'Indio est devenu dépendant et pauvre. Ce cours scénario illustre bien la notion de la dépendance et de la pauvreté et leur relation avec ce que nous avons appelé l'architecture de survie. « Être dépendant, c'est être pauvre, être indépendant, c'est accepter de ne pas s'enrichir. » Voilà (me semble-t-il) le proverbe le plus juste et le principe que nous avons recherché.

L'architecture de survie est donc la recherche d'une architecture et d'un « plan » de vie qui essaie de réduire la dépendance des uns à l'égard des autres, comportement qui a été mis en pratique par les gens pauvres bien avant qu'on ait jamais analysé cette attitude. C'est pourquoi elle est caractérisée, plus par un

pour profiter d'une affluence de devises qui ne durera pas plus de trente ans, devises qui ne sont pas investies dans la «nourriture» de l'avenir. On n'a pas encore compris que les matières premières les plus importantes ne sont pas le pétrole et les métaux, mais l'eau, la nourriture et le bois.

comportement particulier des habitants que par des moyens techniques. Ainsi résumée, l'architecture de survie peut sembler sinon rurale, du moins anti-urbaine. Il n'en est rien et la « ville pauvre » sera le sujet de notre prochain chapitre.

Le programme concis de l'architecture de survie montre que c'est une architecture *in statu nascendi*. Elle n'a pas encore été inventée à proprement parler et elle ne pourra vraisemblablement pas l'être par les Experts (architectes d'aujourd'hui). Par contre, elle peut être inventée par l'habitant lui-même, surtout l'habitant pauvre ou celui qui vit dans la pénurie. D'où l'importance primordiale de l'autoplanification, car ce sont les autoplanificateurs qui inventeront l'architecture de survie.

IMAGES POUR ILLUSTRER LE CHAPITRE IV

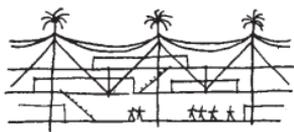
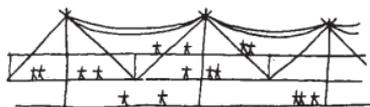
Nous avons vu que le point crucial en matière d'habitat est le toit et la nourriture, le toit représentant la protection climatique. Dans les pays à climat chaud, cette protection exige surtout un parapluie (ou un parasol), les écrans ne servant que pour masquer les comportements de caractère privé. Ce parapluie doit être maintenu par une simple structure porteuse, partant des poteaux (les plus rudimentaires possibles) jusqu'à une infrastructure spatiale compliquée. On peut également utiliser des arbres, soit comme poteaux, soit comme éléments de l'infrastructure, leurs troncs servant d'appuis naturels. Voici quelques croquis de forêt habitabilisée.

PARAPLUIE



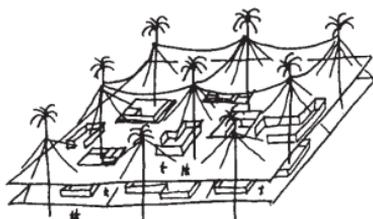
PARAPLUIE
SUPPORTÉ PAR DES ARBRES

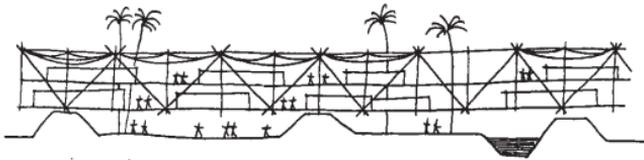
PARAPLUIES SUPPORTÉS PAR DES ARBRES
ET PAR DES POTEAUX.



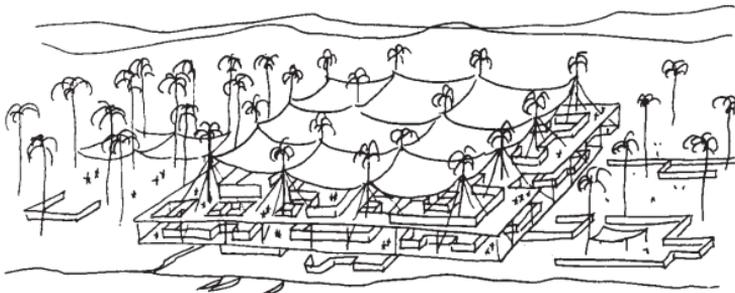
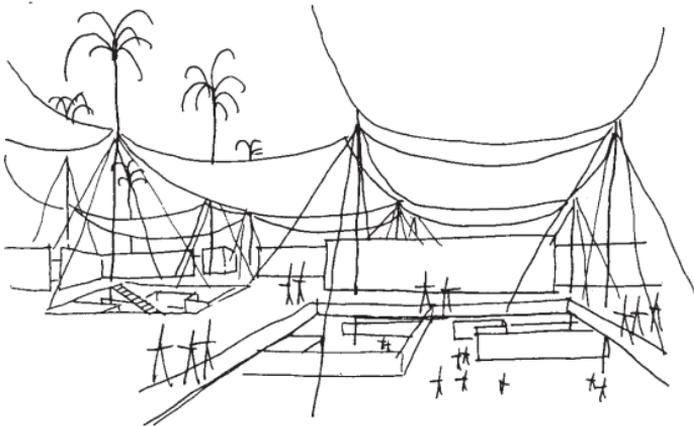
PARAPLUIE SUPPORTÉ PAR DES POTEAUX
ET ABRITANT DES ÉTAGES SUSPENDUS

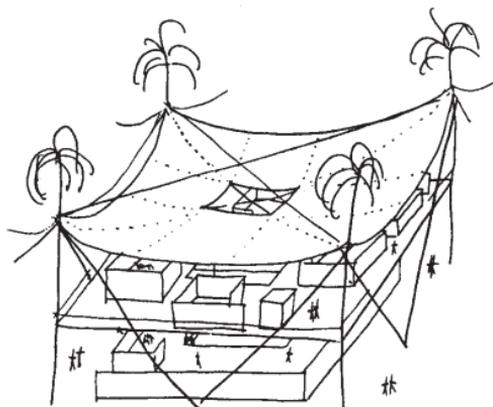
LA MÊME DISPOSITION
SUPPORTÉE PAR DES ARBRES



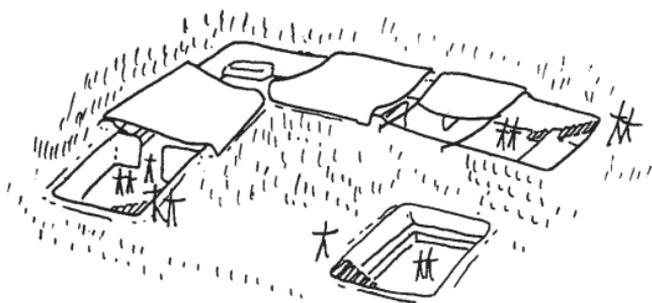


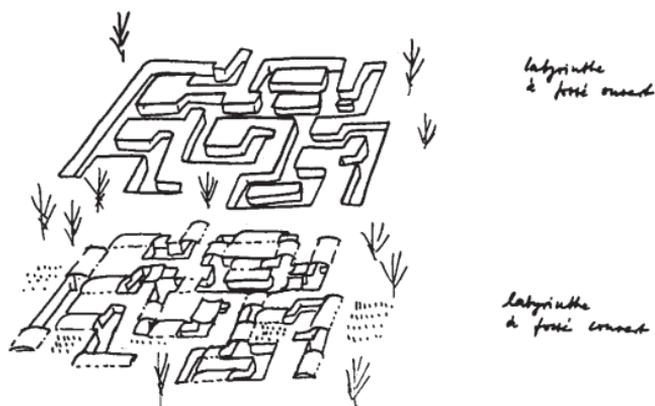
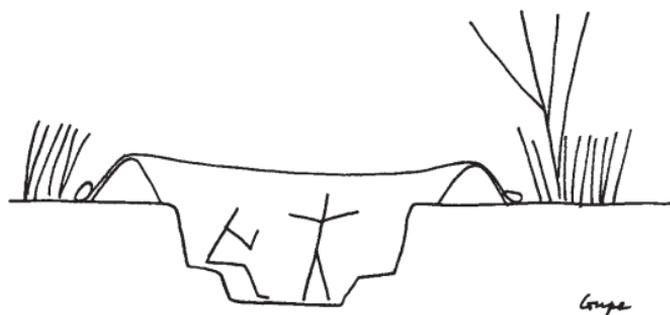
PARAPLUIE ABRITANT ET SUPPORTÉ
PAR UNE OSSATURE À DEUX NIVEAUX
QUI S'APPUIE SUR DES ÉLIGUES





Les tranchées en méandre, ici ouvertes en patios, là couvertes d'une toiture légère, représentent la maison (ou l'agglomération) labyrinthe. Les champs, les jardins, sont au ras du toit des maisons ou des rues ; ces agglomérations ressemblent aux villages troglodytes de certaines provinces de Chine. Leur construction demande peu de matériaux et peu de travail. Je me souviens, dans mon enfance, de ces abris des « plus pauvres », en Hongrie : ces habitations pauvres n'étaient pas toujours misérables, mais le mépris social y était attaché.





Une fois dépassé le préjugé social, cette technique de construction, dans certaines régions, semble être une des plus rationnelles et des plus naturelles qui soient.

La réutilisation de l'ossature d'un vieux bâtiment en tant qu'infrastructure et l'autoplanification ont

permis de concevoir la transformation d'un vieil entrepôt en ville spatiale. Sur les « étagères » des étages, les pavillons mobiles, les jardins et les cours alternent et forment de véritables villages construits sur des sols artificiels. La variété des plans ne résulte pas de l'exigence du fonctionnalisme, mais elle exprime les préférences très diverses des futurs utilisateurs réels.

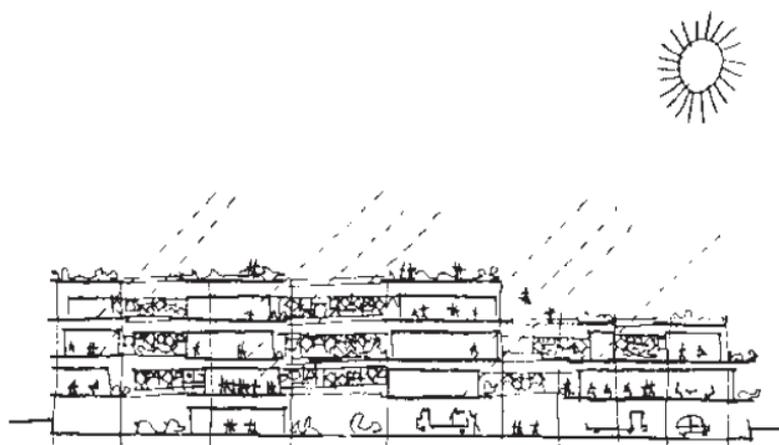
Ces futurs utilisateurs étaient les employés d'une entreprise d'Ivry qui ont conçu eux-mêmes ces plans. L'architecte (en l'occurrence moi-même) décidant les options techniques. L'autoplanification a été rendue possible grâce à l'information fournie par le manuel que j'avais conçu pour cet usage, et qui avait été distribué aux autoplanificateurs.



PLAN D'UN ÉTAGE



GRAPHE CORRESPONDANT AU PLAN



Coupe schématique

CHAPITRE V

LA VILLE PAUVRE

Le bidonvillage.

Nous avons déjà plusieurs fois constaté que les bidonvilles sont, d'un certain point de vue, les « ateliers de l'avenir » pour un monde qui glisse vers une pauvreté généralisée. Les habitants du bidonville se trouvent confrontés aux problèmes de la survie et ils ne disposent que d'un éventail très limité de moyens pour subsister. Nous avons, tout au long des chapitres précédents, examiné cet éventail de possibilités : autoplanification et auto-construction, réduction de la dépendance en matière de nourriture et d'eau, abandon progressif de l'économie fondée sur l'argent, adaptation du comportement et non pas adaptation de l'environnement, concentration dans des zones au climat plus clément. Mais nous n'avons pas encore examiné la nouvelle organisation sociale qui est en train de s'inventer dans le bidonville parce que, ni la routine rurale, ni la routine urbaine bourgeoise ne peuvent fonctionner dans ce contexte.

À propos du monde pauvre, nous avons déjà étudié le principe du groupe critique, principe qui postule, en fonction de quelques considérations sur les capacités biologiquement déterminées de l'homme, que, pour chaque structure de groupe (structure détermi-

née en observant les chemins et la propagation des « influences », c'est-à-dire les suggestions émanant des uns et suivies par les autres) il existe une grandeur limite de ce groupe ; au-delà de cette grandeur limite (le seuil du groupe critique), un groupe ou une organisation devient moins capable de réagir rapidement face aux agressions, pénuries ou catastrophes naturelles venant de l'extérieur.

Il est bien évident que les organisations centrales (États, grandes villes, etc.) ont, depuis longtemps, dépassé le seuil du groupe critique correspondant à leur structure d'organisation. Elles sont donc incapables de réagir face aux crises et incapables de tenir leurs promesses, ces promesses de « servir bien leurs administrés » qui ont été la raison d'être de leur création. Face aux crises, ce sont les petites organisations à structure plus ou moins égalitaire, caractérisées par une communication interne très directe, donc rapide, qui prennent la relève. Nous avons déjà appelé ces petites organisations des guérillas de survie, faisant allusion au fait que les guérilleros gagnent, presque toujours, les batailles qu'ils engagent contre les grandes armées. Nos « guérillas » de survie, elles aussi, gagnent plus facilement les batailles de l'existence que les « armées » de la survie, donc plus facilement que les sociétés superorganisées comme, entre autres, les sociétés industrialisées. C'est peut-être là le fait-clé qui permet de comprendre les « inventions sociales » du bidonville : la survie peut être plus facilement assurée par des organisations ou des groupes dont la dimension reste inférieure à celle du groupe critique.

Les bidonvilles, surtout dans les pays pauvres où la

nature favorise l'autosubsistance (jusqu'à un certain degré), sont extrêmement étendus : à Lima, à Caracas, à Mexico, au Caire ou à Calcutta, plusieurs millions d'habitants remplissent les bidonvilles, souvent beaucoup plus peuplés que la ville bourgeoise. Pour l'administration, les habitants du bidonville ou bien n'existent pas, ou bien n'existent qu'approximativement (par exemple, en tant qu'électeurs, mais pas en tant qu'avant droit aux services communaux). Beaucoup de ces gens (surtout dans les grands bidonvilles d'Afrique) sont des « migrants » : ils vont et viennent, habitent aujourd'hui ici, avec des amis, demain là avec d'autres relations. Personne ne peut connaître le chiffre exact de la population d'un bidonville : c'est une population « marginale » malgré elle.

Une masse amorphe d'individus ne peut pas exister : les gens s'organisent, se groupent. Se forment alors, dans le bidonville, des tribus, des clans, des groupes qui, instinctivement et par impossibilité d'agir autrement, ne dépassent jamais la grandeur des groupes critiques (la taille de ces groupes ne peut pas dépasser les limites imposées par la nature même de la communication). Ce sont ces groupes, à l'intérieur des bidonvilles, que j'appelle les « bidonvillages ».

Le bidonvillage est très différent du village rural ; tout d'abord, l'agriculture n'est pas l'activité principale des habitants. L'agriculture dans le bidonvillage, où l'on ne dispose pas de surfaces assez grandes pour produire toute la nourriture nécessaire, ne peut assurer qu'une petite partie de la subsistance. L'artisanat local qui utilise comme matière première les déchets de la ville industrialisée, et surtout le très petit commerce, sont les occupations dominantes des habitants

du bidonvillage qui, en général, n'ont pas d'emploi dans la ville industrialisée (neuf habitants sur dix étant en chômage permanent). Le bidonvillage est bien proche de l'architecture de survie. Cette approche n'est pas aussi rapide qu'on aurait pu le croire car les habitants sont encore, souvent, hypnotisés par les promesses de prospérité que font périodiquement les gouvernements : des logements, de l'emploi, des services publics – tant de promesses qu'ils ne peuvent tenir à l'échelle nécessaire.

Il existe un autre facteur qui empêche les habitants des bidonvilles de prendre conscience assez vite de leur situation exacte et ce facteur est celui que j'appelle « l'exportation de l'image » bourgeoise. Les films, les affiches, la télévision, les visites en ville montrent une certaine image de la ville : appartements, voitures, équipements ménagers, etc., et les habitants des bidonvilles considèrent (à juste titre) qu'ils ont le droit d'accéder au mode de vie reflété par cette image. Ils attendent donc, soit la prospérité promise par la technologie, soit une justice sociale qu'ils pourraient obtenir par le biais de la révolution. Ils attendent, mais évidemment, ni la technologie ni la révolution, dans la plupart des cas, ne peuvent leur donner ce qui a été promis par l'image.

Quand ils ont enfin découvert que l'attente ne finira jamais, qu'ils n'approchent pas d'un mètre de l'image promise mais que, bien au contraire, ils s'en éloignent, alors les habitants des bidonvilles se rendent compte qu'ils sont abandonnés à leur propre sort. C'est le moment (et je l'ai déjà vu en plusieurs endroits) où ils découvrent l'architecture de survie : quand leurs groupes commencent à réagir dans le

style des guérillas de survie. C'est à ce moment que les habitants commencent à décorer les maisons construites à partir des déchets de la ville industrielle (n'oublions pas, avant d'en sourire, que de tout temps, dans l'architecture rurale, la matière première des maisons a été trouvée dans les déchets de l'agriculture, dans les matériaux inutilisés ou gênants pour l'agriculteur : les pierres, la glaise, la paille, le bois, etc.). Ils décorent aussi les places publiques, et c'est là, sur la place publique, que va prendre forme la plus importante rupture avec la ville industrialisée, le recours au système du troc.

Adopter le troc, c'est refuser l'économie fondée sur l'argent. Refuser l'économie de l'argent, c'est déclarer l'indépendance de la ville pauvre. C'est aussi refuser l'emploi : le travail pour la subsistance remplace l'emploi (n'oublions pas que, même dans les pays industrialisés, 30 à 40% des adultes ne sont pas « employés », mais travaillent seulement pour leur subsistance : je pense, par exemple, aux ménagères). Le bidonvillage est égalitaire : il n'a pas de chef reconnu. Toute décision se prend, soit par la consultation des intéressés, soit par l'intermédiaire de ce qu'on pourrait appeler une assemblée générale. Les gouvernements – et on peut les comprendre – sont gênés par l'existence des bidonvillages, pas seulement parce que ces bidonvillages leur donnent mauvaise conscience, ou encore par humanité ou par charité, mais surtout parce qu'ils ont peur : les guérillas de survie peuvent facilement se transformer en guérillas tout court.

Public et privé.

Un des faits les plus importants dont on peut parler, à propos du bidonvillage c'est la transformation qui y est faite des notions de « public » et de « privé ». Nous allons voir que ces termes (public et privé) prennent des sens totalement différents de ceux que nous leur donnons quand on les rattache à des concepts tels que la propriété (publique et privée) et le comportement (public et privé).

En effet, la première question qui vient à l'esprit du lecteur qui n'a jamais vécu dans un bidonville, est celle de la propriété : comment peut-on reconnaître ce qui est propriété publique et ce qui appartient aux personnes privées. Une autre notion, qui ne pose aucun problème à l'habitant du bidonville, parce qu'elle lui semble évidente, mais qui est incompréhensible pour les habitants de la ville riche, tant ils sont enracinés dans leurs routines, est celle de comportement, en public et en privé. Nous allons essayer d'examiner ces deux aspects.

Pour la propriété, l'usage qui prédomine dans le bidonvillage est semblable à celui de la plupart des sociétés tribales : il consiste à considérer qu'une chose appartient à celui qui la tient dans sa main, ou à celui qui sait l'utiliser ; un terrain appartient, par exemple, à celui qui a réussi à monter soit une clôture autour du terrain, soit un toit pour le couvrir. (Par exemple, selon une ancienne loi de l'Empire ottoman, la terre appartenait à celui qui la recouvrait par un toit, ou qui y plantait un arbre ou encore, pour une durée très limitée, à celui qui la cultivait.) Évidemment, une société où la propriété des choses est une abstraction

(certifiée par un morceau de papier) est en situation de conflit par rapport à une civilisation où cette propriété est établie par un fait réel (partout ailleurs que dans la civilisation occidentale). On s'étonne parfois que les classes dirigeantes se soient, partout, si facilement assimilées à la civilisation occidentale. C'est pourtant bien normal : ces classes dirigeantes ont trouvé bien plus commode d'assurer leurs possessions par un simple papier qu'à l'aide de milices. Le papier change moins facilement de camp.

La propriété est un concept très compliqué et c'est pourquoi la plupart des lois qui essaient de la régler en établissant une routine automatique qui détermine comment je peux me comporter envers quelque chose qui m'appartient et envers quelque chose qui appartient à quelqu'un d'autre. Ainsi, ce concept entraîne avec lui les idées d'acquisition et de retransmission : la notion du cadeau, par exemple, qui semble si humaine et si éloignée de tout aspect juridique, ne peut pourtant être définie qu'en se référant aux règles de la possession.

Ces subtilités compliquent encore le rôle des gouvernements : s'ils veulent aider les pauvres d'un bidonville, quels cadeaux les administrateurs devront-ils leur faire ? La propriété privée du sol ? Ce serait retourner au système habituel qui amènerait les mêmes pièges en quelques années. Faire don du sol pour les usages publics ? Les abus risqueraient d'être très nombreux, ou encore les terrains dégradés, en tant que *res nullius*. Des appartements ? Mais comment seraient-ils attribués ? En réfléchissant bien, on s'aperçoit qu'il ne reste finalement qu'une solution raisonnable : ne pas faire don du terrain aux particuliers,

mais leur fournir la chose tangible qui remplit le rôle le plus important dans la construction et qui est la plus difficile à produire pour l'habitant, avec ses moyens de fortune : le matériau du toit qui doit être étanche.

Nous voilà de retour à la loi ottomane. Au lieu de la propriété du sol, ne semble-t-il pas plus logique de concéder la propriété du toit (ou celle de la culture qui a poussé sur le sol)? Le sol pourrait alors être essentiellement public, *res nullius*. Quant au toit, il pourrait être soit public, soit privé. Imaginons maintenant une ville où les espaces publics sont couverts par des toits : par des voiles, comme par exemple les rues de Marrakech, de Séville ou de Bombay, ou bien par des arbres, comme les « lieux publics » de l'antiquité la plus reculée qui, très souvent, n'étaient rien d'autre que des bosquets. Ne serait-ce pas là l'aspect public de la nature habitable? Nous pouvons trouver, ailleurs encore, des places publiques couvertes : les basiliques des Romains, les bazars arabes, les galeries italiennes et les passages urbains de la France du XIX^e siècle. Dans mes propres projets, ceux qui datent de quarante ans, aussi bien que les plus récents, l'espace public est couvert par la structure spatiale qui peut, en plus, servir à bien d'autres usages qu'à celui de couverture.

Je crois intéressant de donner ici deux exemples qui me sont personnels : l'un est mon propre projet, présenté au concours pour le plateau Beaubourg. J'avais proposé de transformer l'endroit en une place publique, entièrement couverte par une structure spatiale. Dans les vides de cette grille tridimensionnelle de couverture (et conformément aux principes de l'ar-

chitecture mobile) s'insérait le musée (dont l'aménagement très baroque servait à démontrer que toutes les combinaisons, même les plus complexes, s'inscrivent facilement dans l'infrastructure et que, partant de là, toutes transformations de ce bâtiment, pour quelque usage que ce soit, étaient possibles et réalisables). L'autre exemple est ma proposition pour les Halles de Paris après la démolition des pavillons de Baltard. Il s'agissait d'une structure que j'ai appelé le Parapluie des Halles et qui aurait permis une interpénétration des espaces verts et des places publiques abritées; de nouveau, les locaux utilitaires auraient été contenus dans les vides de la structure. Il est bien évident que ces projets ne concernent pas la ville pauvre, sujet de ce chapitre, mais je crois utile de les mentionner afin de démontrer que la place publique couverte est le bâtiment public par excellence.

Un autre usage qui concerne la propriété est celui de la « clôture ». La clôture, comme le toit, peut indiquer, soit que le terrain est public, soit qu'il est privé. Mais la clôture a une signification différente : alors que le toit sert à protéger les terrains publics et privés des intempéries, la clôture les protège également, mais contre les indiscretions. La clôture a commencé avec le sacré. Les premiers sanctuaires sont, en fait, des clôtures qui séparent le sacré du profane. Les églises, les mosquées les plus anciennes, n'ont pas de toit; ce ne sont pas des bâtiments dans le sens moderne du mot, mais des terrains sacrés séparés des autres terrains.

Ainsi, la clôture est-elle moins le symbole de la propriété que l'expression d'une distinction morale : cela se traduit par le fait qu'il y a des choses qu'on ne fait

pas devant les autres (étrangers ou non-initiés) et ces choses varient suivant les civilisations : il y a des pays où l'on dort dehors, mais où l'on fait la cuisine, cachés. Ailleurs, on fait la cuisine devant les autres et on dort cachés. La clôture protège aussi contre le vol. Un objet enfermé dans un enclos est mieux gardé qu'au-dehors. Une communauté protégée par une clôture se sent plus en sécurité.

Ainsi donc, dans le bidonvillage (et de ce point de vue, le bidonvillage n'est pas différent du village pré-historique) le toit, pas plus que l'enclos, ne détermine clairement la propriété : un espace abrité ou un espace entre clôtures peut aussi bien être un espace privé qu'un espace public. Le rôle du toit ou le rôle de l'enclos dans le bidonvillage, en train de naître, n'est pas déterminé par le concept de propriété, mais par le mode d'utilisation, privé ou public. Si nous examinons les modes d'utilisation possibles d'un enclos, nous allons en trouver trois différents :

- a) il peut être réservé exclusivement à une personne qui s'en sert pour tous les usages (par exemple, la chambre d'Antoine ou le bureau d'Antoine) ;
- b) il peut être destiné à un certain usage, avoir une fonction exclusive et être ouvert, par contre, à plusieurs (ou à tous) utilisateurs (par exemple, la cuisine ou le temple) ;
- c) enfin, il peut être réservé à une seule sorte d'objet ou d'équipement (par exemple, un entrepôt, une salle de machines, un garage, etc.).

Pour l'habitant de la ville industrialisée, toutes utilisations peuvent être tantôt privées, tantôt publiques (le bureau réservé à Antoine peut être fréquenté par de nombreux visiteurs de passage, la cuisine peut servir à toute la famille ou seulement à la mère, le garage peut être ouvert pour tous ou protégé par des interdits). Pour les habitants des bidonvilles, les usages sont différents. La chambre ne peut être privée car il n'est pas pensable qu'une pièce soit réservée à une seule personne ; la cuisine ne peut être que partagée par tous, mais par contre l'enclos réservé à un équipement spécialisé est, lui, un enclos strictement privé : c'est le seul endroit où l'habitant du bidonvillage préserve ce qu'il a de précieux et de personnel.

Ces réflexions nous conduisent à une image assez claire du bidonvillage, image que nous allons pouvoir décrire avec la précision d'un Martien (l'observateur étranger par excellence). Sur une surface (la totalité du bidonvillage) sont construits des enclos. La partie du terrain qui se trouve hors des enclos est considérée comme publique et les enclos eux-mêmes, soit publics, soit privés. Une partie seulement des enclos est couverte par des toits et une partie de la surface intermédiaire entre les enclos peut aussi être couverte de toits.

Notre Martien découvrira que le système des enclos est une machine régulatrice des rencontres. Deux « bidonvillois » se rencontrant dans certains enclos ou hors des enclos, suivent un autre rituel que dans certains autres enclos. Il y a des enclos qui sont interdits pour certaines personnes et pas pour d'autres. Il y a des enclos où l'on peut s'asseoir, d'autres où tout le monde reste debout. Il y a ceux réservés

aux hommes et ceux réservés aux femmes. (Il y a des civilisations où le réseau de circulation réservé aux hommes n'est pas le même que celui où circulent les femmes.)

Il y a des activités que le Martien ne pourra jamais voir, non parce qu'elles « ne se font pas », mais parce qu'on fait les « choses à cacher » chez soi seulement, en privé. Ainsi, les toilettes sont publiques et on les utilise souvent devant tout le monde, mais on ne s'attendrit que dans la plus stricte intimité. S'enfermer donne immédiatement l'idée aux autres qu'on se prépare à faire quelque chose à cacher, ce qui pousse à la curiosité et à l'indiscrétion. J'ai connu des gens qui, durant toute leur vie, n'ont jamais été, pour ainsi dire, seuls dans une pièce et qui ont estimé que seuls, ils ne se seraient pas sentis bien. La solitude est méprisée et évitée.

Seuls les enclos utilisés pour la garde des objets sont fermés à clé, c'est-à-dire strictement privés. La propriété, privée ou publique, concerne surtout les objets enfermés dans les enclos, ainsi que les murs des enclos et des toits. Le terrain, par contre, n'est pas propriété privée. Pour comprendre ce que représente la propriété dans le bidonvillage, il suffit de connaître la réponse de l'habitant à la question : qui répare ces objets ? Cette réponse sera : ces objets sont réparés par celui-là même à qui ils appartiennent. On est bien loin de l'habitat des pays industrialisés où les objets anonymes sont réparés par des services spécialisés anonymes. À l'inverse, aussi, des pays industrialisés, les habitants des bidonvillages vivent dehors, la plupart du temps réunis dans les espaces publics, alors que ce qu'ils possèdent de plus précieux est enfermé

dans des enclos spécialement construits à cet usage (d'autres enclos, encore, sont réservés aux quelques « fonctions » sociales).

Le cloisonnement

Le bidonvillage, comme l'ancienne ville, est séparé des autres bidonvillages par un *no man's land* ou par une clôture. Dans le cas le plus courant, le bidonvillage est simplement encerclé de déchets (surtout de déchets organiques, car les autres déchets : verres, boîtes cartons, etc., sont automatiquement réutilisés par les habitants du bidonvillage) : le bidonvillage, comme n'importe quel autre organisme, repousse ses déchets vers sa périphérie. La clôture autour du bidonvillage peut aussi être composée de digues ou de canaux (car l'eau est souvent l'ennemie de la communauté). Dans d'autres cas, c'est à la périphérie que s'installent les marchés (qui peuvent desservir plusieurs bidonvillages), et que s'organisent les terrains de jeux (où auront souvent lieu les matchs entre communautés); les marchés, les terrains de jeux, représentent les clôtures idéales entre bidonvillages.

Le cloisonnement que représentent ces systèmes hétéroclites de « remparts » est capital, car il a une fonction sociale : il est l'expression spatiale des limites de la communauté. La communauté du bidonvillage est un État indépendant qui maintient des « routes à usage commercial » vers les États voisins. Mais la séparation établie par ces remparts réduit la possibilité de conflits entre les communautés. Le bidonvillage regarde vers l'intérieur et non pas vers l'extérieur. Les frontières clairement fixées entre les bidonvillages

aident à maintenir la solidarité intérieure. Souvent cette solidarité vient du sentiment que tout le monde, entre ces remparts, est « dans le même bateau » : tous doivent se défendre contre les dangers communs, dangers qui viennent de l'extérieur, tels que les inondations, par exemple. Maintenir les digues en bon état, surveiller les canaux ou les *quebrada* (le lit des torrents) est vital. Quant au *no man's land*, utilisé pour les réunions (fêtes ou commerce), sa fonction sociale est très importante ; l'amour-propre des habitants du bidonvillage y est satisfait : c'est au cours de ces rencontres qu'on peut montrer, au-dehors, tout ce qui fait le prestige du bidonvillage.

Il est intéressant de comparer cette conception du cloisonnement avec son équivalent dans les pays industrialisés (administrés, ceux-là, par une bureaucratie centrale quelle qu'elle soit). À Paris, par exemple, les frontières des arrondissements passent par le milieu d'une rue : un côté de la rue appartient à un arrondissement et l'autre côté, à un autre. Pour le promeneur qui passe dans la rue, cette séparation n'est pas évidente ; elle est tout juste commode pour le bureaucrate qui consulte une carte et qui divise les dépenses de la rue entre les budgets des deux arrondissements. L'habitant est, à Paris, l'habitant d'une rue quelconque, et l'arrondissement ne peut représenter l'image d'une communauté ; il n'y a pas de rue principale, pas de frontières évidentes qui séparent l'arrondissement de ses voisins : le village urbain n'existe pas.

Un bidonville (qui se compose d'un ensemble de bidonvillages) est donc très différent d'une de nos villes industrialisées : c'est une juxtaposition de

« villes-États » et il ne saurait être question d'y voir une fédération de villes-États ; le bidonville n'a ni conseil ni chef, et si le gouvernement décide de lui en octroyer un, cette décision n'aura aucun impact sur les habitants. Par contre, chaque bidonvillage a ses notables, constituant une sorte de conseil très écouté, mais sans pouvoir autre que celui accordé par le consensus des habitants. Le bidonvillage est la société anarchiste des pauvres et il ne s'agit pas là d'un choix idéologique ou politique ; ce type de société s'est constitué simplement parce que l'expérience avait prouvé qu'il était celui qui assurait, au bidonvillage, les meilleures chances de survie.

Déchéance de la ville riche.

Alors que j'écris ce chapitre, la campagne pour l'élection d'un maire, à Paris, bat son plein mais, apparemment, aucun politicien et aucun parti n'a de programme cohérent qui lui permette de sortir du verbiage électoral. Les candidats ne trouvent rien de mieux, pour leurs affiches, que d'y offrir leurs portraits.

Dans le même temps, New York est, pour la deuxième fois en quelques années, au bord de la faillite. Les maires de New York ont été, peut-être, plus constructifs dans leurs promesses électorales que les candidats de Paris. Mais ces promesses ne peuvent être tenues étant donné leur prix de revient. Pourtant la ville de New York est une des plus grandes communautés de contribuables de tous les États-Unis, mais les impôts payés par les contribuables new-yorkais sont encaissés, dans leur majeure partie, par le Trésor

fédéral qui alloue, ensuite seulement, une subvention à la ville. Le contribuable new-yorkais a donc l'impression que ses impôts sont investis pour d'autres dépenses que celles qu'il aurait souhaitées, et ailleurs que dans sa propre ville. São Paulo, Tokyo, Buenos Aires, Moscou doivent faire face aux mêmes problèmes. Ce sont les grandes villes qui « rapportent » et qui, n'obtenant pas les services promis par leurs gouvernements, se considèrent comme mal traitées ou pas assez bien traitées par rapport au rôle qu'elles jouent dans l'économie nationale.

En outre, la grande ville fonctionne mal, en tant qu'organisation, à cause précisément de sa dimension (certaines d'entre elles sont plus peuplées que bien des petits États tels que la Suisse, la Belgique, la Bolivie ou la Suède) et elle souffre de la même maladie que les grands États. Les services publics – dont le bon fonctionnement devrait être le principal souci des municipalités – devenus gigantesques, ont cessé d'être effectivement à la disposition des citoyens. Ce sont désormais des institutions figées, qui n'ont plus d'autre but que de durer et qui continuent pourtant à coûter très cher à la ville bien qu'elles soient devenues inutiles car elles n'assurent plus les tâches pour lesquelles elles ont été créées (un exemple frappant est celui du service du nettoyage, à New York, qui est un des plus inefficaces et coûteux du monde).

Mis à part la perte de rentabilité des services (rentabilité qui est pourtant supposée être l'argument majeur pour la croissance des grandes villes), l'organisation politique, non plus, ne peut plus fonctionner. La bureaucratie nécessaire à l'administration de villes de cette dimension dépasse, en ordre de grandeur,

celle de certains petits pays. Il est totalement impossible à un habitant de ces grandes villes d'exprimer son opinion, d'exposer ses problèmes et de faire part de ses propositions face à cette machine lourde et insatisfaisante.

Pour l'habitant de Paris, New York, São Paulo, Tokyo ou Moscou, le maire de la ville est au moins aussi loin de lui que le Chef de l'État ou le bon Dieu lui-même. La distance est d'ailleurs la même dans l'autre sens : le simple citoyen est très loin du dirigeant d'une ville –, quelque recommandation que fasse le dirigeant, celle-ci a bien peu de chances d'arriver jamais jusqu'au bas de l'échelle.

Que font alors les habitants de la grande ville riche (des pays industrialisés) quand ils se rendent compte que le gouvernement de leur ville est impuissant ? Ils font exactement la même chose que les habitants des bidonvilles : ils essaient de résoudre seuls leurs problèmes. Ils commencent alors à organiser leurs propres services : garderies d'enfants, marchés de troc, services de sécurité contre le vol et la violence, transports, tous services que le gouvernement des villes n'est plus capable d'assurer.

Pourtant, et c'est là l'un des principaux facteurs de la déchéance des grands pays, les gouvernements ne cessent d'exiger des impôts, bien qu'ils n'assurent plus les services qui leur incombent. Tôt ou tard, les gens n'accepteront plus cette situation : ils ne refuseront pas de payer leurs contributions, mais ils exigeront de décider eux-mêmes à quoi leur argent doit être dépensé. (Un de mes amis s'est présenté à New York comme candidat à la mairie avec ce très simple programme : il demandait que l'impôt payé par les

contribuables new-yorkais soit dépensé directement par les services de la ville, sans que la décision passe par Washington.)

À mon avis, un pas de plus pourrait être fait : introduire le système de l'impôt payé – au moins partiellement – sous forme de service civil. Les garderies d'enfants, les services médicaux, l'enseignement et, pourquoi pas, même le nettoyage des rues, pourraient être faits en partie par un contingent civil : un médecin pourrait, par exemple, faire dix jours de service non payé par an, un ouvrier ou un artisan, également. Dix jours de service civil dans une ville de dix millions d'habitants, correspondent à environ 50 millions de jours de travail, autant que le travail annuel de 200.000 employés (en se fondant sur des années de 250 jours de travail, ce qui n'est pas excessif). De plus, si le contribuable fait son service dans la ville où il habite et ne peut être déplacé dans une autre ville, c'est un avantage pour toute la communauté car son travail profitera à sa ville (ce qui n'est pas le cas avec l'impôt en numéraires). La contribution au travail, dans la ville riche, est déjà un pas vers l'organisation civile typique du bidonvillage. Ce pas pourrait conduire à la naissance du village urbain qui, dans la ville bourgeoise industrialisée, est l'équivalent du bidonvillage. En effet, le contribuant (« contribuant » est un terme plus exact que « contribuable ») préférera souvent travailler pour son propre quartier, et le fait même qu'il soit connu de ses voisins représentera une sorte de contrôle public sur sa contribution. La vie du quartier est donc déjà un pas vers le village urbain. Mais ce village urbain (l'organisation d'un groupe de voisins qui tentent de se gouverner eux-

mêmes et qui cherchent à obtenir la même indépendance qu'une ville-État) ne peut apparaître qu'en période de pénurie.

En effet, alors que dans le bidonvillage on ne trouve que peu d'emplois, alors que les échanges commerciaux sont limités à quelques rares articles, les habitants de la ville industrialisée ont un emploi, gagnent un salaire (le plus souvent, ils travaillent hors de leur village), font leurs achats ailleurs, fréquentent des amis et des relations dans toute la ville, le tout en utilisant des moyens de transport coûteux ; ils ne se retranchent dans leur village urbain que lorsqu'ils sont chômeurs, qu'ils ne disposent plus d'argent pour leurs achats ou encore lorsqu'il n'y a plus de marchandises à acheter ou que les transports (privés ou publics) ne fonctionnent plus.

Le village urbain n'existe donc qu'en fonction de crises, de pénuries ou d'appauvrissements possibles. Nous avons déjà vu que cet appauvrissement est très probable et qu'il ne représentera pas un phénomène isolé car il est impossible de mettre en œuvre une planification mondiale capable de l'endiguer, tout comme de mettre sur pied un mécanisme qui assurerait la communication de ce plan à l'homme de la rue. Les Nations Unies n'ont pas réussi à créer, en trente ans, un mécanisme de cette sorte.

Or, si la planification centrale est impossible (car la communication à l'échelle planétaire reste impensable), la probabilité de l'appauvrissement du monde (dans les pays riches autant que dans les pays pauvres) augmente fortement. Devant cette situation de pénurie, les bidonvillages semblent être les seuls à pouvoir faire face, leur organisation étant le résultat d'une

longue habitude de la pauvreté. C'est alors qu'à son tour devra naître le village urbain, seule solution de sauvetage pour les grandes métropoles – encore faut-il préparer, dès maintenant, le changement de mentalité des citadins qui, sans cette précaution indispensable, risquent d'être pris au dépourvu et totalement désarmés devant ce qui leur apparaîtra comme une catastrophe inattendue.

Bien sûr, la déchéance de la ville riche ne sera pas rapide, mais elle sera irréversible et les citadins devront comprendre, dans leur propre intérêt, que ce n'est pas en votant pour un parti ou pour l'autre qu'ils pourront changer cette situation. Cette déchéance ne laissera pas d'autre voie de salut que celle du village urbain.

Le bateau de sauvetage ou la ville de survie.

Pour conclure ce chapitre sur la ville pauvre, il nous faut insister sur l'importance du développement de ces nouvelles entités urbaines que sont les bidonvillages (qui se sont formés à l'intérieur des villes déjà pauvres) et les villages urbains (qui doivent se constituer au sein des villes en voie d'appauvrissement). Dans les deux cas, il s'agit d'un seul et même phénomène : celui du morcellement de ces villes dont, au siècle précédent, on avait cru qu'elles pourraient croître sans limite et dont la croissance a été encouragée par les responsables de notre siècle.

Je ne trouve pas d'image plus juste, pour faire comprendre ce morcellement de la ville, que celle des « bateaux de sauvetage ». Quand un bateau coule, des bateaux de sauvetage s'en détachent et s'en éloi-

gnent. De même pour la ville : dans de mauvaises conditions de pouvoir survivre, les chances de se sauver sont plus grandes si l'on a pris place, assez tôt, dans un bateau de sauvetage urbain. Les bateaux de sauvetage réels sont conçus pour être aussi autosuffisants que possible : ils contiennent des réserves de nourriture et d'eau, des médicaments, un poste de radio. Ils peuvent aussi être équipés d'outils pour les réparations, pour la pêche ou tout autre usage imaginable. Ces réserves et équipements sont limités par le poids que le bateau peut supporter et par le volume disponible. La ville de survie peut donc être imaginée comme un navire, construit de façon à ce que tous ses compartiments soient détachables et puissent servir de bateau de sauvetage : chaque compartiment contient des réserves et de l'équipement de secours et l'éjection des compartiments flotteurs est organisée à l'avance.

De même, la ville de survie est composée de villages : villages urbains ou bidonvillages. Chaque village possède ses propres réserves, en eau (puits), en nourriture (agriculture urbaine intensive), ses équipements (ses habitants sont prêts à faire leur service civil et ont reçu les connaissances nécessaires). De plus, chaque village peut devenir un compartiment étanche et se considérer comme une communauté prête à survivre, grâce à l'entraide, indépendamment des autres compartiments. La ville de survie est, par définition, une ville pauvre car une organisation autosuffisante ne peut pas être riche (dans le sens où la civilisation industrielle interprète ce mot). Le bateau de sauvetage ne renferme pas de produits de luxe ; de même, le village urbain ne comporte pas d'autres objets de

luxe que ses propres produits culturels, qui ne sont pas monnayables. « Survivre, c'est renoncer à l'enrichissement », voilà quelle pourrait être la devise de la ville de survie.

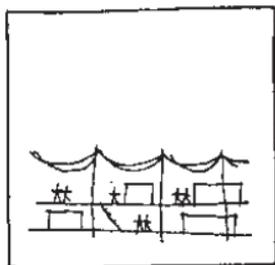
IMAGES POUR ILLUSTRER LE CHAPITRE V

Images extraites de: *Comment habiter la terre* (rééd. L'éclat, 2016)

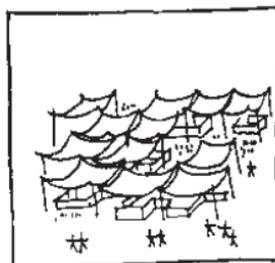


CE QUI EST IMPORTANT
POUR UN BIDONVILLE (SOUS UN CLIMAT TROPICAL)
C'EST LE TOIT.

LE TOIT
QUI PROTÈGE CONTRE LA PLUIE ET LE SOLEIL,
ET SOUS LEQUEL



ON VIT COMME ON VEUT
AVEC DES VOISINS QU'ON ACCÈPTE;
LE TOIT
SOUS LEQUEL ON CONSTRUIT SES "ENCLOS" SUIVANT SA VOLONTÉ PROPRE



LE "BIDONVILLAGE"
AVEC SON TOIT COMMUNAL
(DANS LEQUEL ON PRATIQUE DES OUVERTURES
POUR LES JARDINS, LES TERRASSES, LES COURS, ETC.)

EST DONC ORGANISÉ EN FONCTION
DES PRÉFÉRENCES DE SES HABITANTS.

SANS QUE LE MAÎTRE D'ŒUVRE
IMPOSE UNE STRUCTURE SOCIALE:
FAMILLES ISOLÉES,
COMMUNAUTÉ DE FAMILLES, OU AUTRE.

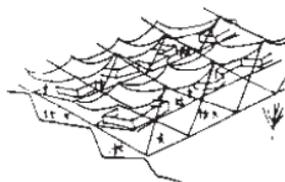
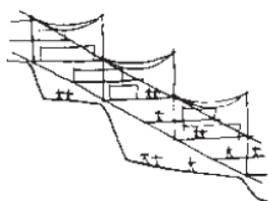
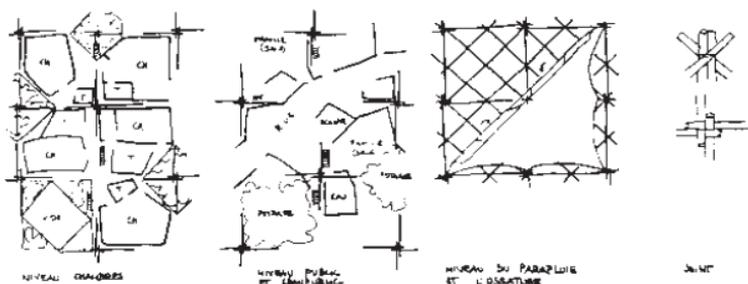
LE "BIDONVILLAGE"

QUI ASSURE SA PROPRE EXISTENCE,
SA PROPRE NOURRITURE,
SES OUTILS, SON ARTISANAT
N'EST PLUS UN BIDONVILLE :

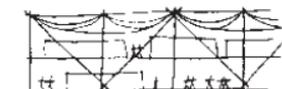
IL REPRÉSENTE, PEUT-ÊTRE,
L'AVENIR DE NOTRE PLANÈTE.

Ces dessins montrent, sous forme de dessins techniques, la même réalité que le manuel. Cet exemple de bidonville (conçu pour un pays riche en arbres)

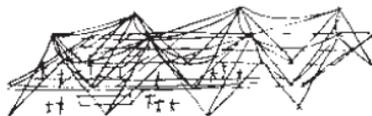
consiste en un toit léger et imperméable, tendu au-dessus d'une infrastructure porteuse. L'infrastructure est composée de barres (troncs d'arbres, etc.) jointes par des cordages. Ce sont les habitants qui pratiquent les ouvertures dans le toit (pour les cours) et qui aménagent leurs enclos, sous le toit. Les enclos, sous la toiture, sont de nature différente : réservés exclusivement à certaines personnes, ou réservés exclusivement à un mode d'usage défini, ou encore servant simplement de coffre-fort ; il s'agit alors d'une petite pièce, fermée à clé, dans laquelle une famille enferme les choses de valeur.



PARAPLUIE
SUPPORTÉ PAR UNE OSATURE
S'ADAPTANT AUSTI AUX PENTES

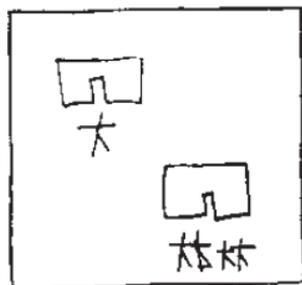


PARAPLUIE
SUPPORTÉ PAR DES POTEAUX CONVERGENTS



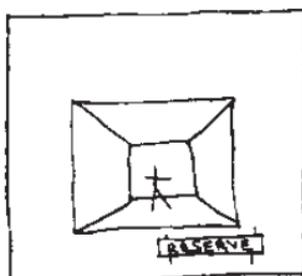
Images extraites du manuel: *L'Habitat c'est l'affaire de tous, mais particulièrement la vôtre.*

LES DIFFÉRENTS ENCLOS
DES BATIMENTS PRIVÉS
PEUVENT SERVIR DE DIFFÉRENTES FAÇONS

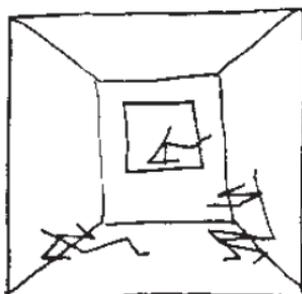


LE CAS LE PLUS SIMPLE
EST CELUI

OÙ LES ENCLOS
SONT AU SERVICE EXCLUSIF
D'UNE PERSONNE
OU D'UN GROUPE.

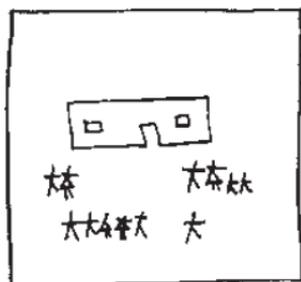


AINSI, PAR EXEMPLE,
LA CHAMBRE D'ANTOINE
EST RÉSERVÉE UNIQUEMENT À ANTOINE.

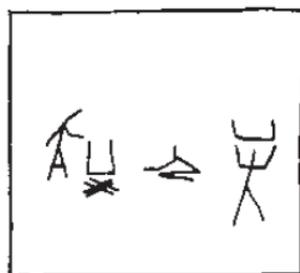


IL Y DORT
Y TRAVAILLE
Y MANGE
Y FAIT CE QUI LUI PLAÎT.

LES ENCLOS PEUVENT AUSSI
ÊTRE RÉSERVÉS
À UN TRAVAIL SPÉCIAL.

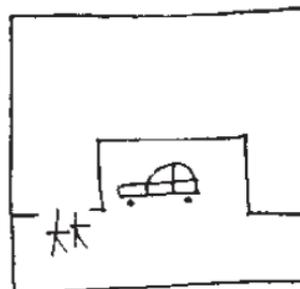


AINSI, LA CUISINE
DE LA MAISON HABITÉE
PAR ANTOINE, BENOIT, DANIEL ET ÉTIENNE
ET PAR LEURS FAMILLES RESPECTIVES

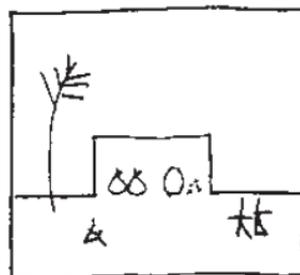


SERT À TOUS LES HABITANTS DE LA MAISON,

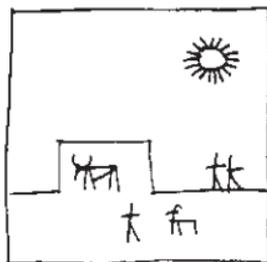
MAIS ELLE NE SERT QUE DE CUISINE.



UN GARAGE OU UN HANGAR,



UN MAGASIN DE VIVRES.



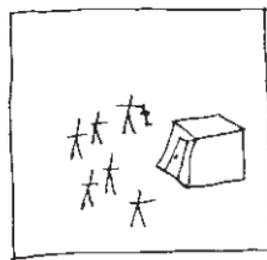
OU UNE ÉTABLE

SONT DES ENCLOS RÉSERVÉS
À DES OBJETS OU À DES ANIMAUX.



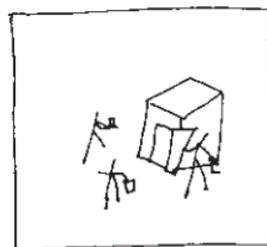
TOUT LE MONDE
POSSÈDE DES OBJETS QUI ONT BEAUCOUP DE VALEUR
À SES PROPRES YEUX

ET A PEUR QUE LES AUTRES LES VOIENT.

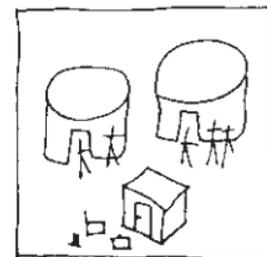


DONC CHAQUE FAMILLE
DOIT POSSEDER UN "COFFRE FORT":

UN CABINET AUX MURS SOLIDES
MUNI D'UNE PORTE QUI FERME À CLÉ,



AFIN D'Y GARDER LES OBJETS
QUI LUI SONT PRÉCIEUX.



IL Y AURA ALORS DES PIÈCES
POUR LES PERSONNES

ET UNE PIÈCE RÉSERVÉE AU "TRÉSOR".

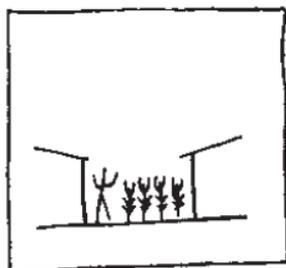
Les cours du bidonvillage sont de petites surfaces réservées à la production de nourriture : plantes, animaux ; chaque famille dispose alors de sa ferme.

L'EAU ET LA NOURRITURE
SONT PLUS IMPORTANTES QUE TOUT.

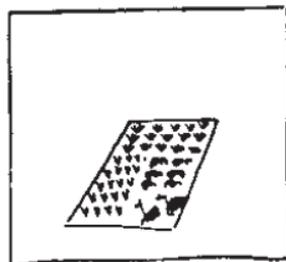
NORMALEMENT, VOUS ACHETEZ VOTRE NOURRITURE,

MAIS IL PEUT ARRIVER QUE VOUS N'AYEZ PAS D'ARGENT
OU QUE LES BOUTIQUES SOIENT FERMÉES.
N'IMPORTE QUOI PEUT ARRIVER

ET ALORS QUE FAIRE ?

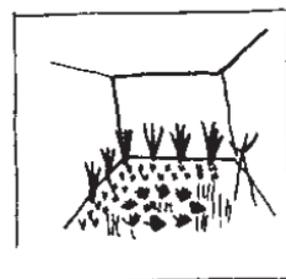


VOUS POUVEZ FAIRE POUSSER
QUELQUES ALIMENTS DE RÉSERVE
DANS VOTRE JARDIN,
DANS VOTRE COUR.



MÊME UN TRÈS PETIT CARRÉ DE TERRE
PEUT PRODUIRE POUR VOUS

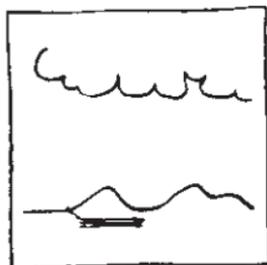
QUELQUES LÉGUMES,
DU MAÏS, DU MILLET,
VOUS POUVEZ ÉLEVER LA QUELQUES POULETS
OU UN PETIT MOUTON, OU UNE CHEVRE.



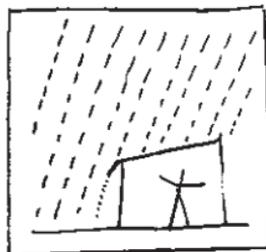
UN JARDIN POTAGER,
UN ARBRE FRUITIER.

EN PLUS D'ÊTRE UTILES,
PEUVENT AUSSI ÊTRE AGRÉABLES À REGARDER

Le bidonvillage utilise la toiture en commun comme collecteur d'eau de pluie, l'eau captée est dirigée vers les réservoirs.

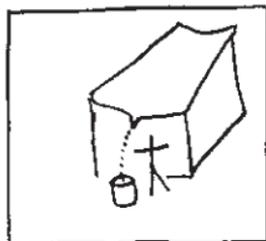


L'EAU VIENT DES NUAGES
SOUS FORME DE PLUIE
ET S'EMMAGASINE DANS LES CAVITÉS SOUS TERRE.
LES SOURCES VIENNENT DE CES EAUX SOUTERRAINES



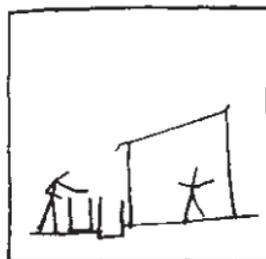
LA PLUIE NE TOMBE PAS DANS VOTRE MAISON...
GRACE À VOTRE TOIT.

MAIS UN TOIT N'EST PAS SEULEMENT UN PARAPLUIE
IL PEUT AUSSI SERVIR
COMME COLLECTEUR D'EAU DE PLUIE,



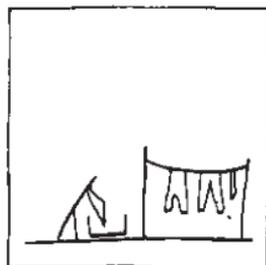
CELA DÉPEND DE LA FORME DU TOIT.

POUR VOUS SERVIR DE VOTRE TOIT
COMME COLLECTEUR D'EAU:
VOUS POUVEZ AJOUTER UN SIMPLE BASSIN
EN DESSOUS
(UN TONNEAU PAR EXEMPLE),



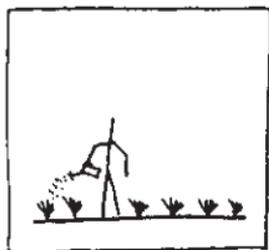
ET QUAND LE BASSIN SERA REMPLI
DE L'EAU DE PLUIE
RECUEILLIE DE VOTRE TOIT

VOUS POSSÉDÉREZ UNE RÉSERVE D'EAU
POUR LES USAGES MÉNAGÈRES

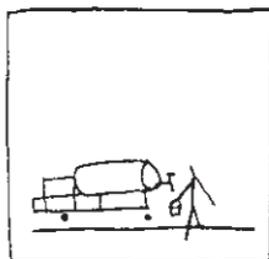


L'EAU DE PLUIE RECUEILLIE
PEUT SERVIR

POUR SE LAVÉR
ET POUR FAIRE LA LESSIVE



ET POUR ARROSER LE JARDIN.



QUANT À L'EAU POTABLE
(CHACUN BOIT 1-2 LITRES PAR JOUR)

ELLE PEUT ÊTRE DISTRIBUÉE
DE DIFFÉRENTES FAÇONS :

EN BOUTEILLES,
PAR CAMIONS CITERNES

SI LE RÉSEAU D'ALIMENTATION D'EAU
NE FONCTIONNE PAS.

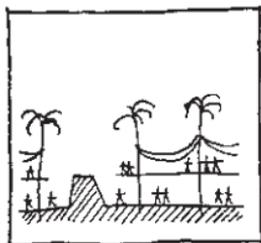
Le cloisonnement entre les bidonvillages remplit plus d'un rôle. Il reçoit tout d'abord sa justification en tant que « digue de sécurité » (contre l'eau et le feu) et il incite ainsi à la solidarité pour la défense commune. De plus les digues diminuent la tentation à la compétition car elles masquent ce qui se passe chez les autres groupes (on ne peut pas comparer). Images extraites de : *Comment habiter la terre.*

LES "BIDONVILLAGES"
(À L'INVERSE DES BIDONVILLES TROP INTENDUS)
SONT SÉPARÉS LES UNS DES AUTRES,
COMME LES VILLAGES.



CHACQUE BIDONVILLAGE (OU VILLAGE URBAIN)
EST UNE UNITÉ DE SOLIDARITÉ,
COMPARTIMENT PROTÉGÉ DE L'EXTÉRIEUR.

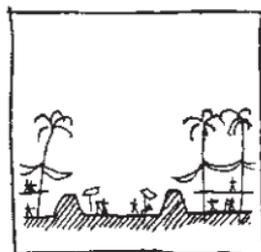
SÉPARÉ, VISUELEMENT MÊME, SI C'EST POSSIBLE.



DES DIGUES, QUI FORMENT DES REMPARTS
ET PROTÈGENT AUSSI BIEN
CONTRE LES INONDATIONS
LES INCURSIONS QUE CONTRE LE FEU.

(OU CONTRE LA COMPÉTITION)

FERMENT CHAQUE BIDONVILLAGE.

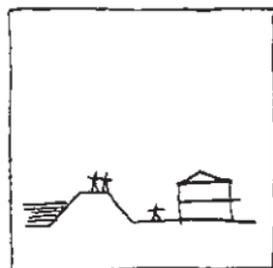


LES TERRAINS LIBRES (NO-MAN'S LAND)
AUTOUR DES VILLAGES,
ET EN DEHORS DES DIGUES,
LE LONG DES ROUTES INTERCOMMUNALES

DEVIENNENT LES "FRANK TERRAINS":
LES MARCHÉS
OÙ ONT LIEU LES ÉCHANGES INTERCOMMUNAUUX.

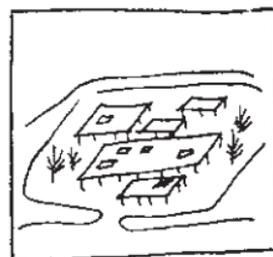
Les terrains neutres (*no man's land*) entre les remparts des différents villages, sont réservés à l'échange inter-village (marchés). C'est là aussi que passent les voies de circulation reliant les villages entre eux (infrastructure commune).

Images extraites de: *L'Habitat c'est l'affaire de tous, mais particulièrement la vôtre.*



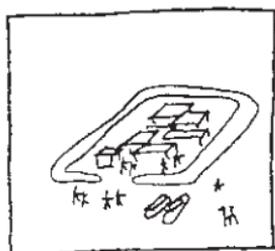
SI LES MAISONS NE SONT PAS SITUÉES
SUR UNE PENTE,
MAIS EN TERRAIN PLAT,

LES DIGUES
SONT LA MEILLEURE GARANTIE
CONTRE LES INONDATIONS.



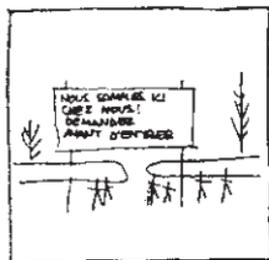
FAIRE UNE DIGUE
C'EST TRANSPORTER DE LA TERRE.
CE N'EST PAS TROP DIFFICILE.

UN GROUPE DE MAISONS,
UNE COMMUNAUTÉ ENTIÈRE
PEUT ÊTRE PROTÉGÉE
PAR DES DIGUES.



LES DIGUES NE SERVENT PAS UNIQUEMENT
À ÉVITER LES INONDATIONS,
ELLES SERVENT AUSSI, COMME TOUTES LES CLOTURES

À PROTÉGER VOTRE INTIMITÉ,
À GARANTIR VOTRE SÉCURITÉ.



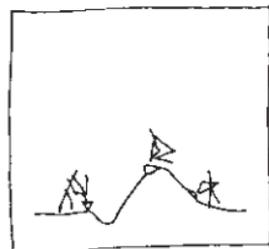
VOUS POURREZ PERMETTRE OU EMPECHER
L'ENTRÉE DES ÉTRANGERS

DANS VOTRE TERRITOIRE,
GRÂCE À DES DIGUES.



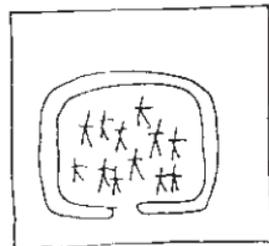
LUTTER CONTRE L'INONDATION,
CONSTRUIRE DES DIGUES ET CREUSER DES CANAUX

CRÉE UNE SOLIDARITÉ
ENTRE GENS MENACÉS PAR UN MÊME DANGER.



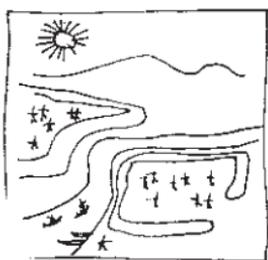
CETTE SOLIDARITÉ SE MANIFESTE
QUAND IL FAUT ENTRETIENIR LES DIGUES ET LES CANAUX

TOUT LE MONDE PEUT PÉRIR
SI UNE SEULE PERSONNE NE FAIT SON DEVOIR.



IL EST DONC IMPORTANT
QUE CHAQUE GROUPE QUI SE SENT SOLIDAIRE

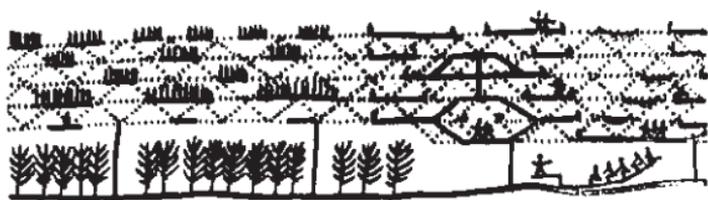
CONSTRUISE ET MAINTIENNE
SES PROPRES DIGUES ET SES PROPRES CANAUX
CONTRE L'INONDATION.



C'EST MEILLEUR QUE DE DÉCIDER
LA DISPOSITION DES DIQUES
EN FONCTION DES ACCIDENTS DU TERRAIN
UNIQUEMENT.

IL FAUT CONNAÎTRE AVANT TOUT
LES LIENS DE SOLIDARITÉ QUI UNISSENT LES GROUPES.

L'agriculture urbaine, totalement négligée par l'urbanisme moderne des villes riches, peut renaître. Elle peut prendre deux aspects: dans la ville riche, elle peut être utile pour les produits (primeurs) dont le transport et le stockage sont coûteux (à cause de la fragilité de ces produits). S'ils poussent dans la ville même, le coût du transport, à travers la ville, est bien moindre; et si certaines petites communautés les cultivent pour eux-mêmes, leur production représentera un pas vers l'autarcie.



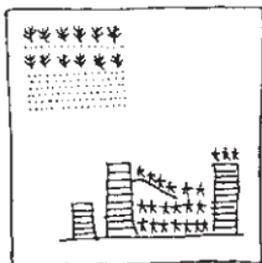
40 m² assure l'alimentation
d'un habitant;

20 m² assure le logement
d'un habitant;
10 m² suffit pour sa vie
publique.

(Dessin datant de 1959)

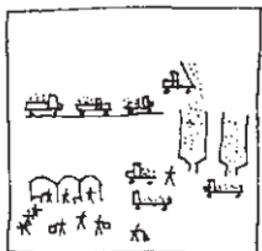
L'autre aspect est celui, provoqué par la pénurie: on produit alors la nourriture dans la ville, simplement pour avoir de quoi manger.

Images extraites de : *Comment habiter la terre.*



QU'EST CE QUE L'AGRICULTURE URBAINE ?

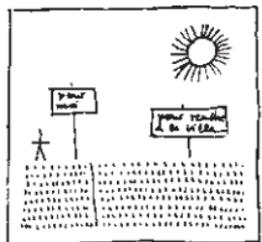
NOUS SOMMES HABITUÉS À L'IDÉE
QUE LA SURVIE DE LA VILLE
DÉPEND DES PRODUITS ALIMENTAIRES
APPORTÉS DE LA CAMPAGNE ;



CE QUI REPRÉSENTE TROP DE TRANSPORT,
TROP D'ENTREPÔTS ET TROP D'INTERMÉDIAIRES.

C'EST CHER
ET SI L'UN DES CHAÎNONS DU SYSTÈME
TOMBE EN PANNE,

LA VILLE EST AFFAMÉE.



D'AUTRE PART,
LA VILLE EST LA PLUS GRANDE CONSOMMATRICE
DES PRODUITS AGRICOLES.

SI LA VILLE N'EXISTAIT PAS,
LES AGRICULTEURS
NE DEVRAIENT PAS PRODUIRE UN SURPLUS.

ET SI LA VILLE NE DÉPENDAIT PAS
DE LA CAMPAGNE ?

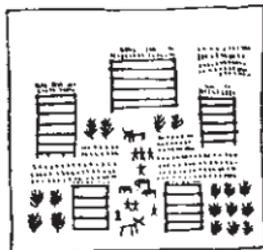
SI LA VILLE POUVAIT PRODUIRE
SA PROPRE NOURRITURE ?

SI LA VILLE DÉPENDAIT MOINS
DES TRANSPORTS,
DES ENTREPÔTS,
DES INTERMÉDIAIRES ?

LE BUT DE L'AGRICULTURE URBAINE
EST DE FAIRE NOURRIR LA VILLE PAR ELLE-MÊME.

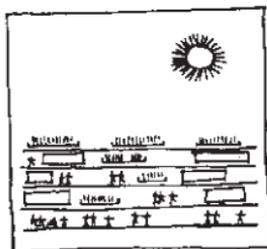
NOUS POURRIONS ORGANISER AUTREMENT
LA SURVIE DES VILLES.

POUR LES CÉRÉALES,
QUI SONT FACILES À TRANSPORTER
ET FACILES À ENTREPOSER.
LE SYSTÈME HABITUEL PEUT ÊTRE MAINTENU.



PAR CONTRE,
LE TRANSPORT ET LE STOCKAGE
DES PRODUITS PÉRISSABLES
(LÉGUMES, LAIT, ŒUFS, ETC)
SONT TRÈS CÔUTEUX.

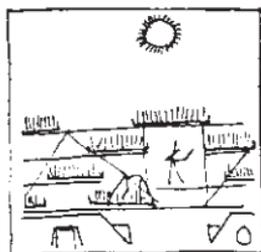
IL SERAIT DONC LOGIQUE, ÉCONOMIQUEMENT PARLANT,
DE LES PRODUIRE DANS LA VILLE MÊME,
EN CONVERTESSANT LES SURFACES DISPONIBLES
EN JARDINS POTAGERS, SERRES ETC.



LES TOITS DE LA VILLE
LES COURS, ETC.
PEUVENT ÊTRE TRANSFORMÉS
EN „SERRES - ÉTAGÈRES“,

OÙ LES PLANTES POURRAIENT CROÎTRE,
PROTÉGÉES CONTRE LA RUDESSE DU CLIMAT,

ET TOUT EN DONNANT
DE L'OXYGÈNE
À L'AIR DE LA VILLE.



LA SURFACE „CULTIVABLE“
DANS LES „SERRES - ÉTAGÈRES“
PEUT ÊTRE
LE TRIPLE OU LE QUADRUPLE
DE LA SURFACE ORIGINALE.

NOUS TROUVONS NORMAL D'ENTREtenir
DES TERRASSES ET DES JARDINS DÉCORATIFS
DANS LES VILLES :

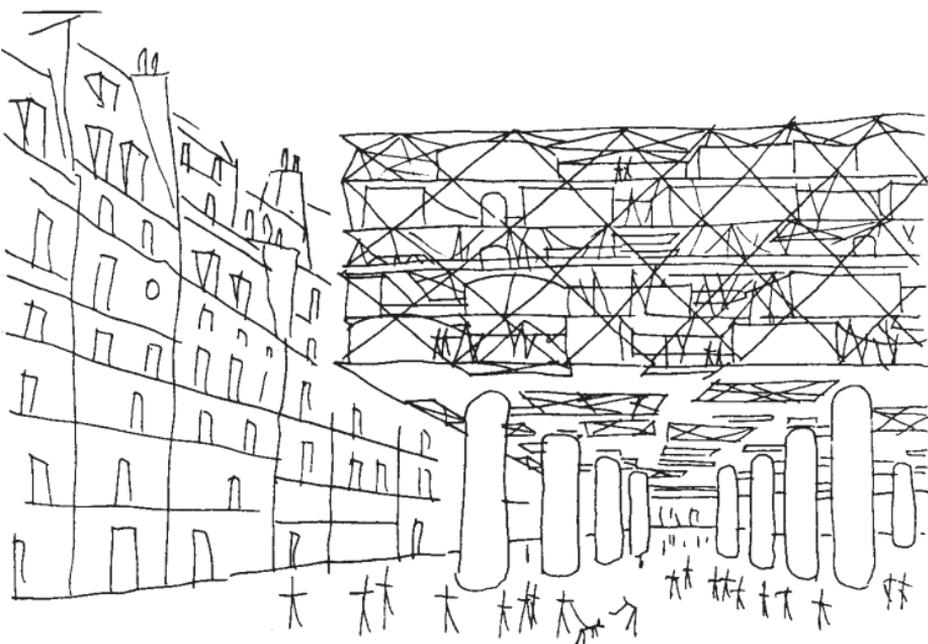
EST-CE QUE LES JARDINS POTAGERS SONT LAIDS ?

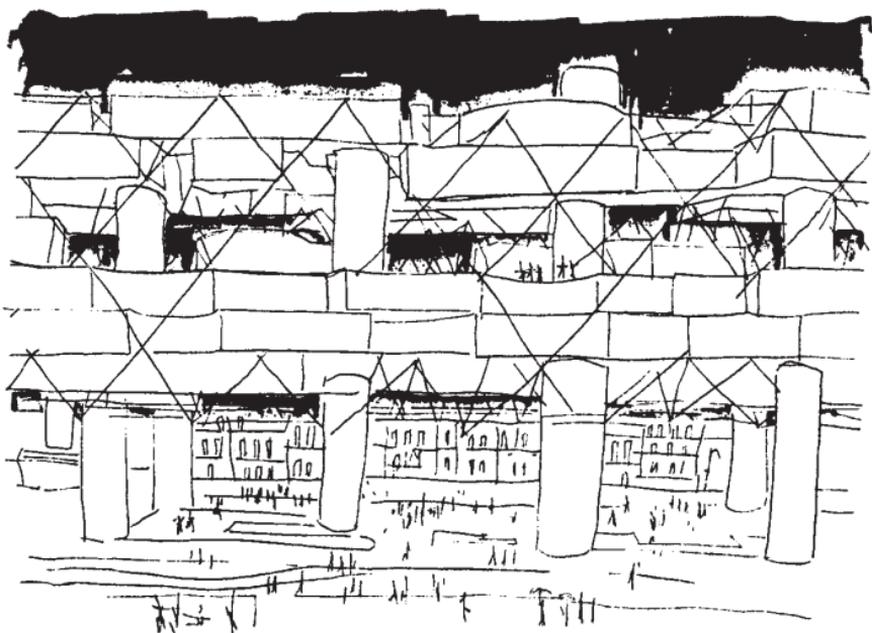
Le toit commun dans la ville riche.

Ces projets ont tous un facteur commun : le bâtiment public (musée, bureaux, etc.) est inséré dans l'infrastructure qui sert de couverture à une place publique. Faire

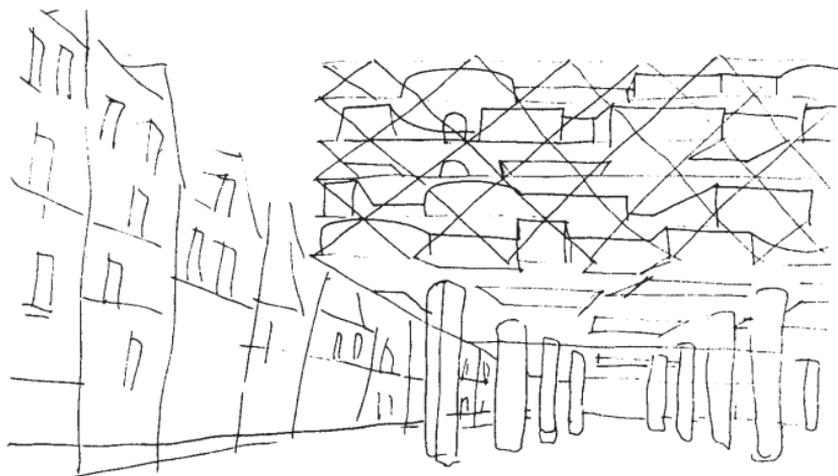
payer par le commanditaire du bâtiment la place publique couverte est une politique logique, rendue possible par la technologie de l'infrastructure spatiale. La place publique couverte (de la basilique romaine aux propositions illustrées ici) est, par excellence, l'endroit où les « choses se passent ». Le cœur de la cité. La ville riche n'a pas de cœur, car les places couvertes privées ne manquent pas dans les appartements et l'habitant de la ville riche a, chez lui, la place couverte, semi-publique, de réception. Par contre dans les villes pauvres, la place publique couverte est importante, car l'habitant n'a pas assez de place chez lui pour recevoir ses amis.

Ces projets qui ont été faits pour des villes riches (ou des villes pauvres qui voulaient sembler riches) n'ont pas été acceptés, car les commanditaires ne voulaient pas d'une place publique couverte : ils préfèrent en général commanditer un monument élevé devant une place afin que le monument puisse être admiré – ils n'ont pas voulu de monuments qu'on ne puisse pas admirer.

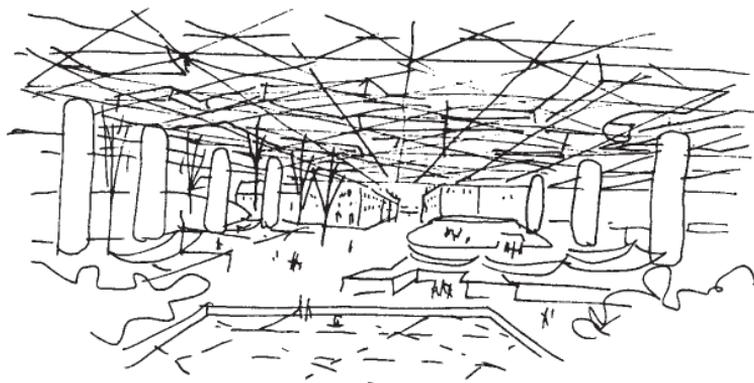




Mon projet pour le plateau Beaubourg était aussi une place couverte, sorte de basilique populaire. Le musée ne servait que d'excuse, et il était – dans le projet – installé aux étages supérieurs, l'infrastructure spatiale rendant possible si nécessaire la transformation des étages pour tout usage souhaité (j'ai même fait la variante montrant la transformation d'un étage en logements).

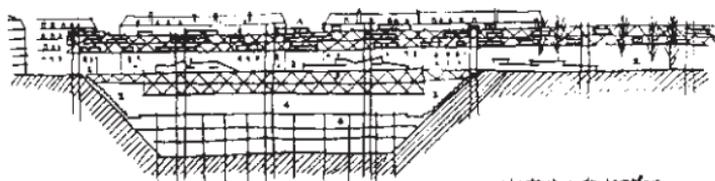


Le « parapluie » des Halles



La place couverte d'où, partout, on découvre les façades des bâtiments qui entourent le monument, était également le projet pilote du vrai théâtre urbain, où les visiteurs peuvent jouer d'autres rôles que celui de passants et de figurants.

« L'animation urbaine », n'implique pas la seule action des animateurs ; elle nécessite aussi un « lieu de spectacle ». Dans toutes les civilisations et de tous les temps, ce lieu a été la place couverte.



Coupe de principe
du Parapluie des Halles

1. infrastructure du parapluie contenant des espaces utilisés (lieux de travail)
2. places publiques couvertes
3. gradins et scènes le long de la périphérie du trou des halles
4. place publique comme « scène »
5. centre commercial ou autre
6. parking souterrain

Coupe du parapluie des Halles. 1. Infrastructure du parapluie contenant des espaces utilisés (lieux de travail). 2. places publiques couvertes. 3. gradins et scènes le long de la périphérie du trou des halles. 4. Place publique inférieure. 5 Centre commercial ou autre. 6. Parking souterrains.

CHAPITRE VI

QUE FAIRE ?

Diffuser l'information.

Après ces longues réflexions, il me faut parler de ce qu'on peut réellement faire, face à la situation que je viens d'analyser, sinon mon attitude serait tout à fait contradictoire avec les buts que je vise en écrivant ce livre. Mais ce serait une erreur encore plus grave que de venir maintenant avec des propositions du genre de celles que j'ai appelées « bien intentionnées mais inapplicables, car non communicables ». La réponse à la question : « que faire maintenant ? » doit contenir un programme qu'il serait possible de commencer dès demain matin (si l'on n'est pas trop velléitaire ou trop vieux pour agir). Il me paraît évident que le premier pas à faire est de diffuser l'information.

Quelle information et comment ? Pour que l'information puisse aider à l'architecture de survie, elle doit répondre à trois caractéristiques principales :

- a) elle ne doit pas être didactique.
- b) elle doit être exprimée dans un langage simple.
- c) elle doit être véhiculée par un support simple et bon marché.

Examinons ces caractéristiques plus en détail.

L'information ne doit pas être didactique dans le sens où l'est l'enseignement primaire actuel. Un

enseignement, dans le sens courant du mot, transmet une expérience bien établie en essayant de faire naître une routine quelconque chez l'enseigné. Ainsi, l'enseignement de l'écriture crée la routine de la connaissance de certains symboles (les lettres) et des règles qui les gouvernent : celui qui « apprend à écrire », en réalité, n'apprend « qu'à écrire en français » (par exemple) et il ne comprendra pas l'écriture cyrillique, arabe, hindie ou chinoise. Il entre donc en possession de la routine appelée « écriture française ». La situation est la même quant à l'enseignement de l'arithmétique, etc.

L'information dont je veux parler dans ce livre est antididactique et tout à fait différente, car son but est d'inciter celui qui la reçoit à une « anti-routine ». Toutes les activités relevant de la survie (comme la plupart des sports) impliquent l'entraînement à cette anti-routine : il s'agit d'inventer la solution qui répondra le mieux à des situations imprévues ou inattendues. Un animal qui chasse possède sa routine, mais il est très souvent obligé d'en improviser une autre si sa proie change de tactique. Au départ, l'information incitant à l'anti-routine met l'accent sur le fait qu'il n'existe aucune recette sûre.

L'information non didactique est une information qui ne concerne que les choses qui ne varient jamais, c'est-à-dire les lois naturelles. Les gens connaissent ces lois naturelles sans même s'en rendre compte. L'information utile les explique. Par exemple, si j'affirme que le toit est la partie la plus importante d'un bâtiment (dans certains contextes), ou que les murs et les toits peuvent être indépendants les uns des autres, ou que le toit est un collecteur naturel de l'eau, je dis des

choses que tout le monde sait, mais auxquelles personne ne pense, parce que l'enseignement didactique a involontairement caché ces faits en leur ajoutant trop de recettes. Je suis obligé de les ré-exprimer sous leur forme la plus simple, afin de laisser à l'habitant l'initiative de réinventer les recettes qui lui conviendront le mieux.

L'information non didactique ne suffit pas. Elle doit être, en plus, exprimée dans un langage simple et condensé. L'habitant ne souhaite pas être un savant et il ne lira pas des centaines de volumes : soixante à cent pages, c'est une dimension limite et ces pages doivent contenir le maximum d'informations. Mais une telle condensation semble toujours être aride et ennuyeuse et si nous y rajoutons « l'anecdote » pour la rendre plus attrayante, alors elle devient encombrante.

Il reste donc la bande dessinée, c'est-à-dire un texte très condensé, illustré par des images faciles à lire. J'ai fait de nombreux manuels pour le Tiers-Monde et aussi pour l'Occident, manuels englobant pratiquement tous les sujets évoqués dans ce livre : l'autoplanification individuelle et collective, l'urbanisme, la nourriture, l'économie fondée sur le troc, le groupe critique et le monde pauvre. Tous sont plus courts que ce livre sans, pour autant, être moins complets. Ils sont faciles à lire et pas nécessairement ennuyeux. En fonction de mon expérience, je crois pouvoir dire que les gens simples ont aimé les lire, parce qu'ils les ont facilement compris, et aussi parce qu'ils ont senti que ces manuels ne leur imposaient pas de recettes. Par contre, les intellectuels se sont souvent montrés hostiles à ce genre de livre, car

un intellectuel n'accepte pas de très bon cœur que ce qui l'intéresse ne soit pas difficile et complexe.

L'information non didactique et exprimée simplement n'est, au départ, qu'un manuscrit. Pour qu'elle devienne réellement une information, il faut qu'elle soit véhiculée jusqu'à ceux à qui elle peut être utile. Il faut donc qu'elle soit diffusée. Diffuser un manuel sous forme de livre est déjà difficile dans un pays industrialisé où la fabrication et la diffusion d'un livre sont très coûteuses. Utiliser les médias audiovisuels est encore plus difficile et coûteux.

Reste donc l'affiche. Un manuel peut devenir un livre, mais si ses pages sont affichées sur des murs dans leur ordre logique, nous avons alors un journal de mur, technique couramment utilisée au cours des 5.000 dernières années. S'il fallait imprimer un manuel pour un bidonvillage de 30.000 habitants, en adoptant la formule livre, 3.000 exemplaires au moins seraient nécessaires, ce qui serait beaucoup trop coûteux ; si l'on adoptait la formule audiovisuelle il faudrait alors au moins 1.000 équipements, ce qui serait encore plus coûteux. Par contre, 30 séries d'affiches peuvent faire l'affaire et demeurent accessibles à tout le monde, 24 heures sur 24. Les affiches peuvent être commentées, annotées et discutées beaucoup plus facilement que les livres ou les émissions audiovisuelles. En outre, c'est une technique bon marché, facile à réaliser et applicable immédiatement : l'opération « assurez votre survie » (*self help for survival*) que je propose comme action première, est à notre portée.

Nous avons déjà parlé auparavant de la question suivante : devrions-nous transformer les choses ou plutôt les garder telles quelles et transformer seulement notre manière de les utiliser ? Nous transformer nous-mêmes (jusqu'à un certain point) et nous adapter à l'environnement, au lieu d'essayer d'adapter l'environnement à nous-mêmes, voilà un adage qui pourrait bien être une règle biologique. Tous les animaux le font. Transformer les choses pour les adapter à nous et rester, nous-mêmes, aussi inchangés que possible, c'est là une formule qui peut être considérée comme la règle fondamentale de toute technologie. C'est cette règle qui a déterminé la conduite humaine durant des millénaires.

Il est bien évident (mais ces deux formules ne le montrent pas assez) que les deux règles que nous venons d'énoncer ne sont pas indépendantes l'une de l'autre : tous les êtres vivants mettent, à la fois, ces deux comportements en pratique. Les plantes des premières époques de la terre, par exemple, étaient parfaitement adaptées au gaz carbonique de l'atmosphère – et ce sont elles qui, quelques millions d'années plus tard, ont transformé cette atmosphère en une autre atmosphère comprenant une partie non négligeable d'oxygène. Ces plantes, adaptées à leur environnement premier, l'ont transformé fondamentalement et, de ce fait, se sont transformées non moins fondamentalement elles-mêmes.

La technique de la survie demande le mélange de ces deux types de conduite (adaptation de l'organisme à l'environnement et adaptation de l'environnement à

l'organisme). Le savant dosage de ces deux attitudes devrait être le domaine d'une éco-technique (qui n'existe pas encore). Cette éco-technique de la survie, comme toute technique, devrait assurer un équilibre favorisant la survie de l'espèce (qui la met en pratique ou qui la conçoit). Un équilibre ne peut pas être établi autrement que par une intervention régulatrice qui se fasse en faveur des facteurs défavorisés. mais il est souvent plus facile de stopper la surcroissance d'un élément qui vient envahir un écosystème (élément qui devient alors nuisible) que d'aider au développement d'un élément défavorisé, élément qui, lui, est pourtant indispensable pour l'espèce qui met l'éco-technique en pratique. L'attitude écologiste qui consiste à stopper la surcroissance d'un élément de l'écosystème, considéré comme nuisible, est donc une attitude conservatrice qui, souvent, n'est pas efficace : le processus ne sera pas changé si les écologistes ne se donnent pas la peine de se préoccuper des éléments défavorisés de l'écosystème. Si nous rapprochons cette situation de celle de l'architecture de survie, nous allons nous trouver devant d'intéressantes constatations.

L'élément envahissant l'écosystème est bel et bien l'ensemble de l'habitat humain (les constructions aussi bien que les zones agraires) et l'accroissement des zones construites et des zones agraires menace de détruire cet écosystème (nous l'avons déjà vu). Pourtant (comme nous l'avons vu aussi), l'accroissement des zones construites et des zones agraires n'est pas encore suffisant, loin de là, pour assurer la survivance de populations sans cesse croissantes, si cette survivance se définit suivant les standards adoptés

aujourd'hui par les pays industrialisés (et les pays non industrialisés ont malheureusement adopté ces mêmes standards comme buts, bien qu'on sache d'avance qu'ils sont trompeurs et destructeurs).

En nous référant aux deux règles simples dont nous avons parlé plus haut, nous pourrions remédier à cette situation par l'application des schémas suivants :

- a) arrêter la croissance de l'humanité ;
- b) réduire le standard de vie ;
- c) continuer à nous comporter comme nous l'avons toujours fait et, en même temps, préparer l'adaptation de l'animal humain à l'appauvrissement potentiel de la planète ;
- d) essayer de cloisonner la planète, pour que chaque région puisse suivre le schéma qui lui convient tout en admettant la possibilité de conflits entre régions.

En examinant de plus près ces quatre schémas, nous allons nous apercevoir qu'ils ne diffèrent, du point de vue de la conception, qu'en très peu de points de nos quatre schémas impliquant un changement assez radical du comportement humain et, à l'exception du schéma *c*, ils ne demandent que très peu de changements à opérer sur l'environnement. (Et encore, l'application même du schéma *c*) ne modifiera l'environnement que pour une courte durée, étant bien entendu qu'il faudra payer la facture après coup.) La solution qui semble donc être, aujourd'hui, la plus acceptable, serait de changer l'utilisation de la planète, dans le détail, plutôt que de vouloir transformer la planète elle-même.

Regardons maintenant, afin de clarifier la question, quelles sont les possibilités de réalisation de

chaque schéma (compte tenu des difficultés de la communication que nous avons déjà examinées).

a) **ARRÊTER LA CROISSANCE** démographique de l'humanité ne semble pas être facile. Dans un pays pauvre, « l'élevage » des enfants est une technique agraire comme une autre. Dans un élevage, les animaux doivent se multiplier, puis on les élève, et on les exploite. Les enfants sont, à ce titre, aussi nécessaires que les animaux ; par leur travail ils aident les familles à survivre et, à leur tour, survivront grâce à l'aide de leurs enfants. Cette technique fait partie de la routine établie depuis toujours, et seule une catastrophe pourrait dissuader les gens de l'appliquer. (C'est toujours et seulement en cas de catastrophe qu'une technique dépassée est finalement abandonnée.) L'arrêt de la croissance n'est donc ni possible ni souhaitable à cause du prix à payer (s'il n'est réalisable que par le biais de catastrophes).

b) **RÉDUIRE LE STANDARD DE VIE** par consensus semble également impossible aussi bien dans les pays riches – car personne ne renoncera à la richesse – que dans les pays pauvres (où il ne s'agirait pas d'un renoncement à la richesse mais seulement d'une acceptation du standard actuel, s'il est acceptable) car il n'y aura, nulle part, volonté de renoncer à ses ambitions. Quel politicien du Tiers-Monde oserait dire aux habitants de son pays qu'il faut arrêter le développement et renoncer à chercher les moyens d'obtenir la « richesse », richesse qu'on fait miroiter tous les jours devant leurs yeux, sous forme d'images importées et diffusées par les médias ou étalées par les touristes ! La réduction préméditée du standard de vie est impossible ; elle ne peut venir que de la pression résul-

tant de pénuries sévères, et cette pression est toujours cause de conflits meurtriers entre groupes humains qui s'entre-tuent pour des ressources sans cesse décroissantes. La réalisation de ce schéma est donc pratiquement impossible ; de plus, elle n'est pas plus souhaitable que celle du précédent schéma à cause du prix à payer.

c) CONTINUER LA POLITIQUE DU DÉVELOPPEMENT, en se préparant à accepter l'idée de l'appauvrissement général de la planète (acceptation entraîne adaptation) est, par contre, parfaitement réalisable et, d'ailleurs, en partie en train de se réaliser. La difficulté présentée par ce schéma vient du fait que la première étape (continuer la politique actuelle du développement) se pratique allégrement alors que la deuxième étape est plutôt négligée. Ce que j'ai appelé l'architecture de survie est, en fait, la discipline que représente cette deuxième étape : savoir comment préparer et utiliser le bateau de sauvetage. Ce schéma est possible sans que le prix à payer soit trop élevé ; quant à savoir comment le réaliser, nous avons déjà parlé des méthodes de diffusion de l'information dont on peut se servir.

d) CLOISONNER LA PLANÈTE (ce qu'on aime appeler la régionalisation, sans trop définir le concept autrement qu'en tant que manœuvre politique) est faisable aussi, et la moindre pénurie dont nous aurons à souffrir nous y conduira. Mais comment y arriver sans nous débarrasser des idées planétaristes, c'est plus difficile à concevoir. À mon avis, ceux qui se sentiront abandonnés par le pouvoir devenant de plus en plus nombreux, ce simple fait les convaincra de se regrouper dans leurs communautés « bateaux de sauvetage » : les bidonvilles en sont le meilleur exemple.

Ce schéma *d* est donc, lui aussi possible et il pourrait accompagner le schéma précédent, mais pour qu'il se déroule dans le calme, une diffusion d'informations est nécessaire. Cette information devrait peut-être accentuer le patriotisme de clocher en l'opposant au patriotisme traditionnel, en encourageant les gens à agir suivant leur bon sens et à l'encontre du conditionnement qu'ils reçoivent dans les écoles. Nous préparer nous-mêmes à l'idée de l'appauvrissement, penser aux petites organisations, moins construire et mieux utiliser « ce qui existe » pourrait donc représenter une proposition réaliste qui correspondrait à nos deux schémas possibles.

La réponse de l'architecture de survie aux problèmes courants serait donc : construire moins, mais apprendre à habiter autrement, exploiter moins nos champs, mais par contre, apprendre à réviser nos critères de la « comestibilité » ; vivre dans les villes où nous vivons, mais nous organiser avec moins de circulation et vivre dans notre village urbain, isolé des autres villages urbains, éloignés de nous par la distance. Qu'on ne me comprenne pas de travers. Cette proposition n'est pas une renonciation à un certain niveau de vie, quand je dis « habiter autrement » je pense, par exemple, avoir moins de surface construite inutilisée (beaucoup de nos surfaces habitables ne « servent à rien » la plupart du temps). Dans un autre de mes livres¹, j'ai mentionné qu'une chambre d'un appartement parisien (par exemple) n'est utilisée qu'à 30% du temps, une salle de bains à 8%; quant à la situation avec les objets, elle est pire

1. *Pour une architecture scientifique, cit.*

encore : vous utilisez une fourchette à 5% du temps, ce qui veut dire que la fourchette « attend » d'être utilisée 22 heures et demie – le reste du temps elle attend dans son « dortoir » (le tiroir). 80% de la surface construite, dans les pays industrialisés, sert de dortoir aux objets ou encore est réservé pour une utilisation spécialisée (salle de bains, placard, W.C.). Un mode d'utilisation différent pourrait sans doute assurer à chacun le toit dont il a besoin, sans qu'il soit nécessaire de construire du neuf. Vous demanderez : mais comment faire ? Quand j'ai parlé du bidonville comme laboratoire de l'avenir, c'est ce que je voulais dire. L'habitant du bidonville, le paysan, le démuné, celui qui vit dans les pays dits « exotiques », est en train de *réinventer la manière d'habiter* qui conduira à un nouvel art d'habiter. Et c'est la raison pour laquelle j'ai commencé ce livre en parlant de l'autoplanification : c'est vous qui l'inventerez. Vous le faites déjà durant les vacances dans vos chalets ou au Club Méditerranée, etc.

Inventer une nouvelle nourriture, ce n'est pas, non plus, renoncer aux plaisirs de la table. Les escargots, les huîtres, devenus aujourd'hui des aliments de riches, étaient autrefois la nourriture des pauvres, des aliments méprisés. La fermentation (fromages, vins), la conservation en saumure, le séchage, le meulage, etc. sont des techniques qui transforment des produits non comestibles en produits comestibles, tout en faisant ressortir les qualités gastronomiques de ces produits. Est-il possible de cultiver, en ville, certaines de ces plantes ? Pourquoi pas ? L'agriculture urbaine peut être tentée avec certaines variétés de plantes comestibles (certains petits animaux peuvent, aussi, être éle-

vés en ville). En cours d'expérience, certaines variétés, adaptées à l'environnement, pourront sans doute être trouvées – des champignons, des arbustes à feuilles « comestibilisables ». Certains animaux se nourrissent presque uniquement de détritrus : la « vache sacrée » en Inde est bien souvent un animal urbain. J'ai reçu il y a peu de temps une étonnante information : dans la région parisienne survivent un demi-million de renards : je ne veux pas dire par là que le renard soit nécessairement comestible, mais il est intéressant d'apprendre qu'un animal sauvage peut, lui aussi, « s'urbaniser ». Nous pourrions peut-être trouver, un jour, de nouvelles espèces « urbanisables ». C'est une idée à creuser.

Enfin, nous en arrivons au village urbain. Mais il est déjà là : c'est votre épicier, le facteur, le patron du bistrot ou tout autre voisin. Ce sont les gens que vous rencontrez tous les jours. Vous ne sortez de votre village urbain que pour travailler et, quand vous êtes chômeur, vous vous éloignez moins régulièrement et moins fréquemment de votre quartier. Je n'ai aucune illusion quant au chômage dans le système actuel : il ne peut qu'augmenter. Le chômeur se transforme alors rapidement en « villageois urbain » et s'invente tôt ou tard une occupation marginale, utile à son village – et nous voilà de retour au « laboratoire bidonville », où ce phénomène est courant. De chômeur en bricoleur, de bricoleur en artisan, il n'y a qu'un pas et c'est un développement naturel. Ce sont des attitudes qui sont en train d'apparaître mais, pour transformer le mal en bien, nous devons nous débarrasser du conditionnement que nous avons subi.

Accepter l'imprévu.

Le troisième précepte important pour préparer l'architecture de survie (ou plutôt la survie tout court) est l'acceptation du fait que l'avenir ne puisse pas être prévu. Accepter l'imprévu, c'est faire preuve, à la fois, d'humilité et de pragmatisme, de plus c'est inévitable, si l'on se réfère à la fiabilité très réduite des méthodes de prévisions actuelles. Ce précepte, accepter l'imprévu, est pourtant couramment négligé et même écarté de l'enseignement (surtout en France) au lieu de servir de base à la formation. L'école d'aujourd'hui est sécurisante : elle préconise des méthodes d'enseignement considérées comme infaillibles et entraîne les élèves à agir automatiquement, sans réfléchir, face à des situations jugées, par l'école, prévues ou prévisibles. L'enseignement, en résumé, installe une *routine*.

La réalité, aujourd'hui, a malheureusement bien peu de rapport avec cette routine. Nos illusions de richesse, de possibilité de communication, de gouvernement paternellement bienveillant (capable de résoudre pour nous tous nos problèmes) s'envolent en fumée alors que nous nous trouvons de plus en plus fréquemment confrontés à des situations imprévues ; l'école, qui n'y prépare pas, fait faillite ; cette situation pourrait sembler du plus haut comique, n'était le fait qu'il s'agit de notre survivance (le comique, dans le théâtre français, est fondé sur le comportement assuré d'un personnage qui, pas une seconde, n'envisage l'imprévu qui, inévitablement, va lui tomber sur la tête et le tourner en ridicule).

Une éducation préparant à « l'anti-routine » est

indispensable aujourd'hui. Malheureusement, cette sorte d'éducation est encore plus qu'inexplorée. L'anti-routine, c'est la recherche de chemins nouveaux pour résoudre des problèmes nouveaux, non pas comme le ferait l'artiste qui se sent unique en son genre, mais plutôt comme le ferait l'alpiniste sur le qui-vive qui sait qu'une seule erreur de sa part peut lui être fatale. Être prêt à improviser à n'importe quel moment, voilà l'anti-routine exigée par les lois de la survie. Cette anti-routine s'apprend elle aussi, tout comme la routine ordinaire.

La routine est le plus grave défaut de toutes les planifications qui sont toujours fondées sur une hypothèse. Si l'hypothèse se révèle fausse, que se passe-t-il ? Le planificateur a une excuse toute prête : il s'est trouvé devant un événement inattendu, un cas de force majeure. Cette force majeure est une excuse acceptable quand il s'agit d'un événement qui peut être répété – une partie de cartes, par exemple. Dans ce cas, celui qui perd (parce qu'il a reçu de mauvaises cartes) peut accuser l'inattendu et espérer corriger son jeu à la prochaine distribution de cartes. Mais l'inattendu reçoit un poids bien différent quand l'enjeu de la partie est la vie du joueur, même si la redistribution des cartes est possible ; dans ce cas, l'inattendu qui peut faire perdre la partie au joueur, peut aussi lui coûter la vie (et à quoi bon alors parler de redistribution des cartes).

Attendre l'inattendu implique donc aussi le fait d'avoir conscience que certaines expériences ou certaines ripostes à des situations imprévues ne sont pas renouvelables si l'on s'est trompé en les employant. Ces expériences, ces stratégies ne peuvent donc pas

être préconçues ou résulter d'un entraînement routinier : au contraire, on doit savoir d'avance qu'il faut être toujours prêt à inventer sur-le-champ une riposte ou une stratégie de remplacement. Il est possible de trouver des chemins pour préparer à cette anti-routine que nous appliquons cent fois par jour. Chaque fois que vous traversez la chaussée, vous considérez que l'imprévu est possible, vous le faites mille fois, mais une seule erreur suffirait pour produire une fatalité qui ne permettrait plus de retraverser la chaussée correctement.

Accepter l'inattendu et reconnaître son importance nous mène, une fois de plus, à la critique de la planification centrale, réalisée par des experts auxquels le « planifié » délègue son droit de décider lui-même de sa stratégie. Ce qui nous conduit directement à l'auto-planification en tant que riposte efficace. Pour en revenir à l'exemple de la traversée de la chaussée, nous pouvons comparer la planification centrale à un cerveau électronique qui saurait où vous voulez traverser et qui « connaîtrait » également toutes les voitures venant vers vous et vous les signalerait (ce qui n'est, à la rigueur, possible que dans le cas du chemin de fer) ; l'autoplanification, par contre, suppose que vous utilisiez votre propre cerveau pour traverser en un endroit où vous puissiez, de vos propres yeux, voir les voitures arriver de loin. Nous pouvons être préparés à l'autoplanification aussi facilement que nous apprenons à traverser les rues.

Si l'architecture de survie représente notre avenir, elle ne sera pas le fait de « l'architecte de survie » mais bien du « candidat à la survie » en personne.

Les guérillas de survie.

Si nous ne pouvons imaginer l'architecte de survie, ce professionnel qui réaliserait l'architecture de survie, il est légitime de se demander de qui donc relèvera ce vaste « programme modeste » ? Nous avons déjà répondu à cette question : c'est l'homme pour qui sa propre survie est nécessaire, qui se sent abandonné par les organisations et trompé par les experts. C'est lui, l'autoplanificateur, qui est seul capable de réinventer une architecture de survie. Nous l'avons appelé guérillero de la survie, car dans ce qu'on aime définir comme « la lutte pour la survie », il ne fait partie d'aucune grande armée organisée (ces grandes armées qui, d'ailleurs, succombent dans cette lutte comme dans bien d'autres) ; il essaie au contraire de soutenir une résistance individuelle, au jour le jour. Notre analyse a montré que ses chances de réussite, dans cette lutte, dépassent fortement celles des groupes hyper-organisés.

Pour expliquer les modes d'action et les chances de succès de l'individu cherchant à assurer sa survie, j'aime utiliser une image empruntée à la biologie. Si nous observons un organisme, le nôtre par exemple, nous allons voir que près de 90% des processus qui le maintiennent en vie se font au niveau cellulaire. Réparations locales, stockage de la nourriture, adaptation des cellules à une nouvelle tâche, sont le fait de chaque petit groupe de cellules locales qui essaie d'entretenir sa survie. Ces petits groupes de cellules, continuent même à fonctionner longtemps après la mort de l'organisme. Les organes, eux, n'assurent pas plus de 9% des processus permettant la survie : ils ne se

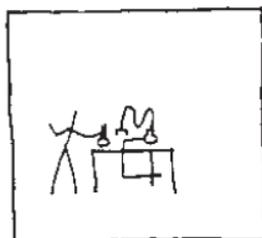
« soucient » pas de la survie de chaque cellule. Ils les sacrifieraient même sans remords, bien qu'ils soient très efficaces pour un certain nombre de tâches qu'ils sont censés assurer. Les organes eux-mêmes sont redondants et un organe peut en remplacer un autre – jusqu'à un certain point. Quant au centre nerveux conscient, le cerveau, son rôle dans la survie ne représente pas plus de 1% des processus. L'intelligence est sûrement très utile pour survivre, mais l'organisme peut très bien survivre avec une intelligence en veilleuse.

Dans l'architecture de la survie, le rôle des cellules – indispensable – c'est celui de la guérilla de survie, qui continue à assurer ce qui est nécessaire après que le cerveau et les organes ont été bloqués par la maladie. Le guérillero de survie, l'autoplanificateur, c'est celui qui invente comment s'abriter, comment réutiliser les constructions et les surfaces existantes, comment produire sa nourriture, comment s'organiser socialement. Il ne fait pas la guerre à la société industrielle, il l'ignore et il s'occupe de lui-même. (Nous sommes tous des guérilleros de survie à certains moments de notre vie.)

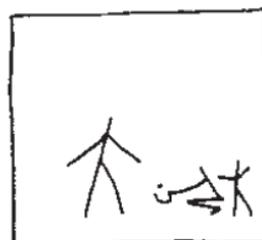
Ce livre lui est dédié et il est écrit pour le justifier, pour l'encourager, et pour montrer aux autres quelle pourrait être notre action pour le soutenir.

IMAGES POUR ILLUSTRER LE CHAPITRE VI

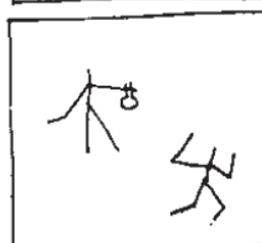
Les manuels et les bandes dessinées, outils pour la diffusion de l'information, ont déjà plusieurs fois servi d'illustration aux chapitres précédents. Voici une page de manuel extraite d'un pamphlet fait pour l'Unesco et qui sert exactement à expliciter la technique d'incitation à la créativité populaire (ici, dans le domaine des sciences).



LES SAVANTS QUI FONT DES RECHERCHES
DANS LES LABORATOIRES



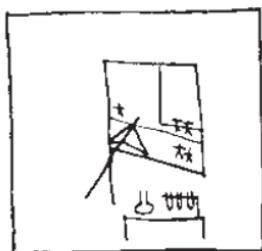
ONT SOUVENT L'INTENTION LOUABLE
D'ALLÉGER LES BESOINS HUMAINS,



MAIS LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE
NE PEUVENT ALLÉGER LES BESOINS
S'ILS NE SONT PAS APPLIQUÉS
PAR CEUX QUI SONT DANS LE BESOIN.



CEUX QUI SONT DANS LE BESOIN
SONT CEUX QUI SAVENT LE MIEUX
QUELS SONT LEURS BESOINS RÉELS.



LE SAVANT
N'ATTEINDRA PAS SON BUT
S'IL NE SAIT PAS
QUELS SONT LES BESOINS RÉELS DES GENS.



ET SON TRAVAIL RESTERA SANS RÉSULTAT
S'IL NE SAIT PAS
COMMENT LES GENS POURRAIENT
APPLIQUER CE QUI SORT DE SES RECHERCHES.



MAIS LES GENS NE PEUVENT PAS APPLIQUER
LE RÉSULTAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
S'ILS NE SAVENT RIEN
DE SON EXISTENCE,



OU SI LES MOYENS TECHNIQUES IMPLIQUÉS
SONT TELS
QU'ILS NE PEUVENT NI NE SAVENT
LES APPLIQUER.

CHAPITRE VII

EST-CE QUE CE SERA BEAU ?

L'architecture sans traces.

Afin de modérer l'agressivité possible de ce livre, j'essaie de prévoir, au début de chaque chapitre, les réactions éventuelles des lecteurs et de formuler moi-même les questions qu'ils pourraient poser. Je pense qu'on me dira : toutes ces réflexions très générales sont (peut-être) fort intéressantes, mais dans ce livre où il est beaucoup question de la pauvreté, de la nourriture, de la communication, il n'y a pas un mot sur l'architecture – non pas l'architecture des bidonvilles ou de la survie, mais le noble art de la poésie dans l'espace, dont nous conservons l'héritage, dans le monde entier, grâce à d'admirables monuments.

Pourtant, si nous appelions architecture le seul acte qui consiste à créer des monuments, il y aurait là déjà deux contradictions. En effet, la majorité des civilisations humaines n'aurait donc pas produit d'architecture, puisqu'il n'en reste aucune trace (même les Égyptiens, dont nous connaissons les sanctuaires et les monuments funéraires, construits pour la plupart dans l'abandon du désert, ont utilisé pour leur architecture profane des techniques qui n'ont pas laissé de traces et tout a complètement disparu, jusqu'à leurs palais). D'autre part, presque tous les monuments que

nous connaissons depuis l'Antiquité, sont loin d'être de l'architecture dans le sens « création artistique » : ce sont des objets militaires (remparts) ou utilitaires (aqueducs, ponts, etc.) – les sanctuaires sont les seules exceptions, c'est d'ailleurs pourquoi ceux qui se réfèrent à l'architecture de ce type, citent le plus souvent celle des temples.

Et pourtant, l'architecture civile n'est-elle pas architecture ? L'architecture civile, de tout temps, n'a-t-elle jamais été autre chose qu'une architecture de survie ? En réalité, l'architecture de survie est la plus ancienne branche du noble art de l'architecture. Mais elle a le défaut de ne pas laisser de traces. À mon avis, c'est plutôt là son avantage et l'architecture que nous recherchons aujourd'hui est celle qui laisse le moins de traces possible, tant par ses bâtiments que par leurs extensions (routes, conduits, etc.). L'architecture de survie laisse moins de traces que l'architecture de la civilisation industrielle : est-il alors justifié de parler de la ville enlaidie par les bidonvilles plutôt que de la ville détruisant l'harmonie des villages urbains ? On objectera que le bidonville n'est pas beau. C'est vrai, dans une certaine mesure et ce sera le sujet de ce chapitre ; mais le bidonville viole sûrement moins le paysage que ne le fait la ville, qui le viole à la fois esthétiquement et d'un point de vue écologique. Souvenons-nous de cela.

L'art comme communication.

Si nous parlons de l'esthétique en architecture, il va nous falloir tenir compte, toujours, de celui qui en

parle. Je connais des artistes étrangers à notre continent européen qui trouvent le gothique abominablement laid ; quant à nos artistes et à nos érudits, ils n'ont pas su se rendre compte, pendant des siècles, que l'art et l'architecture des Africains n'étaient nullement inférieurs à notre art et à notre architecture. J'aime considérer l'art comme une communication ; en conséquence de quoi j'estime le récepteur (celui qui regarde, celui qui reçoit la vision) plus important que l'émetteur (l'artiste). N'importe qui, ou n'importe quoi, peut être considéré comme émetteur d'un « message dont la beauté est euphorisante » à condition que celui qui reçoit le message y soit sensible. Un objet naturel (ou un objet façonné quelconque) devient un objet d'art à partir du moment où vous l'estimez comme tel.

Si nous considérons l'art comme une communication (pour désigner l'objet d'art, j'ai utilisé dans l'un de mes articles, l'expression « Objet chargé d'un message »), nous allons pouvoir relever quelques faits intéressants. Tout d'abord, nous observerons qu'un objet ne transmet pas nécessairement au récepteur (celui qui le regarde) le même message que celui que l'émetteur (artiste) a voulu transmettre. Autrement dit, une œuvre d'art trompe très souvent son créateur. De plus, nous constaterons aussi que deux observateurs ne « déchiffrent » pas le même message en contemplant le même objet d'art : l'objet d'art « trompe » donc son créateur de manière différente, suivant les observateurs. Pourtant un certain consensus existe en matière d'art ; nous avons souvent l'occasion de le constater, et nous pourrions aisément imaginer voir l'unanimité se faire autour des qualités

esthétiques d'un objet d'art. Mais espérer cette réaction collective, c'est oublier l'existence du critique d'art. Un critique d'art est un écrivain, ou un journaliste, chargé d'une mission : celle d'influencer le récepteur-observateur de l'objet d'art, qui doute de sa capacité à déchiffrer le message ; le critique d'art le persuadera que seul est valable son déchiffrement à lui, spécialiste de la compréhension de l'art. Entendons-nous bien : le propos du critique n'a rien de malhonnête (pas plus que ne le sont les intentions du journaliste spécialiste de tel ou tel genre d'événements et qui les commente pour nous) – mais honnêteté mise à part, le critique d'art influence très dangereusement les observateurs. En définitive, l'esthétique est donc fabriquée de toutes pièces par le critique d'art.

Les faits sont les mêmes quand il s'agit d'architecture et tout particulièrement d'architecture de survie. Dans le domaine de l'esthétique, en matière d'architecture, il y a deux façons de porter un jugement sur la beauté d'un bâtiment. Si c'est l'habitant qui juge, il « voit » son environnement architectural à travers sa propre routine (comme on voit la femme avec laquelle on vit) ; j'ai entendu, par exemple, des habitants de la Ruhr me déclarer qu'ils aimaient et la fumée et la grisaille de leurs murs, toutes choses qui choquent désagréablement le visiteur de passage. Quant à l'autre façon de porter un jugement sur l'esthétique architecturale, elle consiste à prendre un livre ou un article de journal et à se laisser influencer par le jugement et la routine du critique professionnel (qui juge l'architecture comme on juge une femme avec laquelle on ne vit pas). D'une façon ou d'une autre, le jugement esthétique est le résultat d'une manipulation : on est

influencé par la routine quotidienne ou par les médias.

Les bidonvilles ne sont pas beaux. Évidemment puisque vous n'y habitez pas, vous ne pouvez pas être influencés par la routine de ceux qui y habitent. Les bidonvilles ne sont pas beaux. Évidemment, la plupart des articles, essais et livres qui traitent du bidonville, expliquent qu'il ne *peut* pas être beau. Il ne *doit* pas être beau, c'est certain, puisque vous le comparez avec la belle architecture qui remplit vos livres d'art; mis en parallèle avec cette architecture-là, le bidonville devient laid.

Il y a pire – ce n'est pas seulement à cause de ces « influences » que le bidonville est considéré comme laid; le bidonville est « déshonorant », il est d'une laideur déshonorante et ses habitants le pensent aussi, sous l'influence du jugement des autres, et le ressentent. Alors que font-ils ? Ils essaient de copier les détails des bâtiments ou des intérieurs de ceux qu'ils considèrent être riches (comme nous cherchions autrefois à copier les bâtiments royaux ou les intérieurs aristocratiques) et le bidonville devient la parodie, la caricature de l'architecture bourgeoise, tout comme l'architecture bourgeoise l'était de celle de la classe noble. L'aspect de l'architecture de survie, dans le bidonville, ne plaît pas; et pourtant on en apprécie un autre aspect: les maisons anciennes qui tombent en ruines, ou encore les chaumières de village épargnées par le temps; parce qu'on a lu quelque part que ces ruines étaient belles.

Il y a pourtant une possibilité de donner au bidonville un aspect attrayant. Il faudrait, pour ce faire, que ceux qui l'habitent oublient la honte qu'ils ressentent

et qu'ils décorent leur environnement comme ils le font souvent au moment des fêtes ; ils retrouveraient peut-être leur fierté et l'architecture de survie réinventerait l'art comme communication. Pourquoi l'architecture n'utiliserait-elle pas le « décor éphémère » pour communiquer ? Un décor pour les jours gais, un autre pour les jours tristes – un décor qui se renouvelle comme le temps. Nous utilisons toute une gamme de mimiques pour communiquer nos humeurs ; pourquoi les villes n'utiliseraient-elles pas certaines sortes de mimiques périodiquement changées ?

Le plaisir de compléter.

Du point de vue psychologique, on pourrait définir le plaisir esthétique comme le « plaisir de compléter les choses ». Une forme, une mélodie, un poème ou un plat me séduisent si, moi, public, je peux compléter dans mon imagination la forme, le son, le sens, ou le goût que je « reçois » de ces objets d'art. D'où l'idée que l'art doit produire, essentiellement, des choses incomplètes et assez simplifiées. Nous faisons alors, chacun pour notre propre compte, un acte de création artistique pour lequel l'incitation nous a été communiquée par l'artiste. Notre première définition se trouve complétée par ce constat : si l'objet d'art porte un message, ce message est, par définition, incomplet et c'est au récepteur du message qu'il incombe de le compléter.

Si j'ai parlé auparavant du décor éphémère, je l'ai mentionné un peu à titre d'exemple pour montrer une possibilité d'embellissement du bidonville. Je vou-

drais maintenant reprendre ce sujet dans un sens plus général, c'est-à-dire celui de la beauté communiquée à l'objet d'architecture par le décor. La formation architecturale de ma génération a été fondée sur l'appréciation de la beauté de la structure (et j'ai suivi ce principe dans une grande partie de mes projets, où la structure est son propre décor). Mais le décor peut aussi servir à « dissoudre », littéralement, à noyer, faire disparaître l'aménagement architectural, si celui-ci, qui accentue les volumes et la structure, ne me convient pas (c'est le principe que j'ai appliqué dans une grande partie de mes espaces « réalisés », dans ceux de mon propre appartement ou lors de mon exposition au Musée d'Art moderne de la ville de Paris).

Ces deux principes ne sont pas contradictoires. La structure, partie utilitaire de l'architecture, surtout de celle que j'ai appelée l'architecture de survie, peut être belle. Une fois décorée, cette structure, ce paysage restera toujours beau, mais différent. Une rue peut être belle ; décorée, elle est toujours aussi belle, mais différente. Un bâtiment aussi ; et même un arbre peut être décoré. Le décor (ou déguisement) le plus simple est le décor peint. Une chaussée, un pan de mur, un tronc d'arbre, peuvent être peints et repeints et encore repeints, avec un décor sans cesse renouvelé. Et ce décor peut être réalisé par n'importe qui, pour s'exprimer. Il existe de nombreux pays où les gens s'expriment par le décor peint, lorsqu'ils marient leur fille ou qu'ils rentrent d'un pèlerinage à La Mecque, ou lorsqu'ils veulent exprimer leurs opinions politiques.

Le décor de l'objet d'architecture est donc une

manifestation d'art dans le sens où nous l'avons défini : il s'agit de compléter une œuvre qui existe déjà, mais qui existera encore plus fortement après avoir été complétée : il s'agit aussi d'envoyer un message aux autres par l'intermédiaire de ce décor, un message précis et rempli de signification sociale. Les architectes d'aujourd'hui n'aiment pas le décor (aiment-ils l'architecture ?) et ils refusent de décorer leurs œuvres. Ils impressionnent les conformistes qui respectent le chef-d'œuvre dans lequel ils habitent.

Dans le bidonville, dans l'architecture de survie, il n'y a pas d'architecte. Il n'y a que des autoplanificateurs et des guérillas de la survie et ce sont eux qui pourront devenir autodécorateurs. J'ai eu l'occasion de peindre un « tapis urbain » (décor peint) sur la chaussée d'une rue parisienne. Alors que le tapis était à peu près terminé une petite vieille dame a voulu me donner un franc (et c'était peut-être pour elle un sacrifice) pour me remercier d'avoir « embelli sa rue ». J'espère l'avoir mérité. Il est de fait que nous devrions tous peindre des tapis urbains : il n'est pas moins vrai que quelqu'un doit commencer à le faire. Je pense que le devoir de l'artiste (son rôle de transmetteur de messages l'exige) serait de démarrer cette action pour inciter les autres à l'imiter. C'est un devoir modeste, mais aussi important que le rôle d'instituteur que j'ai essayé de faire endosser à l'architecte.

L'invention d'un style.

Pour terminer ce livre, je vais essayer de reconsidérer cette nouvelle architecture de survie (qui est

encore en gestation) avec les yeux d'un critique d'architecture de notre lointain futur, ou ceux d'un archéologue qui découvrirait et étudierait ce « style » d'architecture. Je vais essayer, malgré tout, de ne pas pousser ce parti pris trop loin et, dans le compte rendu de notre héros de science-fiction, je vais éviter toute référence à son propre contexte (dont je ne peux avoir la moindre idée) : je resterai donc dans notre présent familier, mais à travers les notes d'un voyageur dans le temps.

L'architecture de survie est à la fois une technique, une philosophie et peut-être un style, dont la principale qualité est d'être populaire puisqu'elle n'est qu'une création de l'homme de la rue – pour lequel elle représente l'outil même de sa survie. La première caractéristique de cette technique, c'est qu'elle doit être à la portée de tout le monde : les connaissances en planification, en techniques de construction, en choix des matériaux et en expressions artistiques peuvent être examinées et apprises à l'école primaire. La deuxième caractéristique, qui découle de la première, c'est que l'architecture de survie implique des techniques qui ne nécessitent rien d'autre qu'un outillage très rudimentaire et la présence de très peu d'exécutants.

En matière d'architecture de survie, il faut chercher des solutions qui ne concernent pas uniquement la construction des bâtiments, mais qui tiennent compte, aussi, des principales ressources nécessaires à la survie : nourriture, eau, protection climatique et défense contre l'agression. L'architecture de survie implique également une organisation sociale qui ne soit pas exclusivement déterminée par l'aménage-

ment des bâtiments et des surfaces agraires ; au contraire, ce sont les contraintes de la communication qui imposent l'organisation sociale qui, à son tour, grâce à l'autoplanification par l'habitant, déterminera le plan d'ensemble des bâtiments. Les éléments collectifs de ces bâtiments (sol, toit, structure) et les éléments individualisés (enclos) sont une approche de la solution que représente le bâtiment-village, ce bâtiment-village qui est implanté dans la nature (forêt habitable, etc.), soit dans une ossature préexistante, soit dans une ossature vide réalisée spécialement (infrastructure).

L'architecture de survie est liée à la pauvreté : cette pauvreté n'est pas nécessairement le fait du manque d'argent – elle résulte plutôt de la pénurie d'une ressource essentielle (eau, matière première, place, etc.). Bâtiment-village, nature habitabilisée sont les termes les plus appropriés pour définir l'expression architecturale de cette architecture et ce ne sont pas des concepts nouveaux car la plupart des villages d'autrefois pouvaient être caractérisés par les mêmes définitions, Quant à l'aspect esthétique de l'architecture de survie, elle sera caractérisée par l'abondance des décors éphémères. Cette architecture, ce style en gestation, ne donneront probablement pas de grands et durables monuments à l'histoire de l'architecture. Mais ils satisferont mieux, espérons-le, les habitants réels (et non ceux des listes statistiques) que ne l'auront fait les créations de l'architecture officielle de la première moitié du XX^e siècle.

On dit que les peuples heureux n'ont pas d'histoire. Je dirai, peut-être en paraphrasant cette belle formule, que les peuples qui n'ont pas de monuments

ont plus de chances, sinon d'être heureux, mais tout au moins de survivre. Qu'on ne pense pas ici au retour à une vie idyllique, heureuse et innocente, pas plus qu'à un romantisme attendri devant l'histoire et les souvenirs : encore moins aux pionniers supportant de pénibles épreuves et essayant de survivre dans l'espoir de temps meilleurs. L'architecture de survie est essentiellement une reconnaissance des techniques simples, techniques qui n'ont pas tellement varié au cours de l'histoire (techniques relevant de l'aménagement du toit, techniques de nourriture, de cohabitation, techniques pour embellir les choses par soi-même et, finalement, simplement pour vivre). L'architecture de survie conduit à refuser de croire aux promesses, peut-être bienveillantes, mais sûrement mensongères, que le chœur des experts nous chante depuis des siècles. Il s'agit donc de l'application d'un réalisme rigoureux, longtemps oublié, de l'art d'habiter la terre. Ce que nous espérons continuer pour quelque temps.

IMAGES POUR ILLUSTRER LE CHAPITRE VII

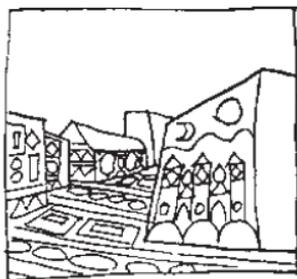
Le tapis urbain, les façades peintes, le décor éphémère aideront peut-être à la réintroduction de la culture urbaine dans la ville d'aujourd'hui, pauvre ou riche.



Images extraites de : *l'Habitat c'est l'affaire de tous, mais particulièrement la vôtre.*

LES MAISONS
SONT SUPPOSÉES ÊTRE JOLIES,
LES VILLES ET LES VILLAGES ÉGALEMENT.

VOUS POUVEZ LES EMBELLIR



EN LES DÉCORANT.

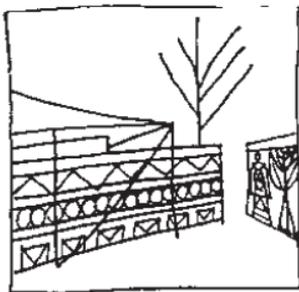
UNE MAISON,
UN VILLAGE,
UNE VILLE



SONT TOUJOURS BEAUX
QUAND ON LES DÉCORE POUR UNE FÊTE.

CES DÉCORS PEUVENT ÊTRE BON MARCHÉ
PARCE QU'ILS SONT TEMPORAIRES.

VOUS POUVEZ EMBELLIR
VOTRE MAISON, VOTRE VILLAGE, VOTRE VILLE
EN RENOUVELANT FRÉQUEMMENT
UNE DÉCORATION SIMPLE.

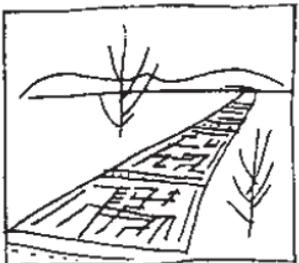


UNE DÉCORATION SIMPLE,
C'EST PAR EXEMPLE,

DE DESSINER
SUR LES MURS,



ET SUR LES CHAUSSEES DES RUES,



ET VOUS POUVEZ RESTAURER
OU CHANGER VOS DESSINS

UNE OU DEUX FOIS DANS L'ANNÉE.



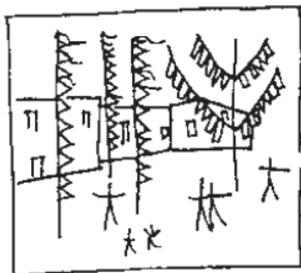
DÉCORER AVEC DES BRANCHES
(QUI SE FANENT MOINS VITE QUE LES FLEURS)

C'EST AUSSI TRÈS BEAU.

ÇA DEMANDE MOINS DE TRAVAIL
QUE LA PEINTURE
(ET ÇA NE COÛTE RIEN),

MAIS IL FAUT REFAIRE LE DÉCOR
PLUS SOUVENT.

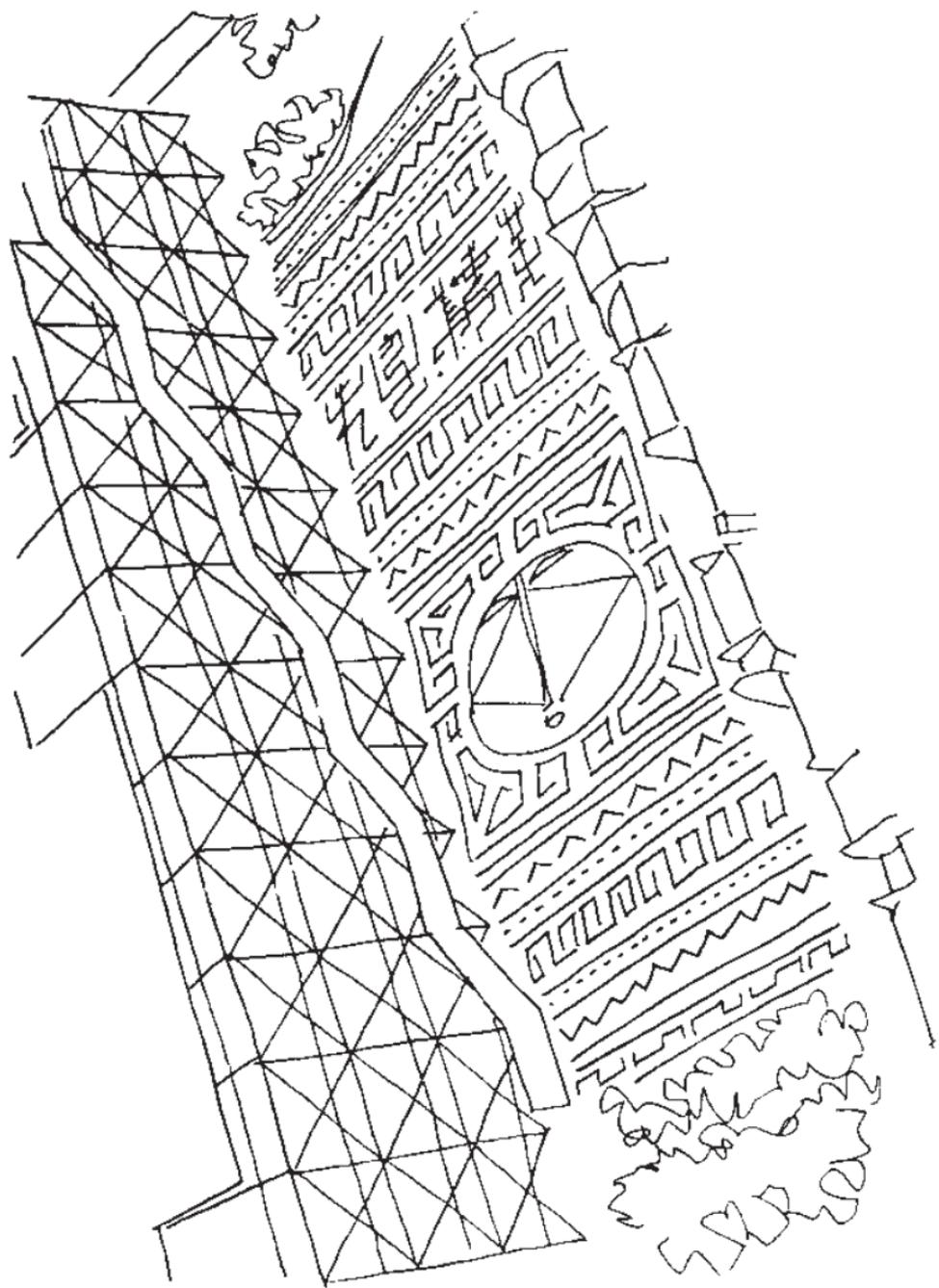
LES DRAPEAUX



SONT DES FLEURS QUI NE FANENT PAS.

ILS N'ONT PAS BESOIN D'ÊTRE COÛTEUX,
IL N'EST PAS NÉCESSAIRE
QU'ILS SOIENT EN TISSUS;

ON PEUT FAIRE DES DRAPEAUX
AVEC DES FEUILLES SÈCHES ET PEINTES,
ON PEUT LES FAIRE
AVEC DES NATTES DE PAILLE TEINTES
OU JOLIMENT TRESSÉES.
RIEN DE TOUT CELA NE COÛTE CHER.



La place devant le Centre Pompidou, couverte d'un tapis urbain.

CONCLUSION

L'architecture de survie n'est pas un nouveau style architectural : on peut la considérer comme un « proto-style » dans la mesure où elle représente une attitude nouvelle vis-à-vis de l'habitant, de la profession d'architecte et de l'objet architectural. Cette attitude nouvelle peut – peut-être – amener un nouveau style, mais ce qu'elle apporte, avant tout, c'est un nouveau « style d'habiter ».

L'architecture de ces dernières dizaines d'années est souvent accusée de chercher à promouvoir un monde inhumain, matérialiste et riche : le *brave new world* de Huxley. Le problème, à mon avis, est bien différent. Avant de condamner, pour inhumanité, ce *brave new world* (inhumain surtout, dans le livre de Huxley, pour une élite riche, car ce sont les membres de la classe supérieure qui se sentent brimés), nous devons comprendre que ce meilleur des mondes, inhumain ou non, est absolument irréalisable pour les quatre milliards d'êtres humains qui peuplent la terre. Le luxe abêtissant et dégradant que dépeint Huxley représente le rêve (impossible à atteindre) des 5/6^e de l'humanité. Par le fait même de cette impossibilité, toute discussion portant sur les défauts ou les mérites de ce « *brave new world* » ou sur la question de savoir si ce rêve est moralement acceptable ou

non, est inutile. Il en est de même pour l'architecture du XX^e siècle ; ses objectifs sont irréalisables à l'échelle mondiale, alors pourquoi perdre son temps à les critiquer ?

L'architecture de survie, que je considère comme une contre-proposition, ne part pas d'un examen critique des défauts ou des mérites de l'architecture dite moderne, mais réfute la « réalisabilité » de ses objectifs, à l'échelle mondiale, et tente la recherche de solutions respectant toutes les conditions de survie de l'espèce humaine. Si l'on tient compte des critères à partir desquels on critique l'architecture dite moderne, il est certain que, par comparaison, l'architecture de survie semble très humaine, mais ce n'est pas la raison pour laquelle je la défends. J'ai parlé des bateaux de sauvetage et j'ai expliqué que je les apprécie plus pour leur solidité que pour leur beauté ; c'est pourquoi, aussi, je suis l'avocat de l'architecture de survie : à cause de sa réalisabilité et de son « indispensabilité ».

Dans l'architecture de survie, il faut inclure la notion de survie urbaine qui est d'une importance capitale dans les conditions, actuelles et à venir, d'appauvrissement mondial. Cet appauvrissement est inévitable, car tous nos projets économiques, qu'on les considère bons ou mauvais, sont aussi irréalisables que le *brave new world* d'Huxley, Le plan de sauvetage étant condamné à l'échec, c'est au bateau de sauvetage (et aussi à la façon dont il sera conduit) que va revenir toute l'importance. La survie urbaine, dont l'architecture de survie est un des « outils » primordiaux, est donc la transformation radicale de la vie urbaine.

La ville qui, depuis des siècles, a fonctionné suivant la formule « endroit où tout s'échange », va devenir une arche de Noé destinée à assurer la survie de l'espèce malgré le déluge. Une très grande autonomie, une très grande autarcie vont donc lui être nécessaires, car il n'existera plus de possibilité d'échange pour le ravitaillement, la subsistance. Le cloisonnement de la « ville arche de Noé » déterminera, en même temps, sa dimension, car le phénomène de la dimension critique des organisations limitera lui aussi son extension (et tout aussi efficacement que la nécessité de pourvoir elle-même à tous ses besoins). Politiquement parlant, ce cloisonnement qui transforme les villes en arches de Noé, assure, en quelque sorte, une garantie de démocratie et même de démocratie directe, car l'élite ne peut prétendre se réserver le pouvoir dans une ville close sans avoir l'appui de tous les citoyens, dès lors qu'aucune complicité ne peut lui arriver de l'extérieur.

La survie urbaine n'est pas nouvelle ; c'est un phénomène qui existait déjà autrefois, soit dans les villes assiégées à cause de la guerre, soit à la suite d'une épidémie, soit à cause de l'appauvrissement mondial.

La survie urbaine moderne s'improvise sous nos yeux, dans le bidonville, qui est aujourd'hui le modèle de la ville « en état de siège » par appauvrissement. Le bidonville est le refuge de ceux qui ont quitté la campagne pour la ville, espérant participer à ces échanges dont la ville est le théâtre (échanges de richesses, de savoir, de relations humaines, etc.) et qui se retrouvent bredouilles, obligés de se retrancher, de s'enfermer, de se cloisonner dans ce bidonville pour pouvoir survivre.

Quelles conclusions adopter face aux perspectives de l'architecture de survie et à la survie urbaine ? Je crois qu'il n'existe que deux solutions valables :

- a) l'autoplanification réalisée par l'habitant lui-même, après avoir appris certaines méthodes fondamentales (traduites en un langage très simple) ;
- b) la formation d'architectes ou d'ingénieurs « aux pieds nus » qui seront les instituteurs de ces connaissances fondamentales, nécessaires à la vie urbaine.

Reste la question : comment les former ?

Je voudrais terminer ce livre en mentionnant deux exemples qui pourraient être une réponse à cette dernière question. Il y a quelque temps, on m'a demandé de proposer le *curriculum* (programme d'enseignement) d'une nouvelle faculté d'ingénierie architecturale dans un pays pauvre. J'ai alors proposé d'insérer, dans ce programme, les connaissances traitées dans ce livre : techniques de communication avec l'homme de la rue, techniques de constructions locales, techniques locales de jardinage et d'agriculture, techniques locales pour les problèmes de l'eau, techniques locales d'organisation sociale, etc. Le pays qui s'intéresse à ce projet d'école est, lui-même, l'un des plus grands bidonvilles du monde et il va sûrement être obligé (à plus ou moins longue échéance) de former ses propres architectes « aux pieds nus ». C'est le but de ce *curriculum* : les architectes « aux pieds nus », ceux que j'ai proposé de former, seront les compléments indispensables aux architectes de formation classique actuelle : les deux professions sont complémentaires (leur public est différent), mais la faculté des architectes aux pieds nus devrait, en fait, former dix à vingt fois plus d'étu-

dians que la faculté actuelle, vu le nombre incroyable de ceux qui auraient besoin de l'aide d'architectes aux pieds nus. Je suis curieux de voir le résultat de cette tentative.

L'autre exemple concerne toujours le même pays (dont le gouvernement commence à réaliser qu'il ne peut résoudre le problème de l'habitat). Ce gouvernement a demandé l'aide technique internationale, aide qui est habituellement dispensée par les pays industrialisés. Cette fois et sur ma proposition, la tentative inverse est faite ; certains pays des régions voisines (encore moins industrialisés, mais qui ont mieux conservé les connaissances traditionnelles que le pays demandeur) fournissent l'aide technique de base, en envoyant de simples artisans, en quelque sorte des experts hautement spécialisés puisqu'ils savent, et bâtir à partir de la boue séchée, et construire des systèmes collecteurs d'eau, et cultiver la terre (et les jardins) en fonction des techniques locales. Encore une fois, je suis curieux du résultat.

Je dis « curieux » car il s'agit de tentatives dont nous pourrions, de toute façon, qu'elles ratent ou qu'elles réussissent, tirer un enseignement, mais si elles échouent, un fait est certain : les conséquences en seront moins lourdes que celles des erreurs habituellement « importées » des pays industrialisés.

Si certaines tentatives et certaines réflexions peuvent, ainsi, aider à promouvoir l'architecture de survie, alors les efforts de ceux qui auront fait ces recherches n'auront pas été vains. Mais si leurs tentatives n'ont pas de suite, on ne doit pas y attacher trop d'importance : l'architecture de survie est, de toute façon, déjà en train de se réaliser d'elle-même.

APPENDICE

Une semaine après avoir terminé le manuscrit de ce livre, je suis parti en mission (pour une agence spécialisée des Nations Unies) dans quelques pays du Tiers-Monde. Ma mission relevait du même sujet que celui de ce livre et les résultats de mes contacts aussi bien que de mes observations (au niveau populaire et au niveau officiel), ont pratiquement confirmé toutes les hypothèses que j'ai essayé de défendre ici. Mais, j'ai eu aussi quelques semi-surprises... Si la courtoisie de mon éditeur me permet d'insérer ces réflexions dans le livre, il est trop tard, par contre, pour pouvoir les incorporer dans le texte et je ne puis que les rajouter dans l'appendice que voici.

Certains des pays que j'ai visités sont parmi les plus pauvres : pauvres en économie d'argent seulement car, si le paysan ne gagne pas plus que l'équivalent de 10 à 20 dollars par mois, il a néanmoins sa maison, sa nourriture et ses vêtements, grâce à l'économie de subsistance dans laquelle il vit. La migration des villageois vers la ville commence pourtant à atteindre des proportions inquiétantes, bien que les conditions de survie dans la ville (maison, nourriture, vêtements) des nouveaux arrivants soient beaucoup plus précaires que celles des villageois.

Dans l'économie de subsistance, un certain bien-

être pourrait être assuré à tous. Mais la migration entraîne (ou est entraînée par) l'économie fondée sur l'argent : les nouveaux arrivants cherchent un emploi (qu'ils ne trouvent pas) et les paysans doivent produire un surplus de nourriture pour nourrir la ville qui grandit (ce qui augmente la demande en nourriture et, en conséquence, détériore le sol). Du temps de l'économie de subsistance, les villes étaient très petites (donc faciles à nourrir) et les villages produisaient surtout pour leurs propres besoins (ce qui, à la fois, ménageait le sol et permettait de nourrir plus de gens sur un même lopin de terre). Mais les revenus en argent d'un paysan étaient quasiment nuls.

Actuellement, certaines villes ont grandi de 8 à 10 fois par rapport à ce qu'elles étaient dans l'économie de subsistance, alors que la population totale du pays, par contre, n'a augmenté, durant cette période, que de 50%. Ce sont donc bien les villages qui se vident. Le villageois qui émigre en ville sait encore comment construire sa maison, comment cultiver un jardin, comment élever de petits animaux. Il a le temps de le faire (car il ne trouve rien d'autre que des emplois passagers, cela dans le meilleur des cas) et il a le droit d'occuper un terrain, les gouvernements tolérant l'occupation des terrains non utilisés. Je pensais donc que, dans ces conditions, l'organisation de l'auto-sauvetage du bidonville se déroulerait comme je le décris dans mon livre, et j'aurais trouvé très naturel que mes réflexions soient confirmées.

Mais – et c'est là ma demi-surprise – les nouveaux arrivants ne cherchent à assurer leur survie que de très mauvaise grâce et seulement sous la plus extrême pression. Ils ont honte d'utiliser des pratiques de sur-

vie villageoises : ils sentent qu'en agissant ainsi ils perdent le respect des autres. Le respect des autres, le « statut social », est plus important que la survie (ou à peu près) et, dans le bidonville, le statut social le plus bas n'est pas celui du chômeur, mais celui du paysan qui voudrait vivre dans une quasi-autarcie. Dans la plupart des régions que j'ai visitées, on mesure le statut social en fonction de la modernité. La psychose de la modernité s'exprime par le refus des solutions techniques simples, cela à seule fin de ressembler aux industrialisés, même si ce refus coûte très cher et entraîne l'« irréalabilité » des améliorations qui seraient possibles en utilisant une technologie simple. Alors que les maisons des bidonvilles auraient semblé de type absolument courant dans les villages, elles passent, en ville, pour des taudis dont on a honte, et les bidonvilles deviennent des quartiers jugés déshérités. Sous la pression de circonstances difficiles, les habitants des bidonvilles sont pourtant obligés de revenir, en les adaptant, à ces mêmes techniques villageoises qu'ils avaient espéré oublier en arrivant en ville. Afin de survivre, ils deviennent ainsi, involontairement, les pionniers d'une modernité plus réelle que celle qu'ils recherchent (et qui n'est que le symbole du prestige social auquel ils aspirent).

La recherche de statut social comme moteur de la ruine du monde, voilà bien une vision apocalyptique... Le statut social s'acquiert par l'accumulation de choses obtenues pour la compétition et à l'aide de l'argent (qui est cumulable sans limites, même si parfois il n'a plus de valeur, c'est-à-dire quand il n'y a plus de marchandises qui correspondent à la quantité énorme de l'argent ramassé). Cette recherche de sta-

tut social pousse l'humanité vers une superproduction qui mène à la destruction de la planète – il est certain que la recherche du statut social (et la compétition qu'elle implique) est tout à fait humaine. Elle n'a jamais été dangereuse dans les petites communautés isolées tant que la migration du village vers la ville a été techniquement difficile (par exemple, par faute de transport), la détérioration est restée modérée. Le compartimentage insurmontable d'autrefois a peut-être été un moyen de sauvegarde tout à fait inaperçu.

Des réflexions comme celles que je viens de faire ne sont intéressantes que si elles permettent de découvrir certains « leviers » dont la manœuvre pourrait sauver nos sociétés de la ruine. Si nous arrivions à trouver une autre gamme de symboles pour définir le statut social, gamme moins dangereuse et aussi séduisante, alors l'avenir semblerait peut-être un peu plus rassurant. Mais comment trouver cette nouvelle gamme ? Dans le rapport que j'ai établi après la mission à laquelle je viens de faire allusion, j'ai risqué une hypothèse (qui est en même temps une de mes recommandations). Il s'agit – ce qui peut sembler étrange à première vue – de la joie que procure le décor. Dans les pays que j'ai traversés au cours de ma mission, partout, à tous les niveaux, populaires et autres, il existe une compétition qui n'est pas destructrice : celle du décor des fêtes. Souvent ces décors, et les éléments utilisés pour les réaliser, sont réglementés suivant la hiérarchie sociale : tel décor est permis aux paysans, tel autre aux commerçants ou aux artisans, etc., et il est facile de savoir qui habite une maison en considérant son décor.

Il est possible d'imaginer que, sous l'action conju-

guée, et de la nécessité qui pousse vers l'architecture de survie, aussi récalcitrant qu'on y soit, et de l'expression culturelle (qui remplace la modernité comme symbole de statut social), nous puissions éviter la ruine qui nous menace. Ces deux attitudes sont là, et peuvent être encouragées (ce sont donc bien des leviers). La surprise la plus agréable de mon voyage a été de rencontrer, dans beaucoup de milieux, au niveau populaire comme au niveau officiel, la compréhension nécessaire et la promesse de coopérer.

Après tout, nous sommes peut-être en train de redécouvrir qu'assurer sa propre survie, ce peut être aussi la Fête.

Paris-mai 1977.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction 2002</i>	7
Introduction destinée à être lue	II
I. L'ARCHITECTURE DÉCIDÉE PAR L'HABITANT	17
Architecte et habitant	17
La difficulté de la communication	19
Comment peut-on rétablir la communication ?	21
L'autoplanification	25
Solutions techniques	25
Quelques commentaires en cours de route	31
Vivre avec les autres	32
Le village urbain	35
<i>Images pour illustrer le chapitre I</i>	41
II. LES RÔLES NOUVEAUX :	
CELUI DE L'HABITANT ET CELUI DE L'ARCHITECTE	55
L'enseignement d'un langage	55
Conseiller sur rendez-vous	58
Décisions communautaires	59
La météo urbaine	64
<i>Images pour illustrer le chapitre II</i>	68
III. LA DÉCOUVERTE DE LA PAUVRETÉ	73
La nouvelle pauvreté	73
L'industrialisation ne peut tenir ses promesses	77
Le toit et la nourriture	81
De quelques solutions possibles	83
a) <i>L'agriculture urbaine</i>	85
b) <i>la modification du régime alimentaire</i>	87
c) <i>Quelles sont les régions habitables</i> <i>dans un monde appauvri ?</i>	91

Solutions d'en-haut et solutions d'en-bas	92
Le monde pauvre.....	94
IV. L'ARCHITECTURE DE SURVIE	101
Qu'est-ce que l'architecture de survie?	101
Quelques remarques concernant l'habitant.....	102
La nature habitable : un écosystème amélioré	106
Transformer les choses	
ou transformer la manière de s'en servir.....	113
Être moins dépendant.....	117
<i>Images pour illustrer le chapitre IV.....</i>	<i>122</i>
V. LA VILLE PAUVRE.....	129
Le bidonvillage	129
Public et privé.....	134
Le cloisonnement.....	141
Déchéance de la ville riche	143
Le bateau de sauvetage ou la ville de survie.....	148
<i>Images pour illustrer le chapitre V.....</i>	<i>151</i>
VI. QUE FAIRE?	167
Diffuser l'information	167
Savoir utiliser au lieu de construire.....	171
Accepter l'imprévu.....	179
Les guérillas de survie.....	182
<i>Images pour illustrer le chapitre VI.....</i>	<i>184</i>
VII. EST-CE QUE CE SERA BEAU?	187
L'architecture sans traces	187
L'art comme communication	188
Le plaisir de compléter	192
L'invention d'un style	194
<i>Images pour illustrer le chapitre VII</i>	<i>198</i>
<i>Conclusion</i>	<i>203</i>
<i>Appendice.....</i>	<i>209</i>